



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°25-2022-051

PUBLIÉ LE 4 JUILLET 2022

# Sommaire

## **Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations /**

- 25-2022-06-30-00013 - arrêté représentants administration fonction publique territoriale (4 pages) Page 5
- 25-2022-07-30-00001 - KM\_C28722070110450 (2 pages) Page 10
- 25-2022-07-30-00002 - KM\_C28722070110451 (2 pages) Page 13

## **Direction Départementale des Territoires du Doubs / Unité Sécurité Routière, Gestion de crises et Transports**

- 25-2022-07-01-00014 - Arrêté A36 - travaux de création d'un Passage Grande Faune - site de Autechaux (6 pages) Page 16

## **Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Doubs /**

- 25-2022-07-01-00012 - Arrêté autorisant par dérogation comme prévu aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du sport la surveillance de baignade d accès payant par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique - CC LOUE LISON - NAUTILOUE (2 pages) Page 23
- 25-2022-07-01-00013 - Arrêté autorisant par dérogation comme prévu aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du sport la surveillance de baignade d accès payant par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique - GROUPE PSL - OSSELLE (2 pages) Page 26
- 25-2022-07-01-00010 - Arrêté autorisant par dérogation comme prévu aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du sport la surveillance de baignade d accès payant par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique - LA CITEDO (2 pages) Page 29

## **Direction régionale des Douanes et Droits Indirects /**

- 25-2022-07-01-00016 - Version anonymisée de la décision 2022/4 du directeur régional des douanes et droits indirects à Besançon portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Dijon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide. (45 pages) Page 32
- 25-2022-07-01-00015 - Décision 2022/4 du directeur régional des douanes et droits indirects à Besançon portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Dijon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide. (50 pages) Page 78

## **DREAL Bourgogne Franche-Comté / Service Biodiversité Eau Patrimoine**

- 25-2022-07-01-00019 - Arrêté ministériel du 01 juillet 2022 portant autorisation d introduction dans le milieu naturel de spécimens d espèces protégées et dérogation à la protection stricte des espèces (Lynx lynx) NOR : TREL2218563A (12 pages) Page 129

25-2022-07-01-00020 - arrêté préfectoral autorisant la création d'un sentier balisé pédestre et cycliste sur la commune de Chapelle-des-Bois au titre du régime d'évaluation des incidences propres à Natura 2000 (2 pages)	Page 142
<b>Maison d'arrêt de Besançon / Services administratifs et financiers</b>	
25-2022-07-01-00017 - 20220701_Arrêté portant délégation de signature CE (12 pages)	Page 145
<b>Préfecture du Doubs /</b>	
25-2022-07-01-00011 - Abrogation de la nomination du régisseur des recettes auprès de la Préfecture du Doubs (2 pages)	Page 158
25-2022-07-04-00002 - Arrêté AP TECH bois et forêts Daniel WURTZ (3 pages)	Page 161
25-2022-07-04-00005 - Arrêté AP TECH bois et forêts Laurent MICHEL (3 pages)	Page 165
25-2022-07-01-00018 - Arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les travaux et les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement de la RN 57 - section comprise entre le carrefour des rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier (16 pages)	Page 169
25-2022-06-29-00010 - Point de vaccination rue Mégevand Besançon (2 pages)	Page 186
<b>Préfecture du Doubs / CAB/PPA</b>	
25-2022-07-04-00003 - Arrêté attribution subvention FIPDR - 1 caméras voie publique BESANCON (5 pages)	Page 189
25-2022-07-04-00004 - Arrêté attribution subvention FIPDR - caméras voie publique SAINT-VIT (4 pages)	Page 195
25-2022-07-04-00001 - ARRETE PREF fermeture 60 jours - La Besace (2 pages)	Page 200
<b>SDIS 25 / Groupement Gestion Opérationnelle</b>	
25-2022-07-01-00006 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe de reconnaissance face aux risques radiologiques du service départemental d'incendie et de secours du Doubs pour l'année 2022. (4 pages)	Page 203
25-2022-07-01-00001 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention cynotechnique du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022. (3 pages)	Page 208
25-2022-07-01-00002 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention de lutte contre les feux de forêts du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022. (12 pages)	Page 212
25-2022-07-01-00008 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu aquatique et subaquatique du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022. (6 pages)	Page 225

25-2022-07-01-00007 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu chimique et biologique du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022. (6 pages)	Page 232
25-2022-07-01-00004 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022. (4 pages)	Page 239
25-2022-07-01-00009 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en sauvetage déblaiement du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022. (5 pages)	Page 244
25-2022-07-01-00005 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle des infirmiers de sapeurs-pompiers protocolés du Service Santé et Secours Médical du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022. (4 pages)	Page 250
25-2022-07-01-00003 - Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle du groupe d'intervention hélicoptère du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022. (3 pages)	Page 255

#### **Sous-Préfecture de Montbéliard /**

25-2022-07-04-00008 - Agrément garde-pêche particulier de M. Léon BRIOIS pour le compte de l'AAAPPMA de Pont-de-Roide-Vermondans (2 pages)	Page 259
25-2022-07-04-00006 - Reconnaissance aptitude technique garde chasse particulier de M. Frédéric BOSSERT (2 pages)	Page 262
25-2022-07-04-00007 - Reconnaissance aptitude technique garde-chasse particulier de M. Rayan VALY (2 pages)	Page 265



Direction Départementale de l'Emploi, du  
Travail, des Solidarités et de la Protection des  
Populations

25-2022-06-30-00013

arrêté représentants administration fonction  
publique territoriale

**Arrêté n°  
portant désignation des membres du conseil médical des agents  
de la fonction publique territoriale représentant les collectivités  
et établissements publics**

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le code général des collectivités locales

Vu le décret n° 86-442 du 14 mars 1986, relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme aux conditions d'aptitude physique pour admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires,

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques,

Vu le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs,

Vu le décret du 6 septembre 2021 portant nomination de M. Philippe PORTAL, secrétaire général de la Préfecture du Doubs,

Vu l'arrêté n° 25-2021-09-27-0001 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, secrétaire général de la Préfecture du Doubs,

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2022-06-30-00009 du 30 juin 2022 portant désignation des médecins membres du conseil médical des agents de la fonction publique territoriale

Vu la délibération du centre de gestion du Doubs n°17/2022 portant désignation des membres représentant les collectivités et établissements affiliés, appelés à siéger à la formation plénière du conseil médical

**ARRETE**

**Article 1 :**

Sont nommés membres de la formation plénière du conseil médical du Doubs compétent pour les agents de la fonction publique territoriale, en tant que représentants :

Des collectivités et établissements affiliés au Centre de Gestion :

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Jacques PRINCE, 1er vice président du Centre de Gestion du Doubs	Monsieur Romuald VIVOT, conseiller municipal délégué à la ville de Pontarlier
	Monsieur Patrick FROEHLI, maire de Lougres
Monsieur Pierre CONTOZ, maire de Montfaucon	Madame Martine VOIDEY, maire de Voujeaucourt
	Madame Marie-Jeanne BERNABEU, maire d'Avanne Aveney)

Pour les collectivités et établissements non affiliés au Centre de Gestion :

Du conseil régional de Bourgogne Franche Comté pour le département du Doubs :

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Matthieu GUINEBERT, conseiller régional	Madame Myriam CHIAPPA-KIGER, conseillère régionale déléguée
	Non désigné
Madame Salima INEZARENE, conseillère régionale	Madame Nabia HAKKAR-BOYER, conseillère régionale déléguée
	Non désigné

Du conseil départemental du Doubs – y compris le centre départemental à l'enfance :

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Olivier BILLOT, conseiller départemental	Monsieur Serge RUTKOWSKI, conseiller départemental
	Madame Christine COREN-GASPERONI, conseillère départementale
Madame Florence ROGEBOZ, conseillère départementale	Monsieur Romuald VIVOT, conseiller départemental
	Monsieur Aly YUGO, conseiller départemental

De la commune et du centre communal d'action sociale de Besançon :

Membres titulaires	Membres suppléants
Madame Elise AEBISCHER, adjointe au maire	Madame Valérie HALLER, conseillère municipale déléguée
	Non désigné
Monsieur Gilles SPICHER, adjoint au maire	Monsieur Cyril DEVESA, conseiller municipal délégué
	Non désigné

De Grand Besançon Métropole :

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Gabriel BAULIEU, vice-président	Monsieur Jacques KRIEGER, vice-président
	Non désigné
Monsieur Christian MAGNIN-FEYSOT, conseiller communautaire	Monsieur Fabrice TAILLARD, conseiller communautaire
	Non désigné

De la commune et du centre communal d'action sociale de Montbéliard :

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Eddie STAMPONE, conseiller municipal	Madame Evelyne PERRIOT, conseillère municipale
	Non désigné
Madame Gisèle CUCHET, conseillère municipale déléguée	Non désigné
	Non désigné

Du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Doubs - pour les sapeurs-pompiers professionnels :

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Thierry VERNIER, Conseiller départemental du canton de Valdahon	Monsieur Romuald VIVOT, Conseiller départemental du canton de Pontarlier
	Madame Marie-Christine DURAI, Conseillère départementale du canton de Baume les Dames
Monsieur Damien CHARLET, Conseiller départemental du canton d'Audincourt	Monsieur Yves MAURICE, Conseiller communautaire à Grand Besançon Métropole
	Monsieur Aly YUGO, Conseiller départemental du canton de Besançon 1

**Article 2 :**

Les arrêtés préfectoraux n°25-2019-11-20-005 relatif à la composition du comité médical et de la commission de réforme du département du Doubs, n°25-2021-10-01-00010 portant composition de la commission départementale de réforme des agents de la fonction publique territoriale et n°25-2022-02-02-00010 portant composition de la commission départementale de réforme pour les sapeurs-pompiers professionnels sont abrogés.

**Article 3 :**


Tout recours contre le présent arrêté devra parvenir au tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25 000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture du Doubs. «Le tribunal administratif peut être saisi par l'application information « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs.

Besançon, le **30 JUIN 2022**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
  
Philippe PORTAL

Direction Départementale de l'Emploi, du  
Travail, des solidarités et de la Protection des  
Populations

25-2022-07-30-00001

KM\_C28722070110450

**Arrêté N°**  
**Portant dérogation au repos dominical**

Le Préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code du travail et notamment les articles L. 3132-1, L. 3132-3, L. 3132-20, L. 3132-25-4 et R. 3132-16 ;

VU le décret du 23 juin 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François COLOMBET, Préfet du Doubs ;

VU l'arrêté préfectoral n° 25-2021-07-12-00012 du 12 juillet 2021 portant délégation de signature à Madame Annie TOUROLLE, Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Doubs ;

VU l'arrêté n° 25-2021-07-13-00011 du 13 juillet 2021 portant subdélégation de signature de Madame Annie TOUROLLE, Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Doubs, à Monsieur Pascal MARTIN, Directeur départemental adjoint ;

VU la demande reçue le 10 juin 2022 de FLEX N GATE, 18 bis rue de Verdun, 25400 AUDINCOURT, en vue d'obtenir une dérogation au repos dominical concernant les dimanches à compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2022, afin de suivre la cadence des nouveaux véhicules du système 2 (Peugeot 3008 et Opel Grandland) et à partir de juillet la montée en cadence du SUV 5008 de leur client Stellantis Sochaux ;

VU l'avis favorable du CSE de FLEX N GATE en date du 25 mai 2022 ;

VU l'avis favorable émis par le maire de la commune de SOCHAUX en date du 27 juin 2022 ;

VU l'avis favorable émis par le MEDEF ;

Vu l'avis de l'UNSA qui s'est abstenu ;

**CONSIDERANT** que cette demande est motivée et liée à une demande de dérogation au repos dominical formulée par l'entreprise Stellantis Sochaux pour l'année 2022 ;

**CONSIDERANT** que l'objectif affiché par Stellantis ne peut être atteint sans que les sous-traitants directs ne soient associés à l'effort de production supplémentaire ;

**CONSIDERANT** que l'établissement FLEX N GATE doit s'organiser en conséquence pour satisfaire cette demande en programmant des séances de travail supplémentaires pour les secteurs de production, maintenance, logistique, fonctions supports et management et personnel en développement ;

**CONSIDERANT** que la demande de FLEX N GATE concerne 100 salariés pour des séances de travail supplémentaires les nuits du dimanche au lundi de 21h00 à 5h00 et en journée pour les techniciens ;

**CONSIDERANT** que seuls les salariés volontaires seront mobilisés pour mettre en œuvre ces aménagements d'horaires et que des contreparties sociales sont garanties, en l'absence d'un accord d'entreprise, par les dispositions de l'article L.3132-25-3 du code du travail. Les contreparties prévues sont :

- une majoration de la rémunération de 100% des heures effectuées sur le dimanche
- une prime de volontariat de 16.94 euros par dimanche travaillé
- une majoration pour heures de nuit de 23% sur les heures effectuées entre 22h et 5h.

**CONSIDERANT** que l'article L. 3132-20 du code du travail prévoit que, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le travail dominical peut être autorisé par le préfet soit de manière prolongée soit de manière ponctuelle ;

### Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** : L'autorisation sollicitée par l'entreprise **FLEX N GATE**, en vue d'obtenir une dérogation au principe du repos dominical **est accordée** permettant ainsi aux salariés volontaires de travailler les dimanches à compter de la signature du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2022 ;

**Article 2** : Après chaque dimanche travaillé, une information sera transmise au service SATR de la DDETSPP du Doubs, 5 voie Gisèle Halimi, BP 91705, 25043 BESANÇON.

Cette information indiquera le nombre de salariés ayant travaillé le dimanche ainsi que les horaires effectués.


De plus, l'accord des salariés volontaires sera conservé pendant un an et tenu à disposition lors des contrôles des agents de l'inspection du travail ;

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif ou contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25044 Besançon cedex 3, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ;

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Doubs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des pétitionnaires.

Besançon, le 30 juin 2022.

Pour le Préfet du Doubs,  
Et par délégation,  
Le Directeur départemental adjoint  
de la DDETSPP,

  
Pascal MARTIN



Direction Départementale de l'Emploi, du  
Travail, des solidarités et de la Protection des  
Populations

25-2022-07-30-00002

KM\_C28722070110451



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail, des solidarités  
et de la protection des populations**

**Arrêté N°**  
Portant dérogation au repos dominical

Le Préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code du travail et notamment les articles L. 3132-1, L. 3132-3, L. 3132-20, L. 3132-25-4 et R. 3132-16 ;

**VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François COLOMBET, Préfet du Doubs ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 25-2021-07-12-00012 du 12 juillet 2021 portant délégation de signature à Madame Annie TOUROLLE, Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Doubs ;

**VU** l'arrêté n° 25-2021-07-13-00011 du 13 juillet 2021 portant subdélégation de signature de Madame Annie TOUROLLE, Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Doubs à Monsieur Pascal MARTIN, Directeur départemental adjoint ;

**VU** la demande reçue le 8 juin 2022 de l'entreprise BERTRANDT, 10 rue Frédéric Japy, ZA Valparc, Immeuble le Quasar II, 25200 MONTBELIARD, en vue d'obtenir une dérogation au repos dominical à compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2022, pour réaliser des travaux d'installation ou modification des lignes de montage sur la chaîne de production chez leur client STELLANTIS sur le site de Sochaux ;

**VU** l'avis favorable à l'unanimité du CSE de BERTRANDT SAS en date du 31 mai 2022 ;

**VU** l'avis favorable émis par la commune de Sochaux en date du 27 juin 2022 ;

**VU** l'avis favorable émis par les organisations patronales et les organisations syndicales qui ont répondu ;

**CONSIDERANT** que cette demande est motivée et liée à une demande de leur client Stellantis sur le site de Sochaux pour intervenir sur les lignes de production ;

**CONSIDERANT** que la société BERTRANDT doit réaliser une mission de pilote géométrie et de mise au point des outils de géométrie ;

**CONSIDERANT** que ces interventions ne peuvent se faire que pendant l'arrêt de la production soit les weekends (samedi et dimanche) ;

**CONSIDERANT** que la demande de BERTRANDT concerne des séances de travail supplémentaires de 8h les dimanches sur une plage horaire de 08h00 à 23h59 pour 1 seul salarié avec une pause méridienne de 45 minutes ;

**CONSIDERANT** que seuls les salariés volontaires seront mobilisés pour mettre en œuvre ces aménagements d'horaires et que des contreparties sociales sont garanties par un accord collectif d'entreprise ainsi que l'article L.3132-25-3 du code du travail, qui prévoit :

- une majoration de la rémunération de 25% des heures effectuées sur le travail de nuit le dimanche
- un repos compensateur

**CONSIDERANT** que l'article L. 3132-20 du code du travail prévoit que, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le travail dominical peut être autorisé par le préfet soit de manière prolongée soit de manière ponctuelle ;

### Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** : L'autorisation sollicitée par l'entreprise BERTRANDT, en vue d'obtenir une dérogation au principe du repos dominical **est accordée** permettant ainsi au salarié volontaire de travailler les dimanches à compter de la signature du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2022 ;

**Article 2** : Après chaque dimanche travaillé, une information sera transmise au service SATR de la DDETSPP du Doubs, 5 voie Gisèle Halimi, BP 91705, 25043 BESANÇON.

Cette information indiquera le nombre de salariés ayant travaillé le dimanche ainsi que les horaires effectués. De plus, l'accord des salariés volontaires sera conservé pendant un an et tenu à disposition lors des contrôles des agents de l'inspection du travail.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif ou contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25044 Besançon cedex 3, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécurse citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr);

**Article 4** : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des pétitionnaires.

Besançon, le 30 juin 2022.

Pour le Préfet du Doubs,  
Et par délégation,  
Le Directeur départemental adjoint  
de la DDETSPP,

Pascal MARTIN  


Direction Départementale des Territoires du  
Doubs

25-2022-07-01-00014

Arrêté A36 - travaux de création d'un Passage  
Grande Faune - site de Autechaux

**Arrêté N°**

portant neutralisation et dévoiement de voie du PR 87+600 au PR 90+600 sur l'autoroute  
A36 dans le cadre de travaux de création d'un passage grande faune site  
de Autechaux au PR 88+900 Phases 3, 4 et 5

**Vu** le Code de la voirie routière ;

**Vu** le Code de la route et notamment son article R. 411-9 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par l'arrêté du 5 novembre 1992, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

**Vu** la note technique du 14 avril 2016 du Ministère de l'Environnement de l'Énergie et de la Mer, relative à la coordination des chantiers sur le réseau national ;

**Vu** l'arrêté n°25-2019-05-20-010 portant réglementation permanente pour l'exploitation des chantiers courants sur les autoroutes concédées à APRR dans le département du Doubs ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°25-2021-07-12-00018 du 12 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Patrick VAUTERIN, directeur départemental des territoires du Doubs ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°25-2022-06-10-00002 du 10 juin 2022 portant subdélégation de signature générale de M. Patrick VAUTERIN à ses collaborateurs ;

**Vu** l'avis réputé favorable du service de gestion et de contrôle des réseaux autoroutiers concédés ;

**Vu** l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours du Doubs du 20 juin 2022 ;

**Vu** l'avis de l'escadron départemental de sécurité routière du Doubs du 23 juin 2022 ;

**Considérant** que le chantier ne remplit pas l'une ou plusieurs des conditions caractéristiques des chantiers courants au sens de la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national et qu'il est donc classé en « chantier non courant » ;

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers, des riverains de la voie publique, ainsi que celle des Autoroutes Paris Rhin Rhône et de réduire, autant que possible, les entraves à la circulation liées aux travaux de création d'un passage grande faune sur A36 au PR 88+900 ;

**Considérant** que ces travaux dérogent à l'arrêté préfectoral du 20 mai 2019 n°25-2019-05-20-010 sur les éléments suivants : interdistance entre ce chantier et un autre chantier pouvant être inférieure à la réglementation en vigueur, réductions de capacité pendant des jours dits « hors chantier » et trafic horaire prévu pouvant être supérieur à 1200 véh/h lorsqu'une voie de circulation sera neutralisée ou qu'un basculement de circulation sera mis en place ;

**Considérant** qu'il est nécessaire, afin de pérenniser la sécurité des usagers de la voie, des agents d'APRR et des entreprises en charge des chantiers de passages grande faune, de déroger à certaines prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière susvisée notamment en terme de vitesse maximale autorisée au droit du chantier et pendant toute la durée de celui-ci.

## ARRÊTE

### Article 1er :

Les travaux concernent création d'un passage grande faune, situé au PR 88+900 sur l'autoroute A36.

Les mesures d'exploitation, de police et de gestion de trafic mises en œuvre à l'occasion de ces travaux s'appliqueront du 07 juin 2022 au 18 novembre 2022 dans les deux sens de circulation.

Pour l'exécution de ces travaux, les mesures d'exploitation et de police suivantes seront mises en œuvre (**NVG / NVD** : Neutralisation de voie de gauche / Neutralisation de voie de droite) :

Se ma ine	N° Pha se	Travaux (principaux)	Mode d'exploitation	sens	Date phasage		Balisage		Commentaire
					Début	Fin	PK Début	PK Fin	
23	3.0	<b>Réalisation Tablier :</b> Dépose de la neutralisation de voie Équipements appuis provisoires en TPC	<b>NvG ou NvD</b> Ralentissements pour dépose des dévoiements	1	Mar 07.06.22	Ven 10.06.22	87+600	89+000	Report possible 2 semaines
				2			90+600	88+800	
26	3.A	<b>Travaux Tablier :</b> Mise en place à la grue des poutres préfabriquées de la travée du Sens 1 sur appuis	<b>Basculement du Sens 1 sur le sens 2 (configuration 1+1 / 0)</b> Ralentissements pour mise en place des basculements. Basculement du lun. 10h00 au mar. 15h00 (horaire entreprise)	1	Lun 27.06.22	Mar 28.06.22	87+600	89+800	Report possible 2 semaines
				2			90+600	88+100	
26	3.B	<b>Travaux Tablier :</b> Mise en place à la grue des poutres préfabriquées de la travée du Sens 2 sur appuis	<b>Basculement du Sens 2 sur le sens 1 (configuration 1+1 / 0)</b> Ralentissements pour mise en place des basculements. Basculement du mar. 20h00 au jeu. 10h00 (horaire entreprise)	1	Mar 28.06.22	Jeu 30.06.22	87+600	89+800	Report possible 2 semaines
				2			90+600	88+100	
26- 35	3+4	<b>Travaux de Tablier et aménagement supérieurs:</b> Bétonnage du tablier, des longrines et décoffrages Remblaiements contigus à l'ouvrage	<b>Neutralisation de la VdD avec SMV (et atténuateur de choc)</b> Circulation sur 2 voies réduites dévoiyées à gauche (3.20, 3.20). Neutralisation de voies ponc- tuelles pour travaux de mar- quage + pose et dépose de SMV. Ralentissements pour mise en place des dévoiements.	2	Lun. 04.07.22	Ven 05.08.22	90+600	88+100	Pas de report possible
29	3.C	<b>Travaux Tablier :</b> Bétonnage du tablier et des encastremets	<b>NvD (1 nuit par sens)</b>	1	Lun. 18.07.22	Ven. 22.07.22	87+600	89+000	Report possible 2 semaines
30	3.D	<b>Travaux Tablier :</b> Bétonnage des longrines et décoffrages	<b>NvD (2 nuits par sens)</b>	1	Lun 25.07.22	Ven 29.07.22	87+600	89+000	Report possible 2 semaines
31- 46	4	<b>Aménagements supérieurs</b>	<b>Neutralisation BAU</b>	1	Lun 01.08.22	Ven 18.11.22	87+600	89+000	Report possible 2 semaines
36- 46	4	<b>Aménagements supérieurs</b>	<b>Neutralisation des BAU</b>	2	Lun 05.09.22	Ven. 18.11.22	90+600	88+800	Report possible 2 semaines
46	5.C	<b>Travaux Tablier :</b> Mise en place des comiches en rives d'ouvrage + pose des	<b>NvG</b>	1	Lun	Mer	87+600	89+000	Report possible 5 semaines

		palissades bois et dépose des protections de rives		2	14.11.22	16.11.22	90+600	88+800	
46	5.B	<b>Travaux Tablier :</b> Mise en place des corniches en rives d'ouvrage + pose des palissades bois et dépose des protections de rives	<b>Basculement du Sens 2 sur le sens 1 (configuration 1+1 / 0)</b> Ralentissements pour mise en place des basculements. Basculement du mer. 20h au jeu. 8h	1	Mer 16.11.22	Jeu 17.11.22	87+600	89+800	Report possible 5 semaines
				2			90+600	88+100	
46	5.D	<b>Travaux Tablier :</b> Mise en place des corniches en rives d'ouvrage + pose des palissades bois et dépose des protections de rives	<b>Basculement du Sens 1 sur le sens 2 (configuration 1+1 / 0)</b> Ralentissements pour mise en place des basculements. Basculement du jeu. 20h au ven. 8h	1	jeu 17.11.22	Ven 18.11.22	87+600	89+800	Report possible 5 semaines
				2			90+600	88+100	

Pendant chacune des phases, des neutralisations de voies de gauche et de droite de jour ou de nuit pourront avoir lieu ponctuellement.

Les BAU restent neutralisées pendant la durée des travaux.

Au droit de la zone de chantier, la vitesse maximale autorisée sera limitée à 90 km/h et les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3,5 t ne pourront pas effectuer de dépassement.

La vitesse maximale autorisée pour les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5t est limitée à 70 km/h.

Selon les phases de chantier, des vitesses maximales autorisées inférieures à celles décrites dans les alinéas ci-dessus seront applicables lorsque les dispositions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière le prévoient.

Les mesures d'exploitation, de police et de gestion de trafic mises en œuvre à l'occasion de ces travaux s'appliquent au maximum jusqu'au 23 décembre 2022 dans les deux sens de circulation.

## Article 2 :

Le chantier est classé en « chantier non courant » pour les raisons suivantes :

- réductions de capacité pendant des jours dits « hors chantier » : **dérogation à l'article 4** de l'arrêté permanent d'exploitation sous chantier n°25-2019-05-20-010 ;
- le trafic horaire prévu pourra être supérieur à 1200 véh/h lorsqu'une voie de circulation sera neutralisée : **dérogation à l'article 8** de l'arrêté susvisé ;



– l'interdistance entre ce chantier et un autre chantier pourra être inférieure à la réglementation en vigueur : **dérogation à 11** de l'arrêté susvisé.

### **Article 3 :**

En cas de conditions météorologiques défavorables, d'aléas techniques ou d'incidents liés à l'exploitation de l'autoroute remettant en cause les délais d'exécution des travaux, le concessionnaire peut modifier le phasage prévu et reporter la phase 5 jusqu'au 23 décembre 2022, sur les mêmes jours et dans les mêmes conditions d'exploitation. Le concessionnaire est alors tenu d'informer par courriel la direction départementale des territoires du Doubs ainsi que les services consultés pour la signature de cet arrêté.

### **Article 4 :**

La mise en place et le maintien de la signalisation temporaire ou spécifique à la fermeture des diffuseurs seront assurés sous le contrôle et la responsabilité des services d'APRR.

La signalisation des chantiers devra être conforme aux prescriptions réglementaires, en particulier à celles de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8ème partie – Signalisation temporaire) ainsi qu'aux guides techniques du SETRA subséquents :

- Routes à chaussées séparées – Manuel du chef de chantier ;
- Choix d'un mode d'exploitation.

La signalisation permanente ne devra pas être en contradiction avec la signalisation temporaire mise en place.

Les forces de l'ordre seront présentes pour accompagner les agents APRR afin de faire respecter les mesures de police nécessaires à la neutralisation et dévoiement de voie. Dans le cas toutefois où les forces de l'ordre, une fois requises, seraient dans l'impossibilité d'être présentes, les équipes d'interventions seront autorisées à réaliser seules ces opérations.

### **Article 5 :**

Des mesures d'information des usagers seront prises par :

- l'activation de messages sur les panneaux à messages variables (PMV), situés en section courante de l'autoroute et sur les panneaux à messages variables sur accès (PMVA), situés en entrée des gares de péage ;
- la diffusion de messages sur la radio « Autoroute Info 107.7 » ;
- du service d'information vocale autoroutier ;
- du site internet [www.aprr.fr](http://www.aprr.fr).

**Article 6 :**

La direction départementale des territoires du Doubs devra être avertie à l'avance de la mise en place ou du report et en temps réel de la fin des mesures d'exploitation, ainsi qu'en cas d'événement entraînant une gêne importante à la circulation, particulièrement en cas d'application du plan de gestion de trafic, et des mesures prises à cet effet.

**Article 7 :**

La présente décision peut faire l'objet soit d'un recours administratif, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon, 30 rue Charles Nodier, 25044 BESANÇON Cedex 3, dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Doubs. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

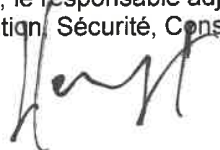
**Article 8 :**

- M. le préfet du Doubs,
- M. le directeur départemental des territoires du Doubs,
- M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière du Doubs,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs,
- M. le directeur de la société des Autoroutes Paris Rhin Rhône (APRR), direction régionale d'exploitation Rhin,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs dont copie sera adressée à la DGITM / GCA.

Fait à Besançon, le

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur départemental des territoires,  
par délégation, le responsable adjoint du service  
Coordination, Sécurité, Conseil aux Territoires



Julien TERPENT-ORDASSIERE

Direction des Services Départementaux de  
l'Education Nationale du Doubs

25-2022-07-01-00012

Arrêté autorisant par dérogation comme prévu  
aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du  
sport la surveillance de baignade d accès payant  
par du personnel titulaire du brevet national de  
sécurité et de sauvetage aquatique - CC LOUE  
LISON - NAUTILOUE

Service Départemental, à la Jeunesse,  
à l'Engagement et aux Sports

**ARRÊTÉ**

**Autorisant par dérogation comme prévu aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du sport  
la surveillance de baignade d'accès payant  
par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique**

**LE PREFET DU DOUBS**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU les articles D. 322-12, D. 322-13, D. 322-14, A. 322-9, A. 322-10 et A. 322-11 du Code du Sport, relatifs à la dérogation de surveillance des activités de natation dans les établissements d'accès payant ;

VU l'arrêté préfectoral n°25-2022-04-11-00005 du 11 avril 2022 de M. le, Préfet du Doubs, portant délégation de signature à Mme Nathalie ALBERT-MORETTI, rectrice de région académique, rectrice de l'académie de Besançon ;

VU l'arrêté n° 2022-030 du 3 mai 2022, de Mme Nathalie ALBERT-MORETTI, rectrice de région académique, rectrice de l'académie de Besançon donnant subdélégation de signature à Mme Florence SAINT-JEAN cheffe du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de la DSDEN 25 et Mme Bénédicte BONNET cheffe de service adjointe ;

SUR proposition de Monsieur directeur Académique de l'Éducation Nationale du Doubs,

Vu la demande d'autorisation de recruter six surveillants titulaires du BNSSA présentée le 20 juin 2022 par la Communauté de Communes Loue Lison, représenté par le responsable du centre aqualudique NAUTILOUÉ d'Ornans, M. Sébastien GENTELET

**- A R R E T E -**

**Article 1<sup>er</sup>** : La CC LOUE LISON est autorisée à recruter 6 surveillants titulaires du BNSSA pour la surveillance du centre aqualudique NAUTILOUÉ d'Ornans, ci-dessous désignés :

**- Monsieur BARBIER Guénaël**, né le 15/10/2003 à Besançon (25)  
**pour la période : du 01/07/2022 au 31/08/2022**

**- Madame CAMINERO Inès**, née le 09/12/2002 à Thionville (57)  
**pour la période : du 1<sup>er</sup>/07/2022 au 31/08/2022**

**- Monsieur DESBIEZ-PIAT Ancelin**, né le 07/03/2003 à Besançon (25)  
**pour la période : du 01/07/2022 au 31/08/2022**

**- Madame MAREUGE Juliette**, née le 14/01/2004 à Besançon (25)  
**pour la période : du 01/07/2022 au 31/08/2022**

26 avenue de l'Observatoire – 25030 BESANCON CEDEX

- **Monsieur MESNIER Cédric**, né le 14/04/1981 à Besançon (25)  
pour la période : du 01/07/2022 au 31/08/2022

- **Monsieur ROCQUIN Antoine**, né le 08/11/2001 à Besançon (25)  
pour la période : 01/07/2022 au 31/08/2022

**Article 2** : La présente autorisation est délivrée pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à quatre mois. Elle peut être retirée à tout moment en cas d'urgence ou d'atteinte à la sécurité des personnes.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, le sous-préfet de l'arrondissement de Pontarlier, le sous-préfet de l'arrondissement de Montbéliard, le directeur du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur académique des services départementaux de l'Education Nationale du Doubs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- le responsable du centre aquiludique NAUTILQUE d'Ornans, M. Sébastien GENTELET

Besançon, le 1<sup>er</sup> juillet 2022

Pour la rectrice d'académie,  
La Cheffe de Service,



Florence SAINT-JEAN

Direction des Services Départementaux de  
l'Education Nationale du Doubs

25-2022-07-01-00013

Arrêté autorisant par dérogation comme prévu  
aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du  
sport la surveillance de baignade d accès payant  
par du personnel titulaire du brevet national de  
sécurité et de sauvetage aquatique - GROUPE PSL  
- OSSELLE



Service Départemental, à la Jeunesse,  
à l'Engagement et aux Sports

**ARRÊTÉ**

**Autorisant par dérogation comme prévu aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du sport  
la surveillance de baignade d'accès payant  
par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique**

**LE PREFET DU DOUBS**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU les articles D. 322-12, D. 322-13, D. 322-14, A. 322-9, A. 322-10 et A. 322-11 du Code du Sport, relatifs à la dérogation de surveillance des activités de natation dans les établissements d'accès payant ;

VU l'arrêté préfectoral n°25-2022-04-11-00005 du 11 avril 2022 de M. le, Préfet du Doubs, portant délégation de signature à Mme Nathalie ALBERT-MORETTI, rectrice de région académique, rectrice de l'académie de Besançon ;

VU l'arrêté n° 2022-030 du 3 mai 2022, de Mme Nathalie ALBERT-MORETTI, rectrice de région académique, rectrice de l'académie de Besançon donnant subdélégation de signature à Mme Florence SAINT-JEAN cheffe du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de la DSDEN 25 et Mme Bénédicte BONNET cheffe de service adjointe ;

SUR proposition de Monsieur directeur Académique de l'Éducation Nationale du Doubs,

Vu la demande d'autorisation de recruter sept surveillants titulaires du BNSSA présentée le 20 juin 2022 par le GROUPE PSL, représenté par le directeur de actions, M. Samuel GIRARD, pour l'exploitation de la Plage d'Osselle

**- A R R E T E -**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le GROUPE PSL est autorisée à recruter 7 surveillants titulaires du BNSSA pour la surveillance de la plage d'Osselle, ci-dessous désignés :

**- Madame DANTAND Manon, née le 20/02/2004 à Saint-Mandé (94)  
pour la période : du 1<sup>er</sup>/07/2022 au 31/08/2022**

**- Madame ED DAHABI Sophia, née le 26/02/2003 à Besançon (25)  
pour la période : du 1<sup>er</sup>/07/2022 au 31/07/2022**

**- Monsieur KOGLER Benjamin, né le 19/04/1997 à Pontarlier (25)  
pour la période : du 01/07/2022 au 31/07/2022**

**- Madame LE BECHEC Léna, née le 24/11/2003 à Besançon (25)  
pour la période : du 01/07/2022 au 31/08/2022**

26 avenue de l'Observatoire – 25030 BESANCON CEDEX

- **Monsieur LOPEZ Matthieu**, né le 20/02/1996 à Conflans Sainte-Honorine (78)  
pour la période : du 01/07/2022 au 31/07/2022

- **Monsieur MILA Hugo**, né le 05/04/2002 à Saint-Maurice (94)  
pour la période : 01/07/2022 au 31/08/2022

- **Monsieur PEAN Yoann**, né le 12/08/1992 à Le Mans (72)  
pour la période : 01/07/2022 au 31/08/2022

**Article 2** : La présente autorisation est délivrée pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à quatre mois. Elle peut être retirée à tout moment en cas d'urgence ou d'atteinte à la sécurité des personnes.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, le sous-préfet de l'arrondissement de Pontarlier, le sous-préfet de l'arrondissement de Montbéliard, le directeur du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur académique des services départementaux de l'Education Nationale du Doubs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- le GROUPE PSL, représenté par le directeur de actions, M. Samuel GIRARD

Besançon, le 1<sup>er</sup> juillet 2022

Pour la rectrice d'académie,  
La Cheffe de Service,



Florence SAINT-JEAN



Direction des Services Départementaux de  
l'Education Nationale du Doubs

25-2022-07-01-00010

Arrêté autorisant par dérogation comme prévu  
aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du sport la surveillance de baignade d accès payant  
par du personnel titulaire du brevet national de  
sécurité et de sauvetage aquatique - LA CITEDO



**ACADÉMIE  
DE BESANÇON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des services départementaux  
de l'éducation nationale  
du Doubs

Service Départemental, à la Jeunesse,  
à l'Engagement et aux Sports

**ARRÊTÉ**

**Autorisant par dérogation comme prévu aux articles D 322-13 et A 322-11 du code du sport  
la surveillance de baignade d'accès payant  
par du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique**

**LE PREFET DU DOUBS**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU les articles D. 322-12, D. 322-13, D. 322-14, A. 322-9, A. 322-10 et A. 322-11 du Code du Sport, relatifs à la dérogation de surveillance des activités de natation dans les établissements d'accès payant ;

VU l'arrêté préfectoral n°25-2022-04-11-00005 du 11 avril 2022 de M. le, Préfet du Doubs, portant délégation de signature à Mme Nathalie ALBERT-MORETTI, rectrice de région académique, rectrice de l'académie de Besançon ;

VU l'arrêté n° 2022-030 du 3 mai 2022, de Mme Nathalie ALBERT-MORETTI, rectrice de région académique, rectrice de l'académie de Besançon donnant subdélégation de signature à Mme Florence SAINT-JEAN cheffe du Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports de la DSDEN 25 et Mme Bénédicte BONNET cheffe de service adjointe ;

SUR proposition de Monsieur directeur Académique de l'Éducation Nationale du Doubs,

Vu la demande d'autorisation de recruter sept surveillants titulaires du BNSSA présentée le 21 juin 2022 par le Directeur de la CITEDO de Sochaux, M. Damien BUGNON

**- A R R E T E -**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur le directeur est autorisé à recruter 7 surveillants titulaires du BNSSA pour la surveillance de l'établissement de baignade la CITEDO, ci-dessous désigné :

**- Madame ASSIBA Camélia, née le 21/03/2003 à Montbéliard (25)  
pour la période : du 1<sup>er</sup>/07/2022 au 31/07/2022**

**- Madame BOGREAUX Cyriane, née le 14/09/2004 à Montbéliard (25) MAJEURE le 14/07/2022  
pour la période : du 1<sup>er</sup>/08/2022 au 31/08/2022**

**- Madame CARTERON Marie-Lou, née le 22/03/2003 à Belfort (90)  
pour la période : du 1<sup>er</sup>/08/2022 au 31/08/2022**

**- Monsieur FARINA Mathieu, né le 15/08/2002 à Montbéliard (25)  
pour la période : du 02/07/2022 au 30/09/2022**

26 avenue de l'Observatoire – 25030 BESANCON CEDEX

- **Monsieur HADJAJI Yamine**, né le 17/11/2002 à Montbéliard  
pour la période : **1<sup>er</sup>/07/2022 au 31/07/2022**

- **Monsieur JOLY Aurélien**, né le 18/11/1992 à Montbéliard (25)  
pour la période : **du 02/07/2022 au 30/09/2022**

- **Monsieur LAURANT Antoine**, né le 15/01/2005 à Montbéliard EMANCIPATION  
pour la période : **15/07/2022 au 31/08/2022**

**Article 2** : La présente autorisation est délivrée pour une durée qui ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à quatre mois. Elle peut être retirée à tout moment en cas d'urgence ou d'atteinte à la sécurité des personnes.

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, le sous-préfet de l'arrondissement de Pontarlier, le sous-préfet de l'arrondissement de Montbéliard, le directeur du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur académique des services départementaux de l'Education Nationale du Doubs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- le Directeur de la CITEDO de Sochaux, M. Damien BUGNON

Besançon, le 1<sup>er</sup> juillet 2022

Pour la rectrice d'académie,  
La Cheffe de Service,



Florence SAINT-JEAN

Direction régionale des Douanes et Droits  
Indirects

25-2022-07-01-00016

Version anonymisée de la décision 2022/4 du directeur régional des douanes et droits indirects à Besançon portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Dijon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

BESANCON, LE 1 JUL. 2022

*DR Besancon*  
8 RUE DE LA PREFECTURE  
25000 BESANCON  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *LIGIOT Bruno*  
Téléphone : 09 70 27 66 00  
Télécopie : 03 81 81 81 32  
Mél : [dr-franche-comte@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-franche-comte@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2022/4 du directeur régional à BESANCON portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à DIJON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

#### Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Le Directeur Régional,**

**Bruno LIGIOT**



Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
**LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Le Directeur  
Bruno LIGIOT

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

**ATTENTION :** toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*



Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
**LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.  
ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 26145</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 35373</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 35989</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36560</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36802</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 37181</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 37205</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 37479</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 38972</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39130</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39609</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39737</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 39860</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40758</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40775</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41100</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41155</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41577</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41669</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41919</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42191</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42290</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42340</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42367</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42599</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43815</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44071</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44079</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44123</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 44218</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45322</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45380</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45592</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45629</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45643</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45705</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45753</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45841</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46009</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46321</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46814</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50069</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50102</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50906</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51041</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51073</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51530</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51586</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51764</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51970</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52079</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52114</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52131</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52133</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52137</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52149</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52302</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52324</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52468</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52532</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52533</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52580</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52606</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52818</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52820</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52970</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52977</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52998</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53132</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53137</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 53285</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53376</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53384</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53571</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53920</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54022</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54056</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54167</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54232</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54612</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54623</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54648</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54689</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54732</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55154</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55166</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55172</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55314</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55434</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55666</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55708</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55728</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55764</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55877</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56012</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56102</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56106</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56112</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56138</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56221</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56245</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56295</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56395</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56503</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56569</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56596</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56632</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56757</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56868</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56956</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57074</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57225</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57240</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 57242</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57354</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57400</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57421</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57573</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57802</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57882</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58020</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58034</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58081</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58111</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58136</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58182</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58300</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58416</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58490</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58512</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58553</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58608</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58636</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58637</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58756</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58967</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58996</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59019</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59238</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59672</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59682</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59734</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59821</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59874</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60228</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60230</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60429</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60514</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60526</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60598</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60762</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60776</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60832</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60840</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60883</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60900</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 61098</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61184</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61220</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61252</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61298</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61530</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61534</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61866</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62168</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62270</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62446</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62457</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62558</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62576</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62808</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63102</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63135</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63496</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63518</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63578</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63850</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63860</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63926</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64058</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64208</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64250</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64252</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64305</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64478</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64619</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64677</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64702</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64828</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64832</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64865</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64910</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65004</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65120</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65196</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 65224</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65288</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65538</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65552</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65558</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65678</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65684</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65707</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65912</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65962</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65966</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66012</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66166</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66174</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66268</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66272</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66304</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66382</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66450</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66614</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66638</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66644</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66760</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 66796</b>	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 26145</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 35373</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 35989</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 36560</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 36802</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 37181</b>	1000000	100000	300000
<b>Matricule 37205</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 37479</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 38972</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 39130</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 39609</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 39737</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 39860</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 40758</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 40775</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 41100</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 41155</b>	15000	80000	150000
<b>Matricule 41577</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 41669</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 41919</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 42191</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 42290</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 42340</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 42367</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 42599</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 43815</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 44071</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 44079</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 44123</b>	2000	6000	15000



<b>Matricule 44218</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 45322</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45380</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45592</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45629</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45643</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 45705</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45753</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45841</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 46009</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 46321</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 46814</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 50069</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 50102</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 50906</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 51041</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 51073</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 51442</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 51530</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 51586</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 51764</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 51970</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52014</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52079</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 52114</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 52131</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52133</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52137</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 52149</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52302</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 52324</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52468</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52532</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 52533</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 52580</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52606</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52818</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52820</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52970</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 52977</b>	15000	80000	150000
<b>Matricule 52998</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 53132</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 53137</b>	3000	6000	45000

<b>Matricule 53285</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 53376</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 53384</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 53571</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 53920</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 54022</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 54056</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 54167</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 54232</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 54612</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 54623</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 54648</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 54689</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 54732</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 55154</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55166</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55172</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55314</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55434</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55666</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 55708</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 55728</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55764</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55877</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56012</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56102</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56106</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56112</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56138</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56221</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56245</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56295</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56395</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56503</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56569</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 56596</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 56632</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 56757</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56868</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 56956</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57074</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57225</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57240</b>	3000	6000	45000

<b>Matricule 57242</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 57354</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 57400</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57421</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 57573</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57802</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57882</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58020</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58034</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58081</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58111</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58136</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58182</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 58300</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58416</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58490</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58512</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58553</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 58608</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58636</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58637</b>	15000	80000	150000
<b>Matricule 58664</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58756</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58967</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58996</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 59019</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59238</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59672</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59682</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 59734</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59821</b>	1000000	100000	300000
<b>Matricule 59874</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 60228</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60230</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60429</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 60514</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60526</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60598</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 60762</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60776</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 60832</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 60840</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60883</b>	3000	6000	45000

<b>Matricule 60900</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 61098</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61184</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61220</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 61252</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61298</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61530</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61534</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61866</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 62008</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62168</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62270</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62446</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62457</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 62558</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62576</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62808</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 63102</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 63135</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63240</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 63496</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63518</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 63578</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63850</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63860</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63926</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64058</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64208</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64250</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64252</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64305</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64478</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64619</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64677</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64702</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64828</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64832</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64865</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 64910</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64984</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65004</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65094</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65120</b>	2000	6000	15000

<b>Matricule 65196</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65224</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65288</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65538</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65552</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65558</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65678</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65684</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65707</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65912</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65962</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65966</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66012</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66166</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66174</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66268</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66272</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 66304</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 66382</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 66450</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66614</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66624</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66638</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66644</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66760</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 66796</b>	3000	6000	45000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 26145</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 35373</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 35989</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 36560</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 36802</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 37181</b>	1000000	100000	300000
<b>Matricule 37205</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 37479</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 38972</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 39130</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 39609</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 39737</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 39860</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 40758</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 40775</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 41100</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 41155</b>	15000	80000	150000
<b>Matricule 41577</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 41669</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 41919</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 42191</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 42290</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 42340</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 42367</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 42599</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 43815</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 44071</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 44079</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 44123</b>	2000	6000	15000

<b>Matricule 44218</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 45322</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45380</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45592</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45629</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45643</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 45705</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45753</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 45841</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 46009</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 46321</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 46814</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 50069</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 50102</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 50906</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 51041</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 51073</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 51442</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 51530</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 51586</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 51764</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 51970</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52014</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52079</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 52114</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 52131</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52133</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52137</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 52149</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52302</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 52324</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52468</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52532</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 52533</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 52580</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52606</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52818</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 52820</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 52970</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 52977</b>	15000	80000	150000
<b>Matricule 52998</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 53132</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 53137</b>	3000	6000	45000

<b>Matricule 53285</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 53376</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 53384</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 53571</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 53920</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 54022</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 54056</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 54167</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 54232</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 54612</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 54623</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 54648</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 54689</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 54732</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 55154</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55166</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55172</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55314</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55434</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55666</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 55708</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 55728</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55764</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 55877</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56012</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56102</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56106</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56112</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56138</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56221</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56245</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56295</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56395</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56503</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 56569</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 56596</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 56632</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 56757</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 56868</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 56956</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57074</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57225</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57240</b>	3000	6000	45000



<b>Matricule 57242</b>			
<b>Matricule 57354</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 57400</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 57421</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57573</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 57802</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 57882</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58020</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58034</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58081</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58111</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58136</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58182</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 58300</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 58416</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58490</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58512</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58553</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58608</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 58636</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58637</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58756</b>	15000	80000	150000
<b>Matricule 58967</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 58996</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59019</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 59238</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59672</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59682</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59734</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 59821</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 59874</b>	1000000	100000	300000
<b>Matricule 60228</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 60230</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60429</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60514</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 60526</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60598</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60762</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 60776</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60832</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 60840</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 60883</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 60900</b>	3000	6000	45000
	2000	6000	15000

<b>Matricule 61098</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61184</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61220</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 61252</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61298</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61530</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61534</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 61866</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 62008</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62168</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62270</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62446</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62457</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 62558</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62576</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 62808</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 63102</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 63135</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63240</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 63496</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63518</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 63578</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63850</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63860</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 63926</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64058</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64208</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64250</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64252</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64305</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64478</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64619</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64677</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64702</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64828</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64832</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 64865</b>	6000	25000	100000
<b>Matricule 64910</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 64984</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65004</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65094</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65120</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65196</b>	3000	6000	45000

<b>Matricule 65224</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65288</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65538</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65552</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65558</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65678</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65684</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65707</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65912</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 65962</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 65966</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66012</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66166</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66174</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66268</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66272</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 66304</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 66382</b>	4000	12000	75000
<b>Matricule 66450</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66614</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66624</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66638</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66644</b>	2000	6000	15000
<b>Matricule 66760</b>	3000	6000	45000
<b>Matricule 66796</b>	3000	6000	45000

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 26145</b>	3000	45000
<b>Matricule 35373</b>	6000	100000
<b>Matricule 35989</b>	2000	15000
<b>Matricule 36560</b>	2000	15000
<b>Matricule 36802</b>	3000	45000
<b>Matricule 37181</b>	1000000	600000
<b>Matricule 37205</b>	3000	45000
<b>Matricule 37479</b>	3000	45000
<b>Matricule 38972</b>	3000	45000
<b>Matricule 39130</b>	3000	45000
<b>Matricule 39609</b>	6000	100000
<b>Matricule 39737</b>	3000	45000
<b>Matricule 39860</b>	3000	45000
<b>Matricule 40758</b>	3000	45000
<b>Matricule 40775</b>	3000	45000
<b>Matricule 41100</b>	6000	100000
<b>Matricule 41155</b>	15000	300000
<b>Matricule 41577</b>	3000	45000
<b>Matricule 41669</b>	2000	15000
<b>Matricule 41919</b>	4000	75000
<b>Matricule 42191</b>	6000	100000
<b>Matricule 42290</b>	3000	45000
<b>Matricule 42340</b>	4000	75000
<b>Matricule 42367</b>	6000	100000
<b>Matricule 42599</b>	2000	15000
<b>Matricule 43815</b>	6000	100000
<b>Matricule 44071</b>	3000	45000
<b>Matricule 44079</b>	3000	45000
<b>Matricule 44123</b>	2000	15000
<b>Matricule 44218</b>	2000	15000
<b>Matricule 45322</b>	3000	45000

<b>Matricule 45380</b>	3000	45000
<b>Matricule 45592</b>	3000	45000
<b>Matricule 45629</b>	3000	45000
<b>Matricule 45643</b>	6000	100000
<b>Matricule 45705</b>	3000	45000
<b>Matricule 45753</b>	3000	45000
<b>Matricule 45841</b>	2000	15000
<b>Matricule 46009</b>	3000	45000
<b>Matricule 46321</b>	3000	45000
<b>Matricule 46814</b>	4000	75000
<b>Matricule 50069</b>	3000	45000
<b>Matricule 50102</b>	3000	45000
<b>Matricule 50906</b>	4000	75000
<b>Matricule 51041</b>	2000	15000
<b>Matricule 51073</b>	2000	15000
<b>Matricule 51442</b>	3000	45000
<b>Matricule 51530</b>	3000	45000
<b>Matricule 51586</b>	4000	75000
<b>Matricule 51764</b>	4000	75000
<b>Matricule 51970</b>	4000	75000
<b>Matricule 52014</b>	4000	75000
<b>Matricule 52079</b>	6000	100000
<b>Matricule 52114</b>	3000	45000
<b>Matricule 52131</b>	4000	75000
<b>Matricule 52133</b>	4000	75000
<b>Matricule 52137</b>	6000	100000
<b>Matricule 52149</b>	4000	75000
<b>Matricule 52302</b>	3000	45000
<b>Matricule 52324</b>	2000	15000
<b>Matricule 52468</b>	2000	15000
<b>Matricule 52532</b>	3000	45000
<b>Matricule 52533</b>	6000	100000
<b>Matricule 52580</b>	2000	15000
<b>Matricule 52606</b>	2000	15000
<b>Matricule 52818</b>	4000	75000
<b>Matricule 52820</b>	2000	15000
<b>Matricule 52970</b>	3000	45000
<b>Matricule 52977</b>	15000	300000
<b>Matricule 52998</b>	2000	15000
<b>Matricule 53132</b>	2000	15000
<b>Matricule 53137</b>	3000	45000
<b>Matricule 53285</b>	2000	15000
<b>Matricule 53376</b>	2000	15000

<b>Matricule 53384</b>	3000	45000
<b>Matricule 53571</b>	3000	45000
<b>Matricule 53920</b>	3000	45000
<b>Matricule 54022</b>	6000	100000
<b>Matricule 54056</b>	3000	45000
<b>Matricule 54167</b>	2000	15000
<b>Matricule 54232</b>	4000	75000
<b>Matricule 54612</b>	2000	15000
<b>Matricule 54623</b>	6000	100000
<b>Matricule 54648</b>	3000	45000
<b>Matricule 54689</b>	6000	100000
<b>Matricule 54732</b>	4000	75000
<b>Matricule 55154</b>	3000	45000
<b>Matricule 55166</b>	3000	45000
<b>Matricule 55172</b>	3000	45000
<b>Matricule 55314</b>	3000	45000
<b>Matricule 55434</b>	3000	45000
<b>Matricule 55666</b>	2000	15000
<b>Matricule 55708</b>	4000	75000
<b>Matricule 55728</b>	3000	45000
<b>Matricule 55764</b>	3000	45000
<b>Matricule 55877</b>	3000	45000
<b>Matricule 56012</b>	4000	75000
<b>Matricule 56102</b>	3000	45000
<b>Matricule 56106</b>	4000	75000
<b>Matricule 56112</b>	3000	45000
<b>Matricule 56138</b>	3000	45000
<b>Matricule 56221</b>	4000	75000
<b>Matricule 56245</b>	3000	45000
<b>Matricule 56295</b>	4000	75000
<b>Matricule 56395</b>	4000	75000
<b>Matricule 56503</b>	4000	75000
<b>Matricule 56569</b>	2000	15000
<b>Matricule 56596</b>	2000	15000
<b>Matricule 56632</b>	2000	15000
<b>Matricule 56757</b>	3000	45000
<b>Matricule 56868</b>	2000	15000
<b>Matricule 56956</b>	3000	45000
<b>Matricule 57074</b>	3000	45000
<b>Matricule 57225</b>	3000	45000
<b>Matricule 57240</b>	3000	45000
<b>Matricule 57242</b>	2000	15000
<b>Matricule 57354</b>	2000	15000

<b>Matricule 57400</b>	3000	45000
<b>Matricule 57421</b>	4000	75000
<b>Matricule 57573</b>	3000	45000
<b>Matricule 57802</b>	3000	45000
<b>Matricule 57882</b>	2000	15000
<b>Matricule 58020</b>	2000	15000
<b>Matricule 58034</b>	3000	45000
<b>Matricule 58081</b>	2000	15000
<b>Matricule 58111</b>	3000	45000
<b>Matricule 58136</b>	2000	15000
<b>Matricule 58182</b>	4000	75000
<b>Matricule 58300</b>	3000	45000
<b>Matricule 58416</b>	3000	45000
<b>Matricule 58490</b>	3000	45000
<b>Matricule 58512</b>	3000	45000
<b>Matricule 58553</b>	4000	75000
<b>Matricule 58608</b>	3000	45000
<b>Matricule 58636</b>	3000	45000
<b>Matricule 58637</b>	15000	300000
<b>Matricule 58664</b>	2000	15000
<b>Matricule 58756</b>	3000	45000
<b>Matricule 58967</b>	3000	45000
<b>Matricule 58996</b>	4000	75000
<b>Matricule 59019</b>	3000	45000
<b>Matricule 59238</b>	3000	45000
<b>Matricule 59672</b>	3000	45000
<b>Matricule 59682</b>	4000	75000
<b>Matricule 59734</b>	3000	45000
<b>Matricule 59821</b>	1000000	600000
<b>Matricule 59874</b>	2000	15000
<b>Matricule 60228</b>	3000	45000
<b>Matricule 60230</b>	3000	45000
<b>Matricule 60429</b>	2000	15000
<b>Matricule 60514</b>	3000	45000
<b>Matricule 60526</b>	3000	45000
<b>Matricule 60598</b>	2000	15000
<b>Matricule 60762</b>	3000	45000
<b>Matricule 60776</b>	4000	75000
<b>Matricule 60832</b>	2000	15000
<b>Matricule 60840</b>	3000	45000
<b>Matricule 60883</b>	3000	45000
<b>Matricule 60900</b>	2000	15000
<b>Matricule 61098</b>	3000	45000

<b>Matricule 61184</b>	3000	45000
<b>Matricule 61220</b>	2000	15000
<b>Matricule 61252</b>	3000	45000
<b>Matricule 61298</b>	3000	45000
<b>Matricule 61530</b>	3000	45000
<b>Matricule 61534</b>	3000	45000
<b>Matricule 61866</b>	3000	45000
<b>Matricule 62008</b>	2000	15000
<b>Matricule 62168</b>	2000	15000
<b>Matricule 62270</b>	2000	15000
<b>Matricule 62446</b>	2000	15000
<b>Matricule 62457</b>	4000	75000
<b>Matricule 62558</b>	2000	15000
<b>Matricule 62576</b>	2000	15000
<b>Matricule 62808</b>	3000	45000
<b>Matricule 63102</b>	3000	45000
<b>Matricule 63135</b>	2000	15000
<b>Matricule 63240</b>	3000	45000
<b>Matricule 63496</b>	2000	15000
<b>Matricule 63518</b>	3000	45000
<b>Matricule 63578</b>	2000	15000
<b>Matricule 63850</b>	2000	15000
<b>Matricule 63860</b>	2000	15000
<b>Matricule 63926</b>	2000	15000
<b>Matricule 64058</b>	2000	15000
<b>Matricule 64208</b>	2000	15000
<b>Matricule 64250</b>	2000	15000
<b>Matricule 64252</b>	3000	45000
<b>Matricule 64305</b>	3000	45000
<b>Matricule 64478</b>	3000	45000
<b>Matricule 64619</b>	3000	45000
<b>Matricule 64677</b>	2000	15000
<b>Matricule 64702</b>	3000	45000
<b>Matricule 64828</b>	2000	15000
<b>Matricule 64832</b>	3000	45000
<b>Matricule 64865</b>	6000	100000
<b>Matricule 64910</b>	2000	15000
<b>Matricule 64984</b>	2000	15000
<b>Matricule 65004</b>	2000	15000
<b>Matricule 65094</b>	2000	15000
<b>Matricule 65120</b>	2000	15000
<b>Matricule 65196</b>	3000	45000
<b>Matricule 65224</b>	3000	45000



<b>Matricule 65288</b>	3000	45000
<b>Matricule 65538</b>	2000	15000
<b>Matricule 65552</b>	3000	45000
<b>Matricule 65558</b>	2000	15000
<b>Matricule 65678</b>	2000	15000
<b>Matricule 65684</b>	2000	15000
<b>Matricule 65707</b>	3000	45000
<b>Matricule 65912</b>	3000	45000
<b>Matricule 65962</b>	2000	15000
<b>Matricule 65966</b>	2000	15000
<b>Matricule 66012</b>	2000	15000
<b>Matricule 66166</b>	2000	15000
<b>Matricule 66174</b>	2000	15000
<b>Matricule 66268</b>	2000	15000
<b>Matricule 66272</b>	3000	45000
<b>Matricule 66304</b>	3000	45000
<b>Matricule 66382</b>	4000	75000
<b>Matricule 66450</b>	2000	15000
<b>Matricule 66614</b>	2000	15000
<b>Matricule 66624</b>	2000	15000
<b>Matricule 66638</b>	2000	15000
<b>Matricule 66644</b>	2000	15000
<b>Matricule 66760</b>	3000	45000
<b>Matricule 66796</b>	3000	45000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 26145</b>	3000	45000
<b>Matricule 35373</b>	6000	100000
<b>Matricule 35989</b>	2000	15000
<b>Matricule 36560</b>	2000	15000
<b>Matricule 36802</b>	3000	45000
<b>Matricule 37181</b>	1000000	600000
<b>Matricule 37205</b>	3000	45000
<b>Matricule 37479</b>	3000	45000
<b>Matricule 38972</b>	3000	45000
<b>Matricule 39130</b>	3000	45000
<b>Matricule 39609</b>	6000	100000
<b>Matricule 39737</b>	3000	45000
<b>Matricule 39860</b>	3000	45000
<b>Matricule 40758</b>	3000	45000
<b>Matricule 40775</b>	3000	45000
<b>Matricule 41100</b>	6000	100000
<b>Matricule 41155</b>	15000	300000
<b>Matricule 41577</b>	3000	45000
<b>Matricule 41669</b>	2000	15000
<b>Matricule 41919</b>	4000	75000
<b>Matricule 42191</b>	6000	100000
<b>Matricule 42290</b>	3000	45000
<b>Matricule 42340</b>	4000	75000
<b>Matricule 42367</b>	6000	100000
<b>Matricule 42599</b>	2000	15000
<b>Matricule 43815</b>	6000	100000
<b>Matricule 44071</b>	3000	45000
<b>Matricule 44079</b>	3000	45000
<b>Matricule 44123</b>	2000	15000
<b>Matricule 44218</b>	2000	15000

<b>Matricule 45322</b>	3000	45000
<b>Matricule 45380</b>	3000	45000
<b>Matricule 45592</b>	3000	45000
<b>Matricule 45629</b>	3000	45000
<b>Matricule 45643</b>	6000	100000
<b>Matricule 45705</b>	3000	45000
<b>Matricule 45753</b>	3000	45000
<b>Matricule 45841</b>	2000	15000
<b>Matricule 46009</b>	3000	45000
<b>Matricule 46321</b>	3000	45000
<b>Matricule 46814</b>	4000	75000
<b>Matricule 50069</b>	3000	45000
<b>Matricule 50102</b>	3000	45000
<b>Matricule 50906</b>	4000	75000
<b>Matricule 51041</b>	2000	15000
<b>Matricule 51073</b>	2000	15000
<b>Matricule 51442</b>	3000	45000
<b>Matricule 51530</b>	3000	45000
<b>Matricule 51586</b>	4000	75000
<b>Matricule 51764</b>	4000	75000
<b>Matricule 51970</b>	4000	75000
<b>Matricule 52014</b>	4000	75000
<b>Matricule 52079</b>	6000	100000
<b>Matricule 52114</b>	3000	45000
<b>Matricule 52131</b>	4000	75000
<b>Matricule 52133</b>	4000	75000
<b>Matricule 52137</b>	6000	100000
<b>Matricule 52149</b>	4000	75000
<b>Matricule 52302</b>	3000	45000
<b>Matricule 52324</b>	2000	15000
<b>Matricule 52468</b>	2000	15000
<b>Matricule 52532</b>	3000	45000
<b>Matricule 52533</b>	6000	100000
<b>Matricule 52580</b>	2000	15000
<b>Matricule 52606</b>	2000	15000
<b>Matricule 52818</b>	4000	75000
<b>Matricule 52820</b>	2000	15000
<b>Matricule 52970</b>	3000	45000
<b>Matricule 52977</b>	15000	300000
<b>Matricule 52998</b>	2000	15000
<b>Matricule 53132</b>	2000	15000
<b>Matricule 53137</b>	3000	45000
<b>Matricule 53285</b>	2000	15000

<b>Matricule 53376</b>	2000	15000
<b>Matricule 53384</b>	3000	45000
<b>Matricule 53571</b>	3000	45000
<b>Matricule 53920</b>	3000	45000
<b>Matricule 54022</b>	6000	100000
<b>Matricule 54056</b>	3000	45000
<b>Matricule 54167</b>	2000	15000
<b>Matricule 54232</b>	4000	75000
<b>Matricule 54612</b>	2000	15000
<b>Matricule 54623</b>	6000	100000
<b>Matricule 54648</b>	3000	45000
<b>Matricule 54689</b>	6000	100000
<b>Matricule 54732</b>	4000	75000
<b>Matricule 55154</b>	3000	45000
<b>Matricule 55166</b>	3000	45000
<b>Matricule 55172</b>	3000	45000
<b>Matricule 55314</b>	3000	45000
<b>Matricule 55434</b>	3000	45000
<b>Matricule 55666</b>	2000	15000
<b>Matricule 55708</b>	4000	75000
<b>Matricule 55728</b>	3000	45000
<b>Matricule 55764</b>	3000	45000
<b>Matricule 55877</b>	3000	45000
<b>Matricule 56012</b>	4000	75000
<b>Matricule 56102</b>	3000	45000
<b>Matricule 56106</b>	4000	75000
<b>Matricule 56112</b>	3000	45000
<b>Matricule 56138</b>	3000	45000
<b>Matricule 56221</b>	4000	75000
<b>Matricule 56245</b>	3000	45000
<b>Matricule 56295</b>	4000	75000
<b>Matricule 56395</b>	4000	75000
<b>Matricule 56503</b>	4000	75000
<b>Matricule 56569</b>	2000	15000
<b>Matricule 56596</b>	2000	15000
<b>Matricule 56632</b>	2000	15000
<b>Matricule 56757</b>	3000	45000
<b>Matricule 56868</b>	2000	15000
<b>Matricule 56956</b>	3000	45000
<b>Matricule 57074</b>	3000	45000
<b>Matricule 57225</b>	3000	45000
<b>Matricule 57240</b>	3000	45000
<b>Matricule 57242</b>	2000	15000

<b>Matricule 57354</b>	2000	15000
<b>Matricule 57400</b>	3000	45000
<b>Matricule 57421</b>	4000	75000
<b>Matricule 57573</b>	3000	45000
<b>Matricule 57802</b>	3000	45000
<b>Matricule 57882</b>	2000	15000
<b>Matricule 58020</b>	2000	15000
<b>Matricule 58034</b>	3000	45000
<b>Matricule 58081</b>	2000	15000
<b>Matricule 58111</b>	3000	45000
<b>Matricule 58136</b>	2000	15000
<b>Matricule 58182</b>	4000	75000
<b>Matricule 58300</b>	3000	45000
<b>Matricule 58416</b>	3000	45000
<b>Matricule 58490</b>	3000	45000
<b>Matricule 58512</b>	3000	45000
<b>Matricule 58553</b>	4000	75000
<b>Matricule 58608</b>	3000	45000
<b>Matricule 58636</b>	3000	45000
<b>Matricule 58637</b>	15000	300000
<b>Matricule 58664</b>	2000	15000
<b>Matricule 58756</b>	3000	45000
<b>Matricule 58967</b>	3000	45000
<b>Matricule 58996</b>	4000	75000
<b>Matricule 59019</b>	3000	45000
<b>Matricule 59238</b>	3000	45000
<b>Matricule 59672</b>	3000	45000
<b>Matricule 59682</b>	4000	75000
<b>Matricule 59734</b>	3000	45000
<b>Matricule 59821</b>	1000000	600000
<b>Matricule 59874</b>	2000	15000
<b>Matricule 60228</b>	3000	45000
<b>Matricule 60230</b>	3000	45000
<b>Matricule 60429</b>	2000	15000
<b>Matricule 60514</b>	3000	45000
<b>Matricule 60526</b>	3000	45000
<b>Matricule 60598</b>	2000	15000
<b>Matricule 60762</b>	3000	45000
<b>Matricule 60776</b>	4000	75000
<b>Matricule 60832</b>	2000	15000
<b>Matricule 60840</b>	3000	45000
<b>Matricule 60883</b>	3000	45000
<b>Matricule 60900</b>	2000	15000

<b>Matricule 61098</b>	3000	45000
<b>Matricule 61184</b>	3000	45000
<b>Matricule 61220</b>	2000	15000
<b>Matricule 61252</b>	3000	45000
<b>Matricule 61298</b>	3000	45000
<b>Matricule 61530</b>	3000	45000
<b>Matricule 61534</b>	3000	45000
<b>Matricule 61866</b>	3000	45000
<b>Matricule 62008</b>	2000	15000
<b>Matricule 62168</b>	2000	15000
<b>Matricule 62270</b>	2000	15000
<b>Matricule 62446</b>	2000	15000
<b>Matricule 62457</b>	4000	75000
<b>Matricule 62558</b>	2000	15000
<b>Matricule 62576</b>	2000	15000
<b>Matricule 62808</b>	3000	45000
<b>Matricule 63102</b>	3000	45000
<b>Matricule 63135</b>	2000	15000
<b>Matricule 63240</b>	3000	45000
<b>Matricule 63496</b>	2000	15000
<b>Matricule 63518</b>	3000	45000
<b>Matricule 63578</b>	2000	15000
<b>Matricule 63850</b>	2000	15000
<b>Matricule 63860</b>	2000	15000
<b>Matricule 63926</b>	2000	15000
<b>Matricule 64058</b>	2000	15000
<b>Matricule 64208</b>	2000	15000
<b>Matricule 64250</b>	2000	15000
<b>Matricule 64252</b>	3000	45000
<b>Matricule 64305</b>	3000	45000
<b>Matricule 64478</b>	3000	45000
<b>Matricule 64619</b>	3000	45000
<b>Matricule 64677</b>	2000	15000
<b>Matricule 64702</b>	3000	45000
<b>Matricule 64828</b>	2000	15000
<b>Matricule 64832</b>	3000	45000
<b>Matricule 64865</b>	6000	100000
<b>Matricule 64910</b>	2000	15000
<b>Matricule 64984</b>	2000	15000
<b>Matricule 65004</b>	2000	15000
<b>Matricule 65094</b>	2000	15000
<b>Matricule 65120</b>	2000	15000
<b>Matricule 65196</b>	3000	45000

<b>Matricule 65224</b>	3000	45000
<b>Matricule 65288</b>	3000	45000
<b>Matricule 65538</b>	2000	15000
<b>Matricule 65552</b>	3000	45000
<b>Matricule 65558</b>	2000	15000
<b>Matricule 65678</b>	2000	15000
<b>Matricule 65684</b>	2000	15000
<b>Matricule 65707</b>	3000	45000
<b>Matricule 65912</b>	3000	45000
<b>Matricule 65962</b>	2000	15000
<b>Matricule 65966</b>	2000	15000
<b>Matricule 66012</b>	2000	15000
<b>Matricule 66166</b>	2000	15000
<b>Matricule 66174</b>	2000	15000
<b>Matricule 66268</b>	2000	15000
<b>Matricule 66272</b>	3000	45000
<b>Matricule 66304</b>	3000	45000
<b>Matricule 66382</b>	4000	75000
<b>Matricule 66450</b>	2000	15000
<b>Matricule 66614</b>	2000	15000
<b>Matricule 66624</b>	2000	15000
<b>Matricule 66638</b>	2000	15000
<b>Matricule 66644</b>	2000	15000
<b>Matricule 66760</b>	3000	45000
<b>Matricule 66796</b>	3000	45000

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 26145</b>	15000	150000
<b>Matricule 35373</b>	15000	150000
<b>Matricule 37181</b>	300000	300000
<b>Matricule 37479</b>	15000	150000
<b>Matricule 38972</b>	15000	150000
<b>Matricule 39609</b>	15000	150000
<b>Matricule 41100</b>	15000	150000
<b>Matricule 41155</b>	15000	150000
<b>Matricule 41919</b>	15000	150000
<b>Matricule 42191</b>	15000	150000
<b>Matricule 42340</b>	15000	150000
<b>Matricule 42367</b>	15000	150000
<b>Matricule 42599</b>	15000	150000
<b>Matricule 43815</b>	15000	150000
<b>Matricule 44218</b>	15000	150000
<b>Matricule 45592</b>	15000	150000
<b>Matricule 45629</b>	15000	150000
<b>Matricule 45643</b>	15000	150000
<b>Matricule 45753</b>	15000	150000
<b>Matricule 46321</b>	15000	150000
<b>Matricule 46814</b>	15000	150000
<b>Matricule 50069</b>	15000	150000
<b>Matricule 50102</b>	15000	150000
<b>Matricule 50906</b>	15000	150000
<b>Matricule 51073</b>	15000	150000
<b>Matricule 51530</b>	15000	150000
<b>Matricule 51764</b>	15000	150000
<b>Matricule 51970</b>	15000	150000
<b>Matricule 52014</b>	15000	150000
<b>Matricule 52079</b>	15000	150000



<b>Matricule 52131</b>	15000	150000
<b>Matricule 52133</b>	15000	150000
<b>Matricule 52137</b>	15000	150000
<b>Matricule 52149</b>	15000	150000
<b>Matricule 52302</b>	15000	150000
<b>Matricule 52468</b>	15000	150000
<b>Matricule 52532</b>	15000	150000
<b>Matricule 52533</b>	15000	150000
<b>Matricule 52580</b>	15000	150000
<b>Matricule 52818</b>	15000	150000
<b>Matricule 52820</b>	15000	150000
<b>Matricule 52970</b>	15000	150000
<b>Matricule 52977</b>	300000	300000
<b>Matricule 52998</b>	15000	150000
<b>Matricule 53132</b>	15000	150000
<b>Matricule 53285</b>	15000	150000
<b>Matricule 53376</b>	15000	150000
<b>Matricule 53920</b>	15000	150000
<b>Matricule 54022</b>	15000	150000
<b>Matricule 54056</b>	15000	150000
<b>Matricule 54167</b>	15000	150000
<b>Matricule 54232</b>	15000	150000
<b>Matricule 54612</b>	15000	150000
<b>Matricule 54623</b>	15000	150000
<b>Matricule 54648</b>	15000	150000
<b>Matricule 54689</b>	15000	150000
<b>Matricule 54732</b>	15000	150000
<b>Matricule 55154</b>	15000	150000
<b>Matricule 55166</b>	15000	150000
<b>Matricule 55172</b>	15000	150000
<b>Matricule 55314</b>	15000	150000
<b>Matricule 55666</b>	15000	150000
<b>Matricule 55708</b>	15000	150000
<b>Matricule 55728</b>	15000	150000
<b>Matricule 56012</b>	15000	150000
<b>Matricule 56102</b>	15000	150000
<b>Matricule 56106</b>	15000	150000
<b>Matricule 56112</b>	15000	150000
<b>Matricule 56138</b>	15000	150000
<b>Matricule 56295</b>	15000	150000
<b>Matricule 56569</b>	15000	150000
<b>Matricule 56596</b>	15000	150000
<b>Matricule 56632</b>	15000	150000

<b>Matricule 56757</b>	15000	150000
<b>Matricule 56868</b>	15000	150000
<b>Matricule 56956</b>	15000	150000
<b>Matricule 57074</b>	15000	150000
<b>Matricule 57225</b>	15000	150000
<b>Matricule 57240</b>	15000	150000
<b>Matricule 57242</b>	15000	150000
<b>Matricule 57354</b>	15000	150000
<b>Matricule 57400</b>	15000	150000
<b>Matricule 57802</b>	15000	150000
<b>Matricule 57882</b>	15000	150000
<b>Matricule 58020</b>	15000	150000
<b>Matricule 58034</b>	15000	150000
<b>Matricule 58081</b>	15000	150000
<b>Matricule 58136</b>	15000	150000
<b>Matricule 58182</b>	15000	150000
<b>Matricule 58490</b>	15000	150000
<b>Matricule 58512</b>	15000	150000
<b>Matricule 58553</b>	15000	150000
<b>Matricule 58608</b>	15000	150000
<b>Matricule 58636</b>	15000	150000
<b>Matricule 58637</b>	300000	300000
<b>Matricule 58756</b>	15000	150000
<b>Matricule 58996</b>	15000	150000
<b>Matricule 59238</b>	15000	150000
<b>Matricule 59672</b>	15000	150000
<b>Matricule 59682</b>	15000	150000
<b>Matricule 59734</b>	15000	150000
<b>Matricule 59821</b>	300000	300000
<b>Matricule 59874</b>	15000	150000
<b>Matricule 60228</b>	15000	150000
<b>Matricule 60230</b>	15000	150000
<b>Matricule 60526</b>	15000	150000
<b>Matricule 60598</b>	15000	150000
<b>Matricule 60762</b>	15000	150000
<b>Matricule 60776</b>	15000	150000
<b>Matricule 60832</b>	15000	150000
<b>Matricule 60840</b>	15000	150000
<b>Matricule 60883</b>	15000	150000
<b>Matricule 60900</b>	15000	150000
<b>Matricule 61098</b>	15000	150000
<b>Matricule 61184</b>	15000	150000
<b>Matricule 61220</b>	15000	150000

<b>Matricule 61252</b>		
<b>Matricule 61298</b>	15000	150000
<b>Matricule 61530</b>	15000	150000
<b>Matricule 61534</b>	15000	150000
<b>Matricule 61866</b>	15000	150000
<b>Matricule 62008</b>	15000	150000
<b>Matricule 62168</b>	15000	150000
<b>Matricule 62270</b>	15000	150000
<b>Matricule 62446</b>	15000	150000
<b>Matricule 62457</b>	15000	150000
<b>Matricule 62558</b>	15000	150000
<b>Matricule 62576</b>	15000	150000
<b>Matricule 62808</b>	15000	150000
<b>Matricule 63240</b>	15000	150000
<b>Matricule 63496</b>	15000	150000
<b>Matricule 63518</b>	15000	150000
<b>Matricule 63578</b>	15000	150000
<b>Matricule 63850</b>	15000	150000
<b>Matricule 63860</b>	15000	150000
<b>Matricule 63926</b>	15000	150000
<b>Matricule 64058</b>	15000	150000
<b>Matricule 64208</b>	15000	150000
<b>Matricule 64250</b>	15000	150000
<b>Matricule 64252</b>	15000	150000
<b>Matricule 64478</b>	15000	150000
<b>Matricule 64619</b>	15000	150000
<b>Matricule 64702</b>	15000	150000
<b>Matricule 64828</b>	15000	150000
<b>Matricule 64832</b>	15000	150000
<b>Matricule 64865</b>	15000	150000
<b>Matricule 64910</b>	15000	150000
<b>Matricule 64984</b>	15000	150000
<b>Matricule 65004</b>	15000	150000
<b>Matricule 65094</b>	15000	150000
<b>Matricule 65120</b>	15000	150000
<b>Matricule 65196</b>	15000	150000
<b>Matricule 65224</b>	15000	150000
<b>Matricule 65288</b>	15000	150000
<b>Matricule 65538</b>	15000	150000
<b>Matricule 65552</b>	15000	150000
<b>Matricule 65558</b>	15000	150000
<b>Matricule 65678</b>	15000	150000
<b>Matricule 65684</b>	15000	150000
	15000	150000

<b>Matricule 65912</b>	15000	150000
<b>Matricule 65962</b>	15000	150000
<b>Matricule 65966</b>	15000	150000
<b>Matricule 66012</b>	15000	150000
<b>Matricule 66166</b>	15000	150000
<b>Matricule 66174</b>	15000	150000
<b>Matricule 66268</b>	15000	150000
<b>Matricule 66272</b>	15000	150000
<b>Matricule 66304</b>	15000	150000
<b>Matricule 66382</b>	15000	150000
<b>Matricule 66450</b>	15000	150000
<b>Matricule 66614</b>	15000	150000
<b>Matricule 66624</b>	15000	150000
<b>Matricule 66638</b>	15000	150000
<b>Matricule 66644</b>	15000	150000
<b>Matricule 66760</b>	15000	150000
<b>Matricule 66796</b>	15000	150000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional  
LIGIOT Bruno**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible. ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 26145</b>	15000	150000
<b>Matricule 35373</b>	15000	150000
<b>Matricule 37181</b>	300000	300000
<b>Matricule 37479</b>	15000	150000
<b>Matricule 38972</b>	15000	150000
<b>Matricule 39609</b>	15000	150000
<b>Matricule 41100</b>	15000	150000
<b>Matricule 41155</b>	15000	150000
<b>Matricule 41919</b>	15000	150000
<b>Matricule 42191</b>	15000	150000
<b>Matricule 42340</b>	15000	150000
<b>Matricule 42367</b>	15000	150000
<b>Matricule 42599</b>	15000	150000
<b>Matricule 43815</b>	15000	150000
<b>Matricule 44218</b>	15000	150000
<b>Matricule 45592</b>	15000	150000
<b>Matricule 45629</b>	15000	150000
<b>Matricule 45643</b>	15000	150000
<b>Matricule 45753</b>	15000	150000
<b>Matricule 46321</b>	15000	150000
<b>Matricule 46814</b>	15000	150000
<b>Matricule 50069</b>	15000	150000
<b>Matricule 50102</b>	15000	150000
<b>Matricule 50906</b>	15000	150000
<b>Matricule 51073</b>	15000	150000
<b>Matricule 51530</b>	15000	150000
<b>Matricule 51764</b>	15000	150000
<b>Matricule 51970</b>	15000	150000
<b>Matricule 52014</b>	15000	150000
<b>Matricule 52079</b>	15000	150000

<b>Matricule 52131</b>	15000	150000
<b>Matricule 52133</b>	15000	150000
<b>Matricule 52137</b>	15000	150000
<b>Matricule 52149</b>	15000	150000
<b>Matricule 52302</b>	15000	150000
<b>Matricule 52468</b>	15000	150000
<b>Matricule 52532</b>	15000	150000
<b>Matricule 52533</b>	15000	150000
<b>Matricule 52580</b>	15000	150000
<b>Matricule 52818</b>	15000	150000
<b>Matricule 52820</b>	15000	150000
<b>Matricule 52970</b>	15000	150000
<b>Matricule 52977</b>	300000	300000
<b>Matricule 52998</b>	15000	150000
<b>Matricule 53132</b>	15000	150000
<b>Matricule 53285</b>	15000	150000
<b>Matricule 53376</b>	15000	150000
<b>Matricule 53920</b>	15000	150000
<b>Matricule 54022</b>	15000	150000
<b>Matricule 54056</b>	15000	150000
<b>Matricule 54167</b>	15000	150000
<b>Matricule 54232</b>	15000	150000
<b>Matricule 54612</b>	15000	150000
<b>Matricule 54623</b>	15000	150000
<b>Matricule 54648</b>	15000	150000
<b>Matricule 54689</b>	15000	150000
<b>Matricule 54732</b>	15000	150000
<b>Matricule 55154</b>	15000	150000
<b>Matricule 55166</b>	15000	150000
<b>Matricule 55172</b>	15000	150000
<b>Matricule 55314</b>	15000	150000
<b>Matricule 55666</b>	15000	150000
<b>Matricule 55708</b>	15000	150000
<b>Matricule 55728</b>	15000	150000
<b>Matricule 56012</b>	15000	150000
<b>Matricule 56102</b>	15000	150000
<b>Matricule 56106</b>	15000	150000
<b>Matricule 56112</b>	15000	150000
<b>Matricule 56138</b>	15000	150000
<b>Matricule 56295</b>	15000	150000
<b>Matricule 56569</b>	15000	150000
<b>Matricule 56596</b>	15000	150000
<b>Matricule 56632</b>	15000	150000

<b>Matricule 56757</b>	15000	150000
<b>Matricule 56868</b>	15000	150000
<b>Matricule 56956</b>	15000	150000
<b>Matricule 57074</b>	15000	150000
<b>Matricule 57225</b>	15000	150000
<b>Matricule 57240</b>	15000	150000
<b>Matricule 57242</b>	15000	150000
<b>Matricule 57354</b>	15000	150000
<b>Matricule 57400</b>	15000	150000
<b>Matricule 57802</b>	15000	150000
<b>Matricule 57882</b>	15000	150000
<b>Matricule 58020</b>	15000	150000
<b>Matricule 58034</b>	15000	150000
<b>Matricule 58081</b>	15000	150000
<b>Matricule 58136</b>	15000	150000
<b>Matricule 58182</b>	15000	150000
<b>Matricule 58490</b>	15000	150000
<b>Matricule 58512</b>	15000	150000
<b>Matricule 58553</b>	15000	150000
<b>Matricule 58608</b>	15000	150000
<b>Matricule 58636</b>	15000	150000
<b>Matricule 58637</b>	300000	300000
<b>Matricule 58756</b>	15000	150000
<b>Matricule 58996</b>	15000	150000
<b>Matricule 59238</b>	15000	150000
<b>Matricule 59672</b>	15000	150000
<b>Matricule 59682</b>	15000	150000
<b>Matricule 59734</b>	15000	150000
<b>Matricule 59821</b>	300000	300000
<b>Matricule 59874</b>	15000	150000
<b>Matricule 60228</b>	15000	150000
<b>Matricule 60230</b>	15000	150000
<b>Matricule 60526</b>	15000	150000
<b>Matricule 60598</b>	15000	150000
<b>Matricule 60762</b>	15000	150000
<b>Matricule 60776</b>	15000	150000
<b>Matricule 60832</b>	15000	150000
<b>Matricule 60840</b>	15000	150000
<b>Matricule 60883</b>	15000	150000
<b>Matricule 60900</b>	15000	150000
<b>Matricule 61098</b>	15000	150000
<b>Matricule 61184</b>	15000	150000
<b>Matricule 61220</b>	15000	150000

<b>Matricule 61252</b>	15000	150000
<b>Matricule 61298</b>	15000	150000
<b>Matricule 61530</b>	15000	150000
<b>Matricule 61534</b>	15000	150000
<b>Matricule 61866</b>	15000	150000
<b>Matricule 62008</b>	15000	150000
<b>Matricule 62168</b>	15000	150000
<b>Matricule 62270</b>	15000	150000
<b>Matricule 62446</b>	15000	150000
<b>Matricule 62457</b>	15000	150000
<b>Matricule 62558</b>	15000	150000
<b>Matricule 62576</b>	15000	150000
<b>Matricule 62808</b>	15000	150000
<b>Matricule 63240</b>	15000	150000
<b>Matricule 63496</b>	15000	150000
<b>Matricule 63518</b>	15000	150000
<b>Matricule 63578</b>	15000	150000
<b>Matricule 63850</b>	15000	150000
<b>Matricule 63860</b>	15000	150000
<b>Matricule 63926</b>	15000	150000
<b>Matricule 64058</b>	15000	150000
<b>Matricule 64208</b>	15000	150000
<b>Matricule 64250</b>	15000	150000
<b>Matricule 64252</b>	15000	150000
<b>Matricule 64478</b>	15000	150000
<b>Matricule 64619</b>	15000	150000
<b>Matricule 64702</b>	15000	150000
<b>Matricule 64828</b>	15000	150000
<b>Matricule 64832</b>	15000	150000
<b>Matricule 64865</b>	15000	150000
<b>Matricule 64910</b>	15000	150000
<b>Matricule 64984</b>	15000	150000
<b>Matricule 65004</b>	15000	150000
<b>Matricule 65094</b>	15000	150000
<b>Matricule 65120</b>	15000	150000
<b>Matricule 65196</b>	15000	150000
<b>Matricule 65224</b>	15000	150000
<b>Matricule 65288</b>	15000	150000
<b>Matricule 65538</b>	15000	150000
<b>Matricule 65552</b>	15000	150000
<b>Matricule 65558</b>	15000	150000
<b>Matricule 65678</b>	15000	150000
<b>Matricule 65684</b>	15000	150000



<b>Matricule 65912</b>	15000	150000
<b>Matricule 65962</b>	15000	150000
<b>Matricule 65966</b>	15000	150000
<b>Matricule 66012</b>	15000	150000
<b>Matricule 66166</b>	15000	150000
<b>Matricule 66174</b>	15000	150000
<b>Matricule 66268</b>	15000	150000
<b>Matricule 66272</b>	15000	150000
<b>Matricule 66304</b>	15000	150000
<b>Matricule 66382</b>	15000	150000
<b>Matricule 66450</b>	15000	150000
<b>Matricule 66614</b>	15000	150000
<b>Matricule 66624</b>	15000	150000
<b>Matricule 66638</b>	15000	150000
<b>Matricule 66644</b>	15000	150000
<b>Matricule 66760</b>	15000	150000
<b>Matricule 66796</b>	15000	150000

Direction régionale des Douanes et Droits  
Indirects

25-2022-07-01-00015

Décision 2022/4 du directeur régional des douanes et droits indirects à Besançon portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à Dijon dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.



Décision 2022/4 du directeur régional à BESANCON portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à DIJON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

#### Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à DIJON, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

LICIO Bruno  


Annexe I à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno*

Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

**Annexe II à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>BABIAK Nelly</b>	0	0	0	0	6000
<b>HERRIOT Michel</b>	0	0	0	0	250000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	0	0	0	0	12000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	0	0	0	0	250000
<b>BLONDELON Nadia</b>	0	0	0	0	6000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	0	0	0	0	12000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	0	0	0	0	6000
<b>LEROY Thomas</b>	0	0	0	0	6000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	0	0	0	0	6000
<b>AIZIN Bertrand</b>	0	0	0	0	6000
<b>RICHARD Lionel</b>	0	0	0	0	6000
<b>VUILLOT Valerie</b>	0	0	0	0	6000
<b>TOUZEAU Marion</b>	0	0	0	0	6000
<b>VERDIN Arnaud</b>	0	0	0	0	6000
<b>GOYATTON Renaud</b>	0	0	0	0	6000
<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	0	0	0	0	6000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	0	0	0	0	6000
<b>DENNE Jerome</b>	0	0	0	0	6000
<b>PLUTA Ludovic</b>	0	0	0	0	6000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	0	0	0	0	6000
<b>DAMASE Alain</b>	0	0	0	0	12000
<b>DONECHE Louis</b>	0	0	0	0	6000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	0	0	0	0	6000
<b>FRAPET David</b>	0	0	0	0	6000
<b>BRIDE Martial</b>	0	0	0	0	6000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	0	0	0	0	6000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	0	0	0	0	6000
<b>BILLARD Christophe</b>	0	0	0	0	6000
<b>DUFOUR Virginie</b>	0	0	0	0	6000
<b>LAMBERT Laurent</b>	0	0	0	0	6000
<b>DAVAL Christophe</b>	0	0	0	0	6000
<b>HOMMET Valerie</b>	0	0	0	0	6000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	0	0	0	0	6000

**Annexe III à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>BABIAK Nelly</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COULOT Emilie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GALMICHE Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HERRIOT Michel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LUCAS Laurence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PORTIER Bruno</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POUJOL Remi</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BAREGE Julien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BOUGEOT Arnaud</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DENIZOT Martine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FREMIOT Virginie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SEVIN Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>THEUREL Sandrine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CHABOD Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GROSJEAN Pascaline</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MONNOT Damien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BLONDELON Nadia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BARBUT Jemmes</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BUATOIS Astrid</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CANNARD Ferreol</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CORGER Charlotte</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DESPERIES Anthony</b>	10000	6000	1500	10000
<b>FAIRISE Camille</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LAHOZ QUILEZ MESQUIDA Theresia</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LEPRETRE Yann</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LEROY Thomas</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MARGUET Edouard</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	15000	7500	1500	15000

<b>ROSIER Eric</b>	10000	6000	1500	10000
<b>ABRAHAM Jean</b>	10000	6000	1500	10000
<b>AIZIN Bertrand</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ANSELMO Karine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BAUBAN Marc</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BOSCARDIN Mickael</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BRISBARE Romain</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CARNEL Delphine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CASIER Ludovic</b>	10000	6000	1500	10000
<b>COINTET Alexandre</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CUENOT Brigitte</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DESBIEZ PIAT Emmanuel</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DROZ VINCENT Jean-Baptiste</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DUCOMBEAU Pierre</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DURY Clara</b>	10000	6000	1500	10000
<b>FAVRET Corinne</b>	10000	6000	1500	10000
<b>FROQUET Arnaud</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GAGNEUR Franck</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GLODEN Sonia</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GUY Fabrice</b>	10000	6000	1500	10000
<b>HAMANN Fabien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>HERSANT Melysande</b>	10000	6000	1500	10000
<b>HODZIC Dzemo</b>	10000	6000	1500	10000
<b>JOUBERT Marine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MACABIES Pauline</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PAUQUET Faustine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PIERILLO David</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PONS Jean-Marc</b>	10000	6000	1500	10000
<b>RICHARD Lionel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RIGOLLET Loic</b>	10000	6000	1500	10000
<b>ROLLAND Esteban</b>	10000	6000	1500	10000
<b>SILVESTRE Francois</b>	10000	6000	1500	10000
<b>THEVENIN Francois</b>	10000	6000	1500	10000
<b>TIBAH Axel</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VOUILLAMOZ Sylvain</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VUILLOT Valerie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOUMAZA Moktar</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BOURDIN Denis</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CALANDRI Theo</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DEBOTTE Benoit</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DREZET Herve</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GANE Audrey</b>	10000	6000	1500	10000



<b>GROS Francois</b>	10000	6000	1500	10000
<b>JARDINOT Thomas</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LESUR Mathieu</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PHILIBERT Nicolas</b>	10000	6000	1500	10000
<b>ROGE Quentin</b>	10000	6000	1500	10000
<b>SALVI Florent</b>	10000	6000	1500	10000
<b>SICLER Franck</b>	10000	6000	1500	10000
<b>TOUZEAU Marion</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VERDIN Arnaud</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DURY Alexy</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALBERT Stephane</b>	10000	6000	1500	10000
<b>ALFIER Guillaume</b>	10000	6000	1500	10000
<b>ANAJGUAR Ali</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BARCAT Marine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BONNARD Julien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DENNE Jerome</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DESMAYSON Antoine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>HARTMANN Christophe</b>	10000	6000	1500	10000
<b>HOUNKPATIN Dimitri</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LASSUS Florence</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LAUDET Mickael</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LEMAIRE Ghislain</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MILORD- RICO Sandrine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MONNET Johann</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MOREL Nathalie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PERRIN Samuel</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PLUTA Ludovic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SEMPEY Aurelien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VILLEMIN Maxime</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VUILLAMIER Philippe</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAMASE Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DONECHE Louis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CARION Sandrine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FRAPET David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GRILLO Dave</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LANOUX Genevieve</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MEGISSIER Christian</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PALLAVISINI Beatrice</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PELLEGRINI Josselin</b>	10000	6000	1500	10000

<b>TURLE Elisabeth</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VIDAL Jean-Claude</b>	10000	6000	1500	10000
<b>AVRIL Ludivine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BALDERER Sebastien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BAUD Katia</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BETTING Mathieu</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BRIDE Martial</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BRIVET Pierre-Albin</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BULOT Alain</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	10000	6000	1500	10000
<b>COSSON Romuald</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CRETIN Thomas</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DUMAITRE Loic</b>	10000	6000	1500	10000
<b>FOULONGNE Gregory</b>	10000	6000	1500	10000
<b>FUSIER Thierry</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GEOFFROY Cindy</b>	10000	6000	1500	10000
<b>JOACHIM Fabienne</b>	10000	6000	1500	10000
<b>KIM Melissa</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LEFEBVRE Julien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MAZEROT Marc</b>	10000	6000	1500	10000
<b>NABO Edith</b>	10000	6000	1500	10000
<b>ORDONO Roland</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PENNEC Lucile</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PERNET Marie-Pierre</b>	10000	6000	1500	10000
<b>REYMONDET Stephanie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>RINDERKNECHT Franck</b>	10000	6000	1500	10000
<b>TARUOURA Olivier</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BEAUFILS Joelle</b>	10000	6000	1500	10000
<b>FAVRE Valerie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BILLARD Christophe</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BONVALOT Vivien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CAMUS Nathalie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CARTERON Aurelie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CASTALLAN Romain</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CAVKUSIC Emir</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DUFOUR Virginie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FOURNIER Charlene</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GATSCHINE Valerie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>KLEIBER Judicael</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LHUILIER-MONIN Gilles</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MARTI Francois</b>	10000	6000	1500	10000

<b>MESTRE Nathalie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PELLEGRINI Laurent</b>	10000	6000	1500	10000
<b>POINSARD Thomas</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PREAU Elodie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VIPREY Damien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>COURTOT Didier</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GRANADOS Lucile</b>	10000	6000	1500	10000
<b>JACQUIN Laurent</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LAMBERT Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RADET Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BECQWORT Nicolas</b>	10000	6000	1500	10000
<b>BORGES Alvaro-Philippe</b>	10000	6000	1500	10000
<b>CABAUD Benjamin</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DAVAL Christophe</b>	10000	6000	1500	10000
<b>DESBOIS David</b>	10000	6000	1500	10000
<b>FLERON Gilles</b>	10000	6000	1500	10000
<b>GEHANT Maikel</b>	10000	6000	1500	10000
<b>HOMMET Valerie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KREBS Clemence</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LAURENT Damien</b>	10000	6000	1500	10000
<b>LYAUTEY Anne</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MILLEREAU Emmanuel</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MONNIER Maurice</b>	10000	6000	1500	10000
<b>MOUREY Cyril</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PAUL Florence</b>	10000	6000	1500	10000
<b>PERRON Antoine</b>	10000	6000	1500	10000
<b>QUEFFELEC Anthony</b>	10000	6000	1500	10000
<b>RAMELET Magalie</b>	10000	6000	1500	10000
<b>ROSELLI Thomas</b>	10000	6000	1500	10000
<b>STUCKLE Thierry</b>	10000	6000	1500	10000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	10000	6000	1500	10000

**Annexe IV à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BABIAK Nelly</b>	1500	7500	15000
<b>COULOT Emilie</b>	1500	7500	15000
<b>GALMICHE Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>HERRIOT Michel</b>	1500	7500	15000
<b>LUCAS Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>PORTIER Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>POUJOL Remi</b>	1500	7500	15000
<b>BAREGE Julien</b>	1500	7500	15000
<b>BOUGEOT Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>DENIZOT Martine</b>	1500	7500	15000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>FREMIOT Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SEVIN Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>THEUREL Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>CHABOD Franck</b>	1500	7500	15000
<b>GROSJEAN Pascaline</b>	1500	7500	15000
<b>MONNOT Damien</b>	1500	7500	15000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	1500	7500	15000
<b>BLONDELON Nadia</b>	1500	7500	15000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	1500	7500	15000
<b>BARBUT Jemmes</b>	1500	7500	15000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>BUATOIS Astrid</b>	1500	7500	15000
<b>CANNARD Ferreol</b>	1500	7500	15000
<b>CORGER Charlotte</b>	1500	7500	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FAIRISE Camille</b>	1500	7500	15000
<b>LAHOZ QUILEZ MESQUIDA Theresia</b>	1500	7500	15000
<b>LEPRETRE Yann</b>	1500	7500	15000
<b>LEROY Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>MARGUET Edouard</b>	1500	7500	15000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	1500	7500	15000
<b>ROSIER Eric</b>	1500	7500	15000
<b>ABRAHAM Jean</b>	1500	7500	15000

<b>AIZIN Bertrand</b>	1500	7500	15000
<b>ANSELMO Karine</b>	1500	7500	15000
<b>BAUBAN Marc</b>	1500	7500	15000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BOSCARDIN Mickael</b>	1500	7500	15000
<b>BRISBARE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CARNEL Delphine</b>	1500	7500	15000
<b>CASIER Ludovic</b>	1500	7500	15000
<b>COINETET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>CUENOT Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>DESBIEZ PIAT Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>DROZ VINCENT Jean-Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>DUCOMBEAU Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>DURY Clara</b>	1500	7500	15000
<b>FAVRET Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>GAGNEUR Franck</b>	1500	7500	15000
<b>GLODEN Sonia</b>	1500	7500	15000
<b>GUY Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>HAMANN Fabien</b>	1500	7500	15000
<b>HERSANT Melysande</b>	1500	7500	15000
<b>HODZIC Dzemo</b>	1500	7500	15000
<b>JOUBERT Marine</b>	1500	7500	15000
<b>MACABIES Pauline</b>	1500	7500	15000
<b>PAUQUET Faustine</b>	1500	7500	15000
<b>PIERILLO David</b>	1500	7500	15000
<b>PONS Jean-Marc</b>	1500	7500	15000
<b>RICHARD Lionel</b>	1500	7500	15000
<b>RIGOLLET Loic</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Esteban</b>	1500	7500	15000
<b>SILVESTRE Francois</b>	1500	7500	15000
<b>THEVENIN Francois</b>	1500	7500	15000
<b>TIBAH Axel</b>	1500	7500	15000
<b>VOUILLAMOZ Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>VUILLOT Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUMAZA Moktar</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Denis</b>	1500	7500	15000
<b>CALANDRI Theo</b>	1500	7500	15000
<b>DEBOTTE Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>DREZET Herve</b>	1500	7500	15000
<b>GANE Audrey</b>	1500	7500	15000
<b>GROS Francois</b>	1500	7500	15000
<b>JARDINOT Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>LESUR Mathieu</b>	1500	7500	15000

<b>PHILIBERT Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>ROGE Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>SALVI Florent</b>	1500	7500	15000
<b>SICLER Franck</b>	1500	7500	15000
<b>TOUZEAU Marion</b>	1500	7500	15000
<b>VERDIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>ALEND A Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>COSTA Maryvonne</b>	1500	7500	15000
<b>DURY Alexy</b>	1500	7500	15000
<b>GOYATTON Renaud</b>	1500	7500	15000
<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>HOGYE Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>LEFEBVRE Marie</b>	1500	7500	15000
<b>LOLLIER Florian</b>	1500	7500	15000
<b>GUENOT Emmanuelle</b>	1500	7500	15000
<b>GUYON Marie-Alice</b>	1500	7500	15000
<b>HIVER Francoise</b>	1500	7500	15000
<b>PEQUEGNOT Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>SCHWOB Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>TROESCH Severine</b>	1500	7500	15000
<b>VIOT Alain</b>	1500	7500	15000
<b>ZIMMERMANN Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>ALBERT Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>ALFIER Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>ANAJGUAR Ali</b>	1500	7500	15000
<b>BARCAT Marine</b>	1500	7500	15000
<b>BONNARD Julien</b>	1500	7500	15000
<b>DENNE Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DESMAYSON Antoine</b>	1500	7500	15000
<b>HARTMANN Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>HOUNKPATIN Dimitri</b>	1500	7500	15000
<b>LASSUS Florence</b>	1500	7500	15000
<b>LAUDET Mickael</b>	1500	7500	15000
<b>LEMAIRE Ghislain</b>	1500	7500	15000
<b>MILORD- RICO Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>MONNET Johann</b>	1500	7500	15000
<b>MOREL Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>PERRIN Samuel</b>	1500	7500	15000
<b>PLUTA Ludovic</b>	1500	7500	15000
<b>SEMPEY Aurelien</b>	1500	7500	15000
<b>VILLEMIN Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>VUILLAMIER Philippe</b>	1500	7500	15000

<b>BAMBA Ali</b>	1500	7500	15000
<b>BARDOUX Sevrine</b>	1500	7500	15000
<b>BOCQUET Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>CHOPARD Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>HAMANN Melanie</b>	1500	7500	15000
<b>MARION Marie-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>QUEIJO Michel</b>	1500	7500	15000
<b>THIAM Assane</b>	1500	7500	15000
<b>DAMASE Alain</b>	1500	7500	15000
<b>DONECHE Louis</b>	1500	7500	15000
<b>CARION Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>FRAPET David</b>	1500	7500	15000
<b>GRILLO Dave</b>	1500	7500	15000
<b>LANOUX Genevieve</b>	1500	7500	15000
<b>MEGISSIER Christian</b>	1500	7500	15000
<b>PALLAVISINI Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>PELLEGRINI Josselin</b>	1500	7500	15000
<b>TURLE Elisabeth</b>	1500	7500	15000
<b>VIDAL Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AVRIL Ludivine</b>	1500	7500	15000
<b>BALDERER Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>BAUD Katia</b>	1500	7500	15000
<b>BETTING Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>BRIDE Martial</b>	1500	7500	15000
<b>BRIVET Pierre-Albin</b>	1500	7500	15000
<b>BULOT Alain</b>	1500	7500	15000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>COSSON Romuald</b>	1500	7500	15000
<b>CRETIN Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>DUMAITRE Loic</b>	1500	7500	15000
<b>FOULONGNE Gregory</b>	1500	7500	15000
<b>FUSIER Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>GEOFFROY Cindy</b>	1500	7500	15000
<b>JOACHIM Fabienne</b>	1500	7500	15000
<b>KIM Melissa</b>	1500	7500	15000
<b>LEFEBVRE Julien</b>	1500	7500	15000
<b>MAZEROT Marc</b>	1500	7500	15000
<b>NABO Edith</b>	1500	7500	15000
<b>ORDONO Roland</b>	1500	7500	15000
<b>PENNEC Lucile</b>	1500	7500	15000
<b>PERNET Marie-Pierre</b>	1500	7500	15000

<b>REYMONDET Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>RINDERKNECHT Franck</b>	1500	7500	15000
<b>TARUOURA Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	1500	7500	15000
<b>BEAUFILS Joelle</b>	1500	7500	15000
<b>FAVRE Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>BILLARD Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BONVALOT Vivien</b>	1500	7500	15000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>CAMUS Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>CARTERON Aurelie</b>	1500	7500	15000
<b>CASTALLAN Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CAVKUSIC Emir</b>	1500	7500	15000
<b>DUFOUR Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>FOURNIER Charlene</b>	1500	7500	15000
<b>GATSCHINE Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>KLEIBER Judicael</b>	1500	7500	15000
<b>LHULLIER-MONIN Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>MARTI Francois</b>	1500	7500	15000
<b>MESTRE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>PELLEGRINI Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>POINSARD Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>PREAU Elodie</b>	1500	7500	15000
<b>VIPREY Damien</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFOY Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>CACHOD David</b>	1500	7500	15000
<b>CHALAMET Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>COLLIN Julien</b>	1500	7500	15000
<b>COURTOT Didier</b>	1500	7500	15000
<b>GEORGEAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>GRANADOS Lucile</b>	1500	7500	15000
<b>GREMION Jean-Michel</b>	1500	7500	15000
<b>GRILLON Celine</b>	1500	7500	15000
<b>GUYON Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>HARLAY Marie-Helene</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUIN Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>LAMBERT Laurent</b>	1500	7500	15000
<b>MESNIER Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>NEFF Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>RADET Anne</b>	1500	7500	15000
<b>TALIDEC Jean-Francois</b>	1500	7500	15000
<b>TOURNERET Luc</b>	1500	7500	15000
<b>BECQWORT Nicolas</b>	1500	7500	15000



<b>BORGES Alvaro-Philippe</b>	1500	7500	15000
<b>CABAUD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>DAVAL Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DESBOIS David</b>	1500	7500	15000
<b>FLERON Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>GEHANT Maikel</b>	1500	7500	15000
<b>HOMMET Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>KREBS Clemence</b>	1500	7500	15000
<b>LAURENT Damien</b>	1500	7500	15000
<b>LYAUTEY Anne</b>	1500	7500	15000
<b>MILLEREAU Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIER Maurice</b>	1500	7500	15000
<b>MOUREY Cyril</b>	1500	7500	15000
<b>PAUL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>PERRON Antoine</b>	1500	7500	15000
<b>QUEFFELEC Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>RAMELET Magalie</b>	1500	7500	15000
<b>ROSELLI Thomas</b>	1500	7500	15000
<b>STUCKLE Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	1500	7500	15000

**Annexe V à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BABIAK Nelly</b>	4000	12000	75000
<b>COULOT Emilie</b>	4000	12000	75000
<b>GALMICHE Frederic</b>	3000	6000	45000
<b>HERRIOT Michel</b>	1000000	100000	300000
<b>LUCAS Laurence</b>	4000	12000	75000
<b>PORTIER Bruno</b>	4000	12000	75000
<b>POUJOL Remi</b>	4000	12000	75000
<b>BAREGE Julien</b>	3000	6000	45000
<b>BOUGEOT Arnaud</b>	4000	12000	75000
<b>DENIZOT Martine</b>	3000	6000	45000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	15000	80000	150000
<b>FREMIOT Virginie</b>	4000	12000	75000
<b>SEVIN Christophe</b>	4000	12000	75000
<b>THEUREL Sandrine</b>	3000	6000	45000
<b>CHABOD Franck</b>	4000	12000	75000
<b>GROSJEAN Pascaline</b>	3000	6000	45000
<b>MONNOT Damien</b>	3000	6000	45000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	1000000	100000	300000
<b>BLONDELON Nadia</b>	6000	25000	100000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	15000	80000	150000
<b>BARBUT Jemmes</b>	2000	6000	15000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	4000	12000	75000
<b>BUATOIS Astrid</b>	3000	6000	45000
<b>CANNARD Ferreol</b>	2000	6000	15000
<b>CORGER Charlotte</b>	2000	6000	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	3000	6000	45000
<b>FAIRISE Camille</b>	2000	6000	15000
<b>LAHOZ QUILEZ MESQUIDA Theresia</b>	3000	6000	45000
<b>LEPRETRE Yann</b>	2000	6000	15000
<b>LEROY Thomas</b>	4000	12000	75000
<b>MARGUET Edouard</b>	2000	6000	15000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	4000	12000	75000
<b>ROSIER Eric</b>	3000	6000	45000
<b>ABRAHAM Jean</b>	3000	6000	45000

<b>AIZIN Bertrand</b>	4000	12000	75000
<b>ANSELMO Karine</b>	3000	6000	45000
<b>BAUBAN Marc</b>	2000	6000	15000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	3000	6000	45000
<b>BOSCARDIN Mickael</b>	2000	6000	15000
<b>BRISBARE Romain</b>	2000	6000	15000
<b>CARNEL Delphine</b>	3000	6000	45000
<b>CASIER Ludovic</b>	2000	6000	15000
<b>COINTET Alexandre</b>	3000	6000	45000
<b>CUENOT Brigitte</b>	2000	6000	15000
<b>DESBIEZ PIAT Emmanuel</b>	2000	6000	15000
<b>DROZ VINCENT Jean-Baptiste</b>	3000	6000	45000
<b>DUCOMBEAU Pierre</b>	3000	6000	45000
<b>DURY Clara</b>	2000	6000	15000
<b>FAVRET Corinne</b>	3000	6000	45000
<b>GAGNEUR Franck</b>	3000	6000	45000
<b>GLODEN Sonia</b>	3000	6000	45000
<b>GUY Fabrice</b>	2000	6000	15000
<b>HAMANN Fabien</b>	3000	6000	45000
<b>HERSANT Melysande</b>	2000	6000	15000
<b>HODZIC Dzemo</b>	3000	6000	45000
<b>JOUBERT Marine</b>	2000	6000	15000
<b>MACABIES Pauline</b>	2000	6000	15000
<b>PAUQUET Faustine</b>	2000	6000	15000
<b>PIERILLO David</b>	3000	6000	45000
<b>PONS Jean-Marc</b>	3000	6000	45000
<b>RICHARD Lionel</b>	4000	12000	75000
<b>RIGOLLET Loic</b>	2000	6000	15000
<b>ROLLAND Esteban</b>	2000	6000	15000
<b>SILVESTRE Francois</b>	3000	6000	45000
<b>THEVENIN Francois</b>	3000	6000	45000
<b>TIBAH Axel</b>	2000	6000	15000
<b>VOUILLAMOZ Sylvain</b>	2000	6000	15000
<b>VUILLOT Valerie</b>	4000	12000	75000
<b>BOUMAZA Moktar</b>	3000	6000	45000
<b>BOURDIN Denis</b>	3000	6000	45000
<b>CALANDRI Theo</b>	3000	6000	45000
<b>DEBOTTE Benoit</b>	2000	6000	15000
<b>DREZET Herve</b>	3000	6000	45000
<b>GANE Audrey</b>	2000	6000	15000
<b>GROS Francois</b>	2000	6000	15000
<b>JARDINOT Thomas</b>	3000	6000	45000
<b>LESUR Mathieu</b>	2000	6000	15000

<b>PHILIBERT Nicolas</b>	2000	6000	15000
<b>ROGE Quentin</b>	2000	6000	15000
<b>SALVI Florent</b>	3000	6000	45000
<b>SICLER Franck</b>	2000	6000	15000
<b>TOUZEAU Marion</b>	4000	12000	75000
<b>VERDIN Arnaud</b>	4000	12000	75000
<b>ALEND A Catherine</b>	3000	6000	45000
<b>COSTA Maryvonne</b>	2000	6000	15000
<b>DURY Alexy</b>	3000	6000	45000
<b>GOYATTON Renaud</b>	6000	25000	100000
<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	6000	25000	100000
<b>HOGYE Fabrice</b>	3000	6000	45000
<b>LEFEBVRE Marie</b>	3000	6000	45000
<b>LOLLIER Florian</b>	2000	6000	15000
<b>GUENOT Emmanuelle</b>	3000	6000	45000
<b>GUYON Marie-Alice</b>	6000	25000	100000
<b>HIVER Francoise</b>	3000	6000	45000
<b>PEQUEGNOT Stephane</b>	3000	6000	45000
<b>SCHWOB Catherine</b>	3000	6000	45000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	6000	25000	100000
<b>TROESCH Severine</b>	3000	6000	45000
<b>VIOT Alain</b>	2000	6000	15000
<b>ZIMMERMANN Vincent</b>	3000	6000	45000
<b>ALBERT Stephane</b>	3000	6000	45000
<b>ALFIER Guillaume</b>	2000	6000	15000
<b>ANAJGUAR Ali</b>	2000	6000	15000
<b>BARCAT Marine</b>	2000	6000	15000
<b>BONNARD Julien</b>	3000	6000	45000
<b>DENNE Jerome</b>	4000	12000	75000
<b>DESMAYSON Antoine</b>	2000	6000	15000
<b>HARTMANN Christophe</b>	2000	6000	15000
<b>HOUNKPATIN Dimitri</b>	2000	6000	15000
<b>LASSUS Florence</b>	3000	6000	45000
<b>LAUDET Mickael</b>	2000	6000	15000
<b>LEMAIRE Ghislain</b>	2000	6000	15000
<b>MILORD- RICO Sandrine</b>	3000	6000	45000
<b>MONNET Johann</b>	2000	6000	15000
<b>MOREL Nathalie</b>	3000	6000	45000
<b>PERRIN Samuel</b>	3000	6000	45000
<b>PLUTA Ludovic</b>	4000	12000	75000
<b>SEMPEY Aurelien</b>	2000	6000	15000
<b>VILLEMIN Maxime</b>	2000	6000	15000
<b>VUILLAMIER Philippe</b>	3000	6000	45000

<b>BAMBA Ali</b>	3000	6000	45000
<b>BARDOUX Sevrine</b>	6000	25000	100000
<b>BOCQUET Dominique</b>	3000	6000	45000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	6000	25000	100000
<b>CHOPARD Veronique</b>	2000	6000	15000
<b>HAMANN Melanie</b>	3000	6000	45000
<b>MARION Marie-Laure</b>	3000	6000	45000
<b>QUEIJO Michel</b>	3000	6000	45000
<b>ROBBE Alexia</b>	2000	6000	15000
<b>THIAM Assane</b>	2000	6000	15000
<b>DAMASE Alain</b>	15000	80000	150000
<b>DONECHE Louis</b>	6000	25000	100000
<b>CARION Sandrine</b>	2000	6000	15000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	6000	25000	100000
<b>FRAPET David</b>	6000	25000	100000
<b>GRILLO Dave</b>	2000	6000	15000
<b>LANOUX Genevieve</b>	3000	6000	45000
<b>MEGISSIER Christian</b>	2000	6000	15000
<b>PALLAVISINI Beatrice</b>	2000	6000	15000
<b>PELLEGRINI Josselin</b>	3000	6000	45000
<b>TURLE Elisabeth</b>	3000	6000	45000
<b>VIDAL Jean-Claude</b>	3000	6000	45000
<b>AVRIL Ludivine</b>	2000	6000	15000
<b>BALDERER Sebastien</b>	2000	6000	15000
<b>BAUD Katia</b>	2000	6000	15000
<b>BETTING Mathieu</b>	3000	6000	45000
<b>BRIDE Martial</b>	4000	12000	75000
<b>BRIVET Pierre-Albin</b>	3000	6000	45000
<b>BULOT Alain</b>	3000	6000	45000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	4000	12000	75000
<b>COSSON Romuald</b>	3000	6000	45000
<b>CRETIN Thomas</b>	2000	6000	15000
<b>DUMAITRE Loic</b>	2000	6000	15000
<b>FOULONGNE Gregory</b>	2000	6000	15000
<b>FUSIER Thierry</b>	2000	6000	15000
<b>GEOFFROY Cindy</b>	2000	6000	15000
<b>JOACHIM Fabienne</b>	3000	6000	45000
<b>KIM Melissa</b>	2000	6000	15000
<b>LEFEBVRE Julien</b>	3000	6000	45000
<b>MAZEROT Marc</b>	3000	6000	45000
<b>NABO Edith</b>	3000	6000	45000
<b>ORDONO Roland</b>	2000	6000	15000
<b>PENNEC Lucile</b>	3000	6000	45000

<b>PERNET Marie-Pierre</b>	3000	6000	45000
<b>REYMONDET Stephanie</b>	2000	6000	15000
<b>RINDERKNECHT Franck</b>	3000	6000	45000
<b>TARUOURA Olivier</b>	2000	6000	15000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	4000	12000	75000
<b>BEAUFILS Joelle</b>	6000	25000	100000
<b>FAVRE Valerie</b>	6000	25000	100000
<b>BILLARD Christophe</b>	4000	12000	75000
<b>BONVALOT Vivien</b>	2000	6000	15000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	3000	6000	45000
<b>CAMUS Nathalie</b>	3000	6000	45000
<b>CARTERON Aurelie</b>	3000	6000	45000
<b>CASTALLAN Romain</b>	2000	6000	15000
<b>CAVKUSIC Emir</b>	3000	6000	45000
<b>DUFOUR Virginie</b>	4000	12000	75000
<b>FOURNIER Charlene</b>	3000	6000	45000
<b>GATSCHINE Valerie</b>	3000	6000	45000
<b>KLEIBER Judicael</b>	3000	6000	45000
<b>LHULLIER-MONIN Gilles</b>	2000	6000	15000
<b>MARTI Francois</b>	2000	6000	15000
<b>MESTRE Nathalie</b>	2000	6000	15000
<b>PELLEGRINI Laurent</b>	3000	6000	45000
<b>POINSARD Thomas</b>	3000	6000	45000
<b>PREAU Elodie</b>	3000	6000	45000
<b>VIPREY Damien</b>	2000	6000	15000
<b>BONNEFOY Laurent</b>	3000	6000	45000
<b>CACHOD David</b>	3000	6000	45000
<b>CHALAMET Sophie</b>	6000	25000	100000
<b>COLLIN Julien</b>	3000	6000	45000
<b>COURTOT Didier</b>	2000	6000	15000
<b>GEORGEAULT Catherine</b>	4000	12000	75000
<b>GRANADOS Lucile</b>	3000	6000	45000
<b>GREMION Jean-Michel</b>	3000	6000	45000
<b>GRILLON Celine</b>	3000	6000	45000
<b>GUYON Veronique</b>	3000	6000	45000
<b>HARLAY Marie-Helene</b>	3000	6000	45000
<b>JACQUIN Laurent</b>	3000	6000	45000
<b>LAMBERT Laurent</b>	6000	25000	100000
<b>MESNIER Jerome</b>	3000	6000	45000
<b>NEFF Benoit</b>	3000	6000	45000
<b>RADET Anne</b>	4000	12000	75000
<b>TALIDEC Jean-Francois</b>	2000	6000	15000
<b>TOURNERET Luc</b>	3000	6000	45000

<b>BECQWORT Nicolas</b>	3000	6000	45000
<b>BORGES Alvaro-Philippe</b>	3000	6000	45000
<b>CABAUD Benjamin</b>	3000	6000	45000
<b>DAVAL Christophe</b>	4000	12000	75000
<b>DESBOIS David</b>	2000	6000	15000
<b>FLERON Gilles</b>	3000	6000	45000
<b>GEHANT Maikel</b>	2000	6000	15000
<b>HOMMET Valerie</b>	4000	12000	75000
<b>KREBS Clemence</b>	3000	6000	45000
<b>LAURENT Damien</b>	3000	6000	45000
<b>LYAUTEY Anne</b>	3000	6000	45000
<b>MILLEREAU Emmanuel</b>	3000	6000	45000
<b>MONNIER Maurice</b>	3000	6000	45000
<b>MOUREY Cyril</b>	2000	6000	15000
<b>PAUL Florence</b>	3000	6000	45000
<b>PERRON Antoine</b>	3000	6000	45000
<b>QUEFFELEC Anthony</b>	2000	6000	15000
<b>RAMELET Magalie</b>	2000	6000	15000
<b>ROSELLI Thomas</b>	3000	6000	45000
<b>STUCKLE Thierry</b>	3000	6000	45000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	4000	12000	75000

**Annexe VI à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BABIAK Nelly</b>	4000	12000	75000
<b>COULOT Emilie</b>	4000	12000	75000
<b>GALMICHE Frederic</b>	3000	6000	45000
<b>HERRIOT Michel</b>	1000000	100000	300000
<b>LUCAS Laurence</b>	4000	12000	75000
<b>PORTIER Bruno</b>	4000	12000	75000
<b>POUJOL Remi</b>	4000	12000	75000
<b>BAREGE Julien</b>	3000	6000	45000
<b>BOUGEOT Arnaud</b>	4000	12000	75000
<b>DENIZOT Martine</b>	3000	6000	45000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	15000	80000	150000
<b>FREMIOT Virginie</b>	4000	12000	75000
<b>SEVIN Christophe</b>	4000	12000	75000
<b>THEUREL Sandrine</b>	3000	6000	45000
<b>CHABOD Franck</b>	4000	12000	75000
<b>GROSJEAN Pascaline</b>	3000	6000	45000
<b>MONNOT Damien</b>	3000	6000	45000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	1000000	100000	300000
<b>BLONDELON Nadia</b>	6000	25000	100000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	15000	80000	150000
<b>BARBUT Jemmes</b>	2000	6000	15000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	4000	12000	75000
<b>BUATOIS Astrid</b>	3000	6000	45000
<b>CANNARD Ferreol</b>	2000	6000	15000
<b>CORGER Charlotte</b>	2000	6000	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	3000	6000	45000
<b>FAIRISE Camille</b>	2000	6000	15000
<b>LAHOZ QUILEZ MESQUIDA Theresia</b>	3000	6000	45000
<b>LEPRETRE Yann</b>	2000	6000	15000
<b>LEROY Thomas</b>	4000	12000	75000
<b>MARGUET Edouard</b>	2000	6000	15000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	4000	12000	75000
<b>ROSIER Eric</b>	3000	6000	45000
<b>ABRAHAM Jean</b>	3000	6000	45000



<b>AIZIN Bertrand</b>	4000	12000	75000
<b>ANSELMO Karine</b>	3000	6000	45000
<b>BAUBAN Marc</b>	2000	6000	15000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	3000	6000	45000
<b>BOSCARDIN Mickael</b>	2000	6000	15000
<b>BRISBARE Romain</b>	2000	6000	15000
<b>CARNEL Delphine</b>	3000	6000	45000
<b>CASIER Ludovic</b>	2000	6000	15000
<b>COINTET Alexandre</b>	3000	6000	45000
<b>CUENOT Brigitte</b>	2000	6000	15000
<b>DESBIEZ PIAT Emmanuel</b>	2000	6000	15000
<b>DROZ VINCENT Jean-Baptiste</b>	3000	6000	45000
<b>DUCOMBEAU Pierre</b>	3000	6000	45000
<b>DURY Clara</b>	2000	6000	15000
<b>FAVRET Corinne</b>	3000	6000	45000
<b>GAGNEUR Franck</b>	3000	6000	45000
<b>GLODEN Sonia</b>	3000	6000	45000
<b>GUY Fabrice</b>	2000	6000	15000
<b>HAMANN Fabien</b>	3000	6000	45000
<b>HERSANT Melysande</b>	2000	6000	15000
<b>HODZIC Dzemo</b>	3000	6000	45000
<b>JOUBERT Marine</b>	2000	6000	15000
<b>MACABIES Pauline</b>	2000	6000	15000
<b>PAUQUET Faustine</b>	2000	6000	15000
<b>PIERILLO David</b>	3000	6000	45000
<b>PONS Jean-Marc</b>	3000	6000	45000
<b>RICHARD Lionel</b>	4000	12000	75000
<b>RIGOLLET Loic</b>	2000	6000	15000
<b>ROLLAND Esteban</b>	2000	6000	15000
<b>SILVESTRE Francois</b>	3000	6000	45000
<b>THEVENIN Francois</b>	3000	6000	45000
<b>TIBAH Axel</b>	2000	6000	15000
<b>VOUILLAMOZ Sylvain</b>	2000	6000	15000
<b>VUILLOT Valerie</b>	4000	12000	75000
<b>BOUMAZA Moktar</b>	3000	6000	45000
<b>BOURDIN Denis</b>	3000	6000	45000
<b>CALANDRI Theo</b>	3000	6000	45000
<b>DEBOTTE Benoit</b>	2000	6000	15000
<b>DREZET Herve</b>	3000	6000	45000
<b>GANE Audrey</b>	2000	6000	15000
<b>GROS Francois</b>	2000	6000	15000
<b>JARDINOT Thomas</b>	3000	6000	45000
<b>LESUR Mathieu</b>	2000	6000	15000

<b>PHILIBERT Nicolas</b>	2000	6000	15000
<b>ROGE Quentin</b>	2000	6000	15000
<b>SALVI Florent</b>	3000	6000	45000
<b>SICLER Franck</b>	2000	6000	15000
<b>TOUZEAU Marion</b>	4000	12000	75000
<b>VERDIN Arnaud</b>	4000	12000	75000
<b>ALEND A Catherine</b>	3000	6000	45000
<b>COSTA Maryvonné</b>	2000	6000	15000
<b>DURY Alexy</b>	3000	6000	45000
<b>GOYATTON Renaud</b>	6000	25000	100000
<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	6000	25000	100000
<b>HOGYE Fabrice</b>	3000	6000	45000
<b>LEFEBVRE Marie</b>	3000	6000	45000
<b>LOLLIER Florian</b>	2000	6000	15000
<b>GUENOT Emmanuelle</b>	3000	6000	45000
<b>GUYON Marie-Alice</b>	6000	25000	100000
<b>HIVER Françoise</b>	3000	6000	45000
<b>PEQUEGNOT Stephane</b>	3000	6000	45000
<b>SCHWOB Catherine</b>	3000	6000	45000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	6000	25000	100000
<b>TROESCH Severine</b>	3000	6000	45000
<b>VIOT Alain</b>	2000	6000	15000
<b>ZIMMERMANN Vincent</b>	3000	6000	45000
<b>ALBERT Stephane</b>	3000	6000	45000
<b>ALFIER Guillaume</b>	2000	6000	15000
<b>ANAJGUAR Ali</b>	2000	6000	15000
<b>BARCAT Marine</b>	2000	6000	15000
<b>BONNARD Julien</b>	3000	6000	45000
<b>DENNE Jerome</b>	4000	12000	75000
<b>DESMAYSON Antoine</b>	2000	6000	15000
<b>HARTMANN Christophe</b>	2000	6000	15000
<b>HOUNKPATIN Dimitri</b>	2000	6000	15000
<b>LASSUS Florence</b>	3000	6000	45000
<b>LAUDET Mickael</b>	2000	6000	15000
<b>LEMAIRE Ghislain</b>	2000	6000	15000
<b>MILORD- RICO Sandrine</b>	3000	6000	45000
<b>MONNET Johann</b>	2000	6000	15000
<b>MOREL Nathalie</b>	3000	6000	45000
<b>PERRIN Samuel</b>	3000	6000	45000
<b>PLUTA Ludovic</b>	4000	12000	75000
<b>SEMPEY Aurelien</b>	2000	6000	15000
<b>VILLEMIN Maxime</b>	2000	6000	15000
<b>VUILLAMIER Philippe</b>	3000	6000	45000

<b>BAMBA Ali</b>	3000	6000	45000
<b>BARDOUX Sevrine</b>	6000	25000	100000
<b>BOCQUET Dominique</b>	3000	6000	45000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	6000	25000	100000
<b>CHOPARD Veronique</b>	2000	6000	15000
<b>HAMANN Melanie</b>	3000	6000	45000
<b>MARION Marie-Laure</b>	3000	6000	45000
<b>QUEIJO Michel</b>	3000	6000	45000
<b>THIAM Assane</b>	2000	6000	15000
<b>DAMASE Alain</b>	15000	80000	150000
<b>DONECHE Louis</b>	6000	25000	100000
<b>CARION Sandrine</b>	2000	6000	15000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	6000	25000	100000
<b>FRAPET David</b>	6000	25000	100000
<b>GRILLO Dave</b>	2000	6000	15000
<b>LANOUX Genevieve</b>	3000	6000	45000
<b>MEGISSIER Christian</b>	2000	6000	15000
<b>PALLAVISINI Beatrice</b>	2000	6000	15000
<b>PELLEGRINI Josselin</b>	3000	6000	45000
<b>TURLE Elisabeth</b>	3000	6000	45000
<b>VIDAL Jean-Claude</b>	3000	6000	45000
<b>AVRIL Ludivine</b>	2000	6000	15000
<b>BALDERER Sebastien</b>	2000	6000	15000
<b>BAUD Katia</b>	2000	6000	15000
<b>BETTING Mathieu</b>	3000	6000	45000
<b>BRIDE Martial</b>	4000	12000	75000
<b>BRIVET Pierre-Albin</b>	3000	6000	45000
<b>BULOT Alain</b>	3000	6000	45000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	4000	12000	75000
<b>COSSON Romuald</b>	3000	6000	45000
<b>CRETIN Thomas</b>	2000	6000	15000
<b>DUMAITRE Loic</b>	2000	6000	15000
<b>FOULONGNE Gregory</b>	2000	6000	15000
<b>FUSIER Thierry</b>	2000	6000	15000
<b>GEOFFROY Cindy</b>	2000	6000	15000
<b>JOACHIM Fabienne</b>	3000	6000	45000
<b>KIM Melissa</b>	2000	6000	15000
<b>LEFEBVRE Julien</b>	3000	6000	45000
<b>MAZEROT Marc</b>	3000	6000	45000
<b>NABO Edith</b>	3000	6000	45000
<b>ORDONO Roland</b>	2000	6000	15000
<b>PENNEC Lucile</b>	3000	6000	45000
<b>PERNET Marie-Pierre</b>	3000	6000	45000

<b>REYMONDET Stephanie</b>	2000	6000	15000
<b>RINDERKNECHT Franck</b>	3000	6000	45000
<b>TAROUORA Olivier</b>	2000	6000	15000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	4000	12000	75000
<b>BEAUFILS Joelle</b>	6000	25000	100000
<b>FAVRE Valerie</b>	6000	25000	100000
<b>BILLARD Christophe</b>	4000	12000	75000
<b>BONVALOT Vivien</b>	2000	6000	15000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	3000	6000	45000
<b>CAMUS Nathalie</b>	3000	6000	45000
<b>CARTERON Aurelie</b>	3000	6000	45000
<b>CASTALLAN Romain</b>	2000	6000	15000
<b>CAVKUSIC Emir</b>	3000	6000	45000
<b>DUFOUR Virginie</b>	4000	12000	75000
<b>FOURNIER Charlene</b>	3000	6000	45000
<b>GATSCHINE Valerie</b>	3000	6000	45000
<b>KLEIBER Judicael</b>	3000	6000	45000
<b>LHULLIER-MONIN Gilles</b>	2000	6000	15000
<b>MARTI Francois</b>	2000	6000	15000
<b>MESTRE Nathalie</b>	2000	6000	15000
<b>PELLEGRINI Laurent</b>	3000	6000	45000
<b>POINSARD Thomas</b>	3000	6000	45000
<b>PREAU Elodie</b>	3000	6000	45000
<b>VIPREY Damien</b>	2000	6000	15000
<b>BONNEFOY Laurent</b>	3000	6000	45000
<b>CACHOD David</b>	3000	6000	45000
<b>CHALAMET Sophie</b>	6000	25000	100000
<b>COLLIN Julien</b>	3000	6000	45000
<b>COURTOT Didier</b>	2000	6000	15000
<b>GEORGEAULT Catherine</b>	4000	12000	75000
<b>GRANADOS Lucile</b>	3000	6000	45000
<b>GREMION Jean-Michel</b>	3000	6000	45000
<b>GRILLON Celine</b>	3000	6000	45000
<b>GUYON Veronique</b>	3000	6000	45000
<b>HARLAY Marie-Helene</b>	3000	6000	45000
<b>JACQUIN Laurent</b>	3000	6000	45000
<b>LAMBERT Laurent</b>	6000	25000	100000
<b>MESNIER Jerome</b>	3000	6000	45000
<b>NEFF Benoit</b>	3000	6000	45000
<b>RADET Anne</b>	4000	12000	75000
<b>TALIDEC Jean-Francois</b>	2000	6000	15000
<b>TOURNERET Luc</b>	3000	6000	45000
<b>BECQWORT Nicolas</b>	3000	6000	45000

<b>BORGES Alvaro-Philippe</b>	3000	6000	45000
<b>CABAUD Benjamin</b>	3000	6000	45000
<b>DAVAL Christophe</b>	4000	12000	75000
<b>DESBOIS David</b>	2000	6000	15000
<b>FLERON Gilles</b>	3000	6000	45000
<b>GEHANT Maikel</b>	2000	6000	15000
<b>HOMMET Valerie</b>	4000	12000	75000
<b>KREBS Clemence</b>	3000	6000	45000
<b>LAURENT Damien</b>	3000	6000	45000
<b>LYAUTEY Anne</b>	3000	6000	45000
<b>MILLEREAU Emmanuel</b>	3000	6000	45000
<b>MONNIER Maurice</b>	3000	6000	45000
<b>MOUREY Cyril</b>	2000	6000	15000
<b>PAUL Florence</b>	3000	6000	45000
<b>PERRON Antoine</b>	3000	6000	45000
<b>QUEFFELEC Anthony</b>	2000	6000	15000
<b>RAMELET Magalie</b>	2000	6000	15000
<b>ROSELLI Thomas</b>	3000	6000	45000
<b>STUCKLE Thierry</b>	3000	6000	45000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	4000	12000	75000

**Annexe VII à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>BABIAK Nelly</b>	4000	75000
<b>COULOT Emilie</b>	4000	75000
<b>GALMICHE Frederic</b>	3000	45000
<b>HERRIOT Michel</b>	1000000	600000
<b>LUCAS Laurence</b>	4000	75000
<b>PORTIER Bruno</b>	4000	75000
<b>POUJOL Remi</b>	4000	75000
<b>BAREGE Julien</b>	3000	45000
<b>BOUGEOT Arnaud</b>	4000	75000
<b>DENIZOT Martine</b>	3000	45000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	15000	300000
<b>FREMIOT Virginie</b>	4000	75000
<b>SEVIN Christophe</b>	4000	75000
<b>THEUREL Sandrine</b>	3000	45000
<b>CHABOD Franck</b>	4000	75000
<b>GROSJEAN Pascaline</b>	3000	45000
<b>MONNOT Damien</b>	3000	45000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	1000000	600000
<b>BLONDELON Nadia</b>	6000	100000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	15000	300000
<b>BARBUT Jemmes</b>	2000	15000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	4000	75000
<b>BUATOIS Astrid</b>	3000	45000
<b>CANNARD Ferreol</b>	2000	15000
<b>CORGER Charlotte</b>	2000	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	3000	45000
<b>FAIRISE Camille</b>	2000	15000
<b>LAHOZ QUILEZ MESQUIDA Theresia</b>	3000	45000
<b>LEPRETRE Yann</b>	2000	15000
<b>LEROY Thomas</b>	4000	75000
<b>MARGUET Edouard</b>	2000	15000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	4000	75000
<b>ROSIER Eric</b>	3000	45000
<b>ABRAHAM Jean</b>	3000	45000
<b>AIZIN Bertrand</b>	4000	75000
<b>ANSELMO Karine</b>	3000	45000

<b>BAUBAN Marc</b>	2000	15000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	3000	45000
<b>BOSCARDIN Mickael</b>	2000	15000
<b>BRISBARE Romain</b>	2000	15000
<b>CARNEL Delphine</b>	3000	45000
<b>CASIER Ludovic</b>	2000	15000
<b>COINTET Alexandre</b>	3000	45000
<b>CUENOT Brigitte</b>	2000	15000
<b>DESBIEZ PIAT Emmanuel</b>	2000	15000
<b>DROZ VINCENT Jean-Baptiste</b>	3000	45000
<b>DUCOMBEAU Pierre</b>	3000	45000
<b>DURY Clara</b>	2000	15000
<b>FAVRET Corinne</b>	3000	45000
<b>GAGNEUR Franck</b>	3000	45000
<b>GLODEN Sonia</b>	3000	45000
<b>GUY Fabrice</b>	2000	15000
<b>HAMANN Fabien</b>	3000	45000
<b>HERSANT Melysande</b>	2000	15000
<b>HODZIC Dzemo</b>	3000	45000
<b>JOUBERT Marine</b>	2000	15000
<b>MACABIES Pauline</b>	2000	15000
<b>PAUQUET Faustine</b>	2000	15000
<b>PIERILLO David</b>	3000	45000
<b>PONS Jean-Marc</b>	3000	45000
<b>RICHARD Lionel</b>	4000	75000
<b>RIGOLLET Loic</b>	2000	15000
<b>ROLLAND Esteban</b>	2000	15000
<b>SILVESTRE Francois</b>	3000	45000
<b>THEVENIN Francois</b>	3000	45000
<b>TIBAH Axel</b>	2000	15000
<b>VOUILLAMOZ Sylvain</b>	2000	15000
<b>VUILLOT Valerie</b>	4000	75000
<b>BOUMAZA Moktar</b>	3000	45000
<b>BOURDIN Denis</b>	3000	45000
<b>CALANDRI Theo</b>	3000	45000
<b>DEBOTTE Benoit</b>	2000	15000
<b>DREZET Herve</b>	3000	45000
<b>GANE Audrey</b>	2000	15000
<b>GROS Francois</b>	2000	15000
<b>JARDINOT Thomas</b>	3000	45000
<b>LESUR Mathieu</b>	2000	15000
<b>PHILIBERT Nicolas</b>	2000	15000
<b>ROGE Quentin</b>	2000	15000

<b>SALVI Florent</b>	3000	45000
<b>SICLER Franck</b>	2000	15000
<b>TOUZEAU Marion</b>	4000	75000
<b>VERDIN Arnaud</b>	4000	75000
<b>ALEND A Catherine</b>	3000	45000
<b>COSTA Maryvonne</b>	2000	15000
<b>DURY Alexy</b>	3000	45000
<b>GOYATTON Renaud</b>	6000	100000
<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	6000	100000
<b>HOGYE Fabrice</b>	3000	45000
<b>LEFEBVRE Marie</b>	3000	45000
<b>LOLLIER Florian</b>	2000	15000
<b>GUENOT Emmanuelle</b>	3000	45000
<b>GUYON Marie-Alice</b>	6000	100000
<b>HIVER Françoise</b>	3000	45000
<b>PEQUEGNOT Stephane</b>	3000	45000
<b>SCHWOB Catherine</b>	3000	45000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	6000	100000
<b>TROESCH Severine</b>	3000	45000
<b>VIOT Alain</b>	2000	15000
<b>ZIMMERMANN Vincent</b>	3000	45000
<b>ALBERT Stephane</b>	3000	45000
<b>ALFIER Guillaume</b>	2000	15000
<b>ANAJGUAR Ali</b>	2000	15000
<b>BARCAT Marine</b>	2000	15000
<b>BONNARD Julien</b>	3000	45000
<b>DENNE Jerome</b>	4000	75000
<b>DESMAYSON Antoine</b>	2000	15000
<b>HARTMANN Christophe</b>	2000	15000
<b>HOUNKPATIN Dimitri</b>	2000	15000
<b>LASSUS Florence</b>	3000	45000
<b>LAUDET Mickael</b>	2000	15000
<b>LEMAIRE Ghislain</b>	2000	15000
<b>MILORD- RICO Sandrine</b>	3000	45000
<b>MONNET Johann</b>	2000	15000
<b>MOREL Nathalie</b>	3000	45000
<b>PERRIN Samuel</b>	3000	45000
<b>PLUTA Ludovic</b>	4000	75000
<b>SEMPEY Aurelien</b>	2000	15000
<b>VILLEMIN Maxime</b>	2000	15000
<b>VUILLAMIER Philippe</b>	3000	45000
<b>BAMBA Ali</b>	3000	45000
<b>BARDOUX Sevrine</b>	6000	100000



<b>BOCQUET Dominique</b>	3000	45000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	6000	100000
<b>CHOPARD Veronique</b>	2000	15000
<b>HAMANN Melanie</b>	3000	45000
<b>MARION Marie-Laure</b>	3000	45000
<b>QUEIJO Michel</b>	3000	45000
<b>ROBBE Alexia</b>	2000	15000
<b>THIAM Assane</b>	2000	15000
<b>DAMASE Alain</b>	15000	300000
<b>DONECHE Louis</b>	6000	100000
<b>CARION Sandrine</b>	2000	15000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	6000	100000
<b>FRAPET David</b>	6000	100000
<b>GRILLO Dave</b>	2000	15000
<b>LANOUX Genevieve</b>	3000	45000
<b>MEGISSIER Christian</b>	2000	15000
<b>PALLAVISINI Beatrice</b>	2000	15000
<b>PELLEGRINI Josselin</b>	3000	45000
<b>TURLE Elisabeth</b>	3000	45000
<b>VIDAL Jean-Claude</b>	3000	45000
<b>AVRIL Ludivine</b>	2000	15000
<b>BALDERER Sebastien</b>	2000	15000
<b>BAUD Katia</b>	2000	15000
<b>BETTING Mathieu</b>	3000	45000
<b>BRIDE Martial</b>	4000	75000
<b>BRIVET Pierre-Albin</b>	3000	45000
<b>BULOT Alain</b>	3000	45000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	4000	75000
<b>COSSON Romuald</b>	3000	45000
<b>CRETIN Thomas</b>	2000	15000
<b>DUMAITRE Loic</b>	2000	15000
<b>FOULONGNE Gregory</b>	2000	15000
<b>FUSIER Thierry</b>	2000	15000
<b>GEOFFROY Cindy</b>	2000	15000
<b>JOACHIM Fabienne</b>	3000	45000
<b>KIM Melissa</b>	2000	15000
<b>LEFEBVRE Julien</b>	3000	45000
<b>MAZEROT Marc</b>	3000	45000
<b>NABO Edith</b>	3000	45000
<b>ORDONO Roland</b>	2000	15000
<b>PENNEC Lucile</b>	3000	45000
<b>PERNET Marie-Pierre</b>	3000	45000
<b>REYMONDET Stephanie</b>	2000	15000

<b>RINDERKNECHT Franck</b>	3000	45000
<b>TAROUORA Olivier</b>	2000	15000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	4000	75000
<b>BEAUFILS Joelle</b>	6000	100000
<b>FAVRE Valerie</b>	6000	100000
<b>BILLARD Christophe</b>	4000	75000
<b>BONVALOT Vivien</b>	2000	15000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	3000	45000
<b>CAMUS Nathalie</b>	3000	45000
<b>CARTERON Aurelie</b>	3000	45000
<b>CASTALLAN Romain</b>	2000	15000
<b>CAVKUSIC Emir</b>	3000	45000
<b>DUFOUR Virginie</b>	4000	75000
<b>FOURNIER Charlene</b>	3000	45000
<b>GATSCHINE Valerie</b>	3000	45000
<b>KLEIBER Judicael</b>	3000	45000
<b>LHULLIER-MONIN Gilles</b>	2000	15000
<b>MARTI Francois</b>	2000	15000
<b>MESTRE Nathalie</b>	2000	15000
<b>PELLEGRINI Laurent</b>	3000	45000
<b>POINSARD Thomas</b>	3000	45000
<b>PREAU Elodie</b>	3000	45000
<b>VIPREY Damien</b>	2000	15000
<b>BONNEFOY Laurent</b>	3000	45000
<b>CACHOD David</b>	3000	45000
<b>CHALAMET Sophie</b>	6000	100000
<b>COLLIN Julien</b>	3000	45000
<b>COURTOT Didier</b>	2000	15000
<b>GEORGEAULT Catherine</b>	4000	75000
<b>GRANADOS Lucile</b>	3000	45000
<b>GREMION Jean-Michel</b>	3000	45000
<b>GRILLON Celine</b>	3000	45000
<b>GUYON Veronique</b>	3000	45000
<b>HARLAY Marie-Helene</b>	3000	45000
<b>JACQUIN Laurent</b>	3000	45000
<b>LAMBERT Laurent</b>	6000	100000
<b>MESNIER Jerome</b>	3000	45000
<b>NEFF Benoit</b>	3000	45000
<b>RADET Anne</b>	4000	75000
<b>TALIDEC Jean-Francois</b>	2000	15000
<b>TOURNERET Luc</b>	3000	45000
<b>BECQWORT Nicolas</b>	3000	45000
<b>BORGES Alvaro-Philippe</b>	3000	45000

<b>CABAUD Benjamin</b>	3000	45000
<b>DAVAL Christophe</b>	4000	75000
<b>DESBOIS David</b>	2000	15000
<b>FLERON Gilles</b>	3000	45000
<b>GEHANT Maikel</b>	2000	15000
<b>HOMMET Valerie</b>	4000	75000
<b>KREBS Clemence</b>	3000	45000
<b>LAURENT Damien</b>	3000	45000
<b>LYAUTEY Anne</b>	3000	45000
<b>MILLEREAU Emmanuel</b>	3000	45000
<b>MONNIER Maurice</b>	3000	45000
<b>MOUREY Cyril</b>	2000	15000
<b>PAUL Florence</b>	3000	45000
<b>PERRON Antoine</b>	3000	45000
<b>QUEFFELEC Anthony</b>	2000	15000
<b>RAMELET Magalie</b>	2000	15000
<b>ROSELLI Thomas</b>	3000	45000
<b>STUCKLE Thierry</b>	3000	45000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	4000	75000

**Annexe VIII à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>BABIAK Nelly</b>	4000	75000
<b>COULOT Emilie</b>	4000	75000
<b>GALMICHE Frederic</b>	3000	45000
<b>HERRIOT Michel</b>	1000000	600000
<b>LUCAS Laurence</b>	4000	75000
<b>PORTIER Bruno</b>	4000	75000
<b>POUJOL Remi</b>	4000	75000
<b>BAREGE Julien</b>	3000	45000
<b>BOUGEOT Arnaud</b>	4000	75000
<b>DENIZOT Martine</b>	3000	45000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	15000	300000
<b>FREMIOT Virginie</b>	4000	75000
<b>SEVIN Christophe</b>	4000	75000
<b>THEUREL Sandrine</b>	3000	45000
<b>CHABOD Franck</b>	4000	75000
<b>GROSJEAN Pascaline</b>	3000	45000
<b>MONNOT Damien</b>	3000	45000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	1000000	600000
<b>BLONDELON Nadia</b>	6000	100000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	15000	300000
<b>BARBUT Jemmes</b>	2000	15000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	4000	75000
<b>BUATOIS Astrid</b>	3000	45000
<b>CANNARD Ferreol</b>	2000	15000
<b>CORGER Charlotte</b>	2000	15000
<b>DESPERIES Anthony</b>	3000	45000
<b>FAIRISE Camille</b>	2000	15000
<b>LAHOZ QUILEZ MESQUIDA Theresia</b>	3000	45000
<b>LEPRETRE Yann</b>	2000	15000
<b>LEROY Thomas</b>	4000	75000
<b>MARGUET Edouard</b>	2000	15000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	4000	75000
<b>ROSIER Eric</b>	3000	45000
<b>ABRAHAM Jean</b>	3000	45000
<b>AIZIN Bertrand</b>	4000	75000
<b>ANSELMO Karine</b>	3000	45000

<b>BAUBAN Marc</b>	2000	15000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	3000	45000
<b>BOSCARDIN Mickael</b>	2000	15000
<b>BRISBARE Romain</b>	2000	15000
<b>CARNEL Delphine</b>	3000	45000
<b>CASIER Ludovic</b>	2000	15000
<b>COINTET Alexandre</b>	3000	45000
<b>CUENOT Brigitte</b>	2000	15000
<b>DESBIEZ PIAT Emmanuel</b>	2000	15000
<b>DROZ VINCENT Jean-Baptiste</b>	3000	45000
<b>DUCOMBEAU Pierre</b>	3000	45000
<b>DURY Clara</b>	2000	15000
<b>FAVRET Corinne</b>	3000	45000
<b>GAGNEUR Franck</b>	3000	45000
<b>GLODEN Sonia</b>	3000	45000
<b>GUY Fabrice</b>	2000	15000
<b>HAMANN Fabien</b>	3000	45000
<b>HERSANT Melysande</b>	2000	15000
<b>HODZIC Dzemo</b>	3000	45000
<b>JOUBERT Marine</b>	2000	15000
<b>MACABIES Pauline</b>	2000	15000
<b>PAUQUET Faustine</b>	2000	15000
<b>PIERILLO David</b>	3000	45000
<b>PONS Jean-Marc</b>	3000	45000
<b>RICHARD Lionel</b>	4000	75000
<b>RIGOLLET Loic</b>	2000	15000
<b>ROLLAND Esteban</b>	2000	15000
<b>SILVESTRE Francois</b>	3000	45000
<b>THEVENIN Francois</b>	3000	45000
<b>TIBAH Axel</b>	2000	15000
<b>VOUILLAMOZ Sylvain</b>	2000	15000
<b>VUILLOT Valerie</b>	4000	75000
<b>BOUMAZA Moktar</b>	3000	45000
<b>BOURDIN Denis</b>	3000	45000
<b>CALANDRI Theo</b>	3000	45000
<b>DEBOTTE Benoit</b>	2000	15000
<b>DREZET Herve</b>	3000	45000
<b>GANE Audrey</b>	2000	15000
<b>GROS Francois</b>	2000	15000
<b>JARDINOT Thomas</b>	3000	45000
<b>LESUR Mathieu</b>	2000	15000
<b>PHILIBERT Nicolas</b>	2000	15000
<b>ROGE Quentin</b>	2000	15000

<b>SALVI Florent</b>	3000	45000
<b>SICLER Franck</b>	2000	15000
<b>TOUZEAU Marion</b>	4000	75000
<b>VERDIN Arnaud</b>	4000	75000
<b>ALEND A Catherine</b>	3000	45000
<b>COSTA Maryvonne</b>	2000	15000
<b>DURY Alexy</b>	3000	45000
<b>GOYATTON Renaud</b>	6000	100000
<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	6000	100000
<b>HOGYE Fabrice</b>	3000	45000
<b>LEFEBVRE Marie</b>	3000	45000
<b>LOLLIER Florian</b>	2000	15000
<b>GUENOT Emmanuelle</b>	3000	45000
<b>GUYON Marie-Alice</b>	6000	100000
<b>HIVER Françoise</b>	3000	45000
<b>PEQUEGNOT Stephane</b>	3000	45000
<b>SCHWOB Catherine</b>	3000	45000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	6000	100000
<b>TROESCH Severine</b>	3000	45000
<b>VIOT Alain</b>	2000	15000
<b>ZIMMERMANN Vincent</b>	3000	45000
<b>ALBERT Stephane</b>	3000	45000
<b>ALFIER Guillaume</b>	2000	15000
<b>ANAJGUAR Ali</b>	2000	15000
<b>BARCAT Marine</b>	2000	15000
<b>BONNARD Julien</b>	3000	45000
<b>DENNE Jerome</b>	4000	75000
<b>DESMAYSON Antoine</b>	2000	15000
<b>HARTMANN Christophe</b>	2000	15000
<b>HOUNKPATIN Dimitri</b>	2000	15000
<b>LASSUS Florence</b>	3000	45000
<b>LAUDET Mickael</b>	2000	15000
<b>LEMAIRE Ghislain</b>	2000	15000
<b>MILORD- RICO Sandrine</b>	3000	45000
<b>MONNET Johann</b>	2000	15000
<b>MOREL Nathalie</b>	3000	45000
<b>PERRIN Samuel</b>	3000	45000
<b>PLUTA Ludovic</b>	4000	75000
<b>SEMPEY Aurelien</b>	2000	15000
<b>VILLEMIN Maxime</b>	2000	15000
<b>VUILLAMIER Philippe</b>	3000	45000
<b>BAMBA Ali</b>	3000	45000
<b>BARDOUX Sevrine</b>	6000	100000

<b>BOCQUET Dominique</b>	3000	45000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	6000	100000
<b>CHOPARD Veronique</b>	2000	15000
<b>HAMANN Melanie</b>	3000	45000
<b>MARION Marie-Laure</b>	3000	45000
<b>QUEIJO Michel</b>	3000	45000
<b>ROBBE Alexia</b>	2000	15000
<b>THIAM Assane</b>	2000	15000
<b>DAMASE Alain</b>	15000	300000
<b>DONECHE Louis</b>	6000	100000
<b>CARION Sandrine</b>	2000	15000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	6000	100000
<b>FRAPET David</b>	6000	100000
<b>GRILLO Dave</b>	2000	15000
<b>LANOUX Genevieve</b>	3000	45000
<b>MEGISSIER Christian</b>	2000	15000
<b>PALLAVISINI Beatrice</b>	2000	15000
<b>PELLEGRINI Josselin</b>	3000	45000
<b>TURLE Elisabeth</b>	3000	45000
<b>VIDAL Jean-Claude</b>	3000	45000
<b>AVRIL Ludivine</b>	2000	15000
<b>BALDERER Sebastien</b>	2000	15000
<b>BAUD Katia</b>	2000	15000
<b>BETTING Mathieu</b>	3000	45000
<b>BRIDE Martial</b>	4000	75000
<b>BRIVET Pierre-Albin</b>	3000	45000
<b>BULOT Alain</b>	3000	45000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	4000	75000
<b>COSSON Romuald</b>	3000	45000
<b>CRETIN Thomas</b>	2000	15000
<b>DUMAITRE Loic</b>	2000	15000
<b>FOULONGNE Gregory</b>	2000	15000
<b>FUSIER Thierry</b>	2000	15000
<b>GEOFFROY Cindy</b>	2000	15000
<b>JOACHIM Fabienne</b>	3000	45000
<b>KIM Melissa</b>	2000	15000
<b>LEFEBVRE Julien</b>	3000	45000
<b>MAZEROT Marc</b>	3000	45000
<b>NABO Edith</b>	3000	45000
<b>ORDONO Roland</b>	2000	15000
<b>PENNEC Lucile</b>	3000	45000
<b>PERNET Marie-Pierre</b>	3000	45000
<b>REYMONDET Stephanie</b>	2000	15000

<b>RINDERKNECHT Franck</b>	3000	45000
<b>TARUOURA Olivier</b>	2000	15000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	4000	75000
<b>BEAUFILS Joelle</b>	6000	100000
<b>FAVRE Valerie</b>	6000	100000
<b>BILLARD Christophe</b>	4000	75000
<b>BONVALOT Vivien</b>	2000	15000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	3000	45000
<b>CAMUS Nathalie</b>	3000	45000
<b>CARTERON Aurelie</b>	3000	45000
<b>CASTALLAN Romain</b>	2000	15000
<b>CAVKUSIC Emir</b>	3000	45000
<b>DUFOUR Virginie</b>	4000	75000
<b>FOURNIER Charlene</b>	3000	45000
<b>GATSCHINE Valerie</b>	3000	45000
<b>KLEIBER Judicael</b>	3000	45000
<b>LHULLIER-MONIN Gilles</b>	2000	15000
<b>MARTI Francois</b>	2000	15000
<b>MESTRE Nathalie</b>	2000	15000
<b>PELLEGRINI Laurent</b>	3000	45000
<b>POINSARD Thomas</b>	3000	45000
<b>PREAU Elodie</b>	3000	45000
<b>VIPREY Damien</b>	2000	15000
<b>BONNEFOY Laurent</b>	3000	45000
<b>CACHOD David</b>	3000	45000
<b>CHALAMET Sophie</b>	6000	100000
<b>COLLIN Julien</b>	3000	45000
<b>COURTOT Didier</b>	2000	15000
<b>GEORGEAULT Catherine</b>	4000	75000
<b>GRANADOS Lucile</b>	3000	45000
<b>GREMION Jean-Michel</b>	3000	45000
<b>GRILLON Celine</b>	3000	45000
<b>GUYON Veronique</b>	3000	45000
<b>HARLAY Marie-Helene</b>	3000	45000
<b>JACQUIN Laurent</b>	3000	45000
<b>LAMBERT Laurent</b>	6000	100000
<b>MESNIER Jerome</b>	3000	45000
<b>NEFF Benoit</b>	3000	45000
<b>RADET Anne</b>	4000	75000
<b>TALIDEC Jean-Francois</b>	2000	15000
<b>TOURNERET Luc</b>	3000	45000
<b>BECQWORT Nicolas</b>	3000	45000
<b>BORGES Alvaro-Philippe</b>	3000	45000



<b>CABAUD Benjamin</b>	3000	45000
<b>DAVAL Christophe</b>	4000	75000
<b>DESBOIS David</b>	2000	15000
<b>FLERON Gilles</b>	3000	45000
<b>GEHANT Maikel</b>	2000	15000
<b>HOMMET Valerie</b>	4000	75000
<b>KREBS Clemence</b>	3000	45000
<b>LAURENT Damien</b>	3000	45000
<b>LYAUTEY Anne</b>	3000	45000
<b>MILLEREAU Emmanuel</b>	3000	45000
<b>MONNIER Maurice</b>	3000	45000
<b>MOUREY Cyril</b>	2000	15000
<b>PAUL Florence</b>	3000	45000
<b>PERRON Antoine</b>	3000	45000
<b>QUEFFELEC Anthony</b>	2000	15000
<b>RAMELET Magalie</b>	2000	15000
<b>ROSELLI Thomas</b>	3000	45000
<b>STUCKLE Thierry</b>	3000	45000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	4000	75000

**Annexe IX à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>BABIAK Nelly</b>	15000	150000
<b>COULOT Emilie</b>	15000	150000
<b>GALMICHE Frederic</b>	15000	150000
<b>HERRIOT Michel</b>	300000	300000
<b>LUCAS Laurence</b>	15000	150000
<b>PORTIER Bruno</b>	15000	150000
<b>POUJOL Remi</b>	15000	150000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	15000	150000
<b>CHABOD Franck</b>	15000	150000
<b>GROSJEAN Pascaline</b>	15000	150000
<b>MONNOT Damien</b>	15000	150000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	300000	300000
<b>BLONDELON Nadia</b>	15000	150000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	300000	300000
<b>BARBUT Jemmes</b>	15000	150000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	15000	150000
<b>BUATOIS Astrid</b>	15000	150000
<b>CANNARD Ferreol</b>	15000	150000
<b>CORGER Charlotte</b>	15000	150000
<b>DESPERIES Anthony</b>	15000	150000
<b>FAIRISE Camille</b>	15000	150000
<b>LAHOZ QUILEZ MESQUIDA Theresia</b>	15000	150000
<b>LEPRETRE Yann</b>	15000	150000
<b>LEROY Thomas</b>	15000	150000
<b>MARGUET Edouard</b>	15000	150000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	15000	150000
<b>ROSIER Eric</b>	15000	150000
<b>ABRAHAM Jean</b>	15000	150000
<b>AIZIN Bertrand</b>	15000	150000
<b>ANSELMO Karine</b>	15000	150000
<b>BAUBAN Marc</b>	15000	150000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	15000	150000
<b>BOSCARDIN Mickael</b>	15000	150000
<b>BRISBARE Romain</b>	15000	150000
<b>CARNEL Delphine</b>	15000	150000

<b>CASIER Ludovic</b>	15000	150000
<b>COINTET Alexandre</b>	15000	150000
<b>CUENOT Brigitte</b>	15000	150000
<b>DESBIEZ PIAT Emmanuel</b>	15000	150000
<b>DROZ VINCENT Jean-Baptiste</b>	15000	150000
<b>DUCOMBEAU Pierre</b>	15000	150000
<b>DURY Clara</b>	15000	150000
<b>FAVRET Corinne</b>	15000	150000
<b>GAGNEUR Franck</b>	15000	150000
<b>GLODEN Sonia</b>	15000	150000
<b>GUY Fabrice</b>	15000	150000
<b>HAMANN Fabien</b>	15000	150000
<b>HERSANT Melysande</b>	15000	150000
<b>HODZIC Dzemo</b>	15000	150000
<b>JOUBERT Marine</b>	15000	150000
<b>MACABIES Pauline</b>	15000	150000
<b>PAUQUET Faustine</b>	15000	150000
<b>PIERILLO David</b>	15000	150000
<b>PONS Jean-Marc</b>	15000	150000
<b>RICHARD Lionel</b>	15000	150000
<b>RIGOLLET Loic</b>	15000	150000
<b>ROLLAND Esteban</b>	15000	150000
<b>SILVESTRE Francois</b>	15000	150000
<b>THEVENIN Francois</b>	15000	150000
<b>TIBAH Axel</b>	15000	150000
<b>VOUILLAMOZ Sylvain</b>	15000	150000
<b>VUILLOT Valerie</b>	15000	150000
<b>BOUMAZA Moktar</b>	15000	150000
<b>BOURDIN Denis</b>	15000	150000
<b>CALANDRI Theo</b>	15000	150000
<b>DEBOTTE Benoit</b>	15000	150000
<b>DREZET Herve</b>	15000	150000
<b>GANE Audrey</b>	15000	150000
<b>GROS Francois</b>	15000	150000
<b>JARDINOT Thomas</b>	15000	150000
<b>LESUR Mathieu</b>	15000	150000
<b>PHILIBERT Nicolas</b>	15000	150000
<b>ROGE Quentin</b>	15000	150000
<b>SALVI Florent</b>	15000	150000
<b>SICLER Franck</b>	15000	150000
<b>TOUZEAU Marion</b>	15000	150000
<b>VERDIN Arnaud</b>	15000	150000
<b>GOYATTON Renaud</b>	15000	150000

<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	15000	150000
<b>GUYON Marie-Alice</b>	15000	150000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	15000	150000
<b>ALBERT Stephane</b>	15000	150000
<b>ALFIER Guillaume</b>	15000	150000
<b>ANAJGUAR Ali</b>	15000	150000
<b>BARCAT Marine</b>	15000	150000
<b>BONNARD Julien</b>	15000	150000
<b>DENNE Jerome</b>	15000	150000
<b>DESMAISON Antoine</b>	15000	150000
<b>HARTMANN Christophe</b>	15000	150000
<b>HOUNKPATIN Dimitri</b>	15000	150000
<b>LASSUS Florence</b>	15000	150000
<b>LAUDET Mickael</b>	15000	150000
<b>LEMAIRE Ghislain</b>	15000	150000
<b>MILORD- RICO Sandrine</b>	15000	150000
<b>MONNET Johann</b>	15000	150000
<b>MOREL Nathalie</b>	15000	150000
<b>PERRIN Samuel</b>	15000	150000
<b>PLUTA Ludovic</b>	15000	150000
<b>SEMPEY Aurelien</b>	15000	150000
<b>VILLEMIN Maxime</b>	15000	150000
<b>VUILLAMIER Philippe</b>	15000	150000
<b>BARDOUX Sevrine</b>	15000	150000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	15000	150000
<b>DAMASE Alain</b>	300000	300000
<b>DONECHE Louis</b>	15000	150000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	15000	150000
<b>FRAPET David</b>	15000	150000
<b>AVRIL Ludivine</b>	15000	150000
<b>BALDERER Sebastien</b>	15000	150000
<b>BAUD Katia</b>	15000	150000
<b>BETTING Mathieu</b>	15000	150000
<b>BRIDE Martial</b>	15000	150000
<b>BRIVET Pierre-Albin</b>	15000	150000
<b>BULOT Alain</b>	15000	150000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	15000	150000
<b>COSSON Romuald</b>	15000	150000
<b>CRETIN Thomas</b>	15000	150000
<b>DUMAITRE Loic</b>	15000	150000
<b>FOULONGNE Gregory</b>	15000	150000
<b>FUSIER Thierry</b>	15000	150000
<b>GEOFFROY Cindy</b>	15000	150000

<b>JOACHIM Fabienne</b>	15000	150000
<b>KIM Melissa</b>	15000	150000
<b>LEFEBVRE Julien</b>	15000	150000
<b>MAZEROT Marc</b>	15000	150000
<b>NABO Edith</b>	15000	150000
<b>ORDONO Roland</b>	15000	150000
<b>PENNEC Lucile</b>	15000	150000
<b>PERNET Marie-Pierre</b>	15000	150000
<b>REYMONDET Stephanie</b>	15000	150000
<b>RINDERKNECHT Franck</b>	15000	150000
<b>TARUOURA Olivier</b>	15000	150000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	15000	150000
<b>BEAUFILS Joelle</b>	15000	150000
<b>FAVRE Valerie</b>	15000	150000
<b>BILLARD Christophe</b>	15000	150000
<b>BONVALOT Vivien</b>	15000	150000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	15000	150000
<b>CAMUS Nathalie</b>	15000	150000
<b>CARTERON Aurelie</b>	15000	150000
<b>CASTALLAN Romain</b>	15000	150000
<b>CAVKUSIC Emir</b>	15000	150000
<b>DUFOUR Virginie</b>	15000	150000
<b>FOURNIER Charlene</b>	15000	150000
<b>GATSCHINE Valerie</b>	15000	150000
<b>KLEIBER Judicael</b>	15000	150000
<b>LHULLIER-MONIN Gilles</b>	15000	150000
<b>MARTI Francois</b>	15000	150000
<b>MESTRE Nathalie</b>	15000	150000
<b>PELLEGRINI Laurent</b>	15000	150000
<b>POINSARD Thomas</b>	15000	150000
<b>PREAU Elodie</b>	15000	150000
<b>VIPREY Damien</b>	15000	150000
<b>CHALAMET Sophie</b>	15000	150000
<b>LAMBERT Laurent</b>	15000	150000
<b>BECQWORT Nicolas</b>	15000	150000
<b>BORGES Alvaro-Philippe</b>	15000	150000
<b>CABAUD Benjamin</b>	15000	150000
<b>DAVAL Christophe</b>	15000	150000
<b>DESBOIS David</b>	15000	150000
<b>FLERON Gilles</b>	15000	150000
<b>GEHANT Maikel</b>	15000	150000
<b>HOMMET Valerie</b>	15000	150000
<b>KREBS Clemence</b>	15000	150000

<b>LAURENT Damien</b>	15000	150000
<b>LYAUTEY Anne</b>	15000	150000
<b>MILLEREAU Emmanuel</b>	15000	150000
<b>MONNIER Maurice</b>	15000	150000
<b>MOUREY Cyril</b>	15000	150000
<b>PAUL Florence</b>	15000	150000
<b>PERRON Antoine</b>	15000	150000
<b>QUEFFELEC Anthony</b>	15000	150000
<b>RAMELET Magalie</b>	15000	150000
<b>ROSELLI Thomas</b>	15000	150000
<b>STUCKLE Thierry</b>	15000	150000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	15000	150000

**Annexe X à la décision n° 2022/4 du 1 juil. 2022 du directeur régional *LIGIOT Bruno***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>BABIAK Nelly</b>	15000	150000
<b>COULOT Emilie</b>	15000	150000
<b>GALMICHE Frederic</b>	15000	150000
<b>HERRIOT Michel</b>	300000	300000
<b>LUCAS Laurence</b>	15000	150000
<b>PORTIER Bruno</b>	15000	150000
<b>POUJOL Remi</b>	15000	150000
<b>DEPARETERE Philippe</b>	15000	150000
<b>CHABOD Franck</b>	15000	150000
<b>GROSJEAN Pascaline</b>	15000	150000
<b>MONNOT Damien</b>	15000	150000
<b>POMATHIOS Yasmina</b>	300000	300000
<b>BLONDELON Nadia</b>	15000	150000
<b>SOLLIEZ Christian</b>	300000	300000
<b>BARBUT Jemmes</b>	15000	150000
<b>BOURGEOIS Philippe</b>	15000	150000
<b>BUATOIS Astrid</b>	15000	150000
<b>CANNARD Ferreol</b>	15000	150000
<b>CORGER Charlotte</b>	15000	150000
<b>DESPERIES Anthony</b>	15000	150000
<b>FAIRISE Camille</b>	15000	150000
<b>LAHOZ QUILEZ MESQUIDA Theresia</b>	15000	150000
<b>LEPRETRE Yann</b>	15000	150000
<b>LEROY Thomas</b>	15000	150000
<b>MARGUET Edouard</b>	15000	150000
<b>MARYSSAEL Alain</b>	15000	150000
<b>ROSIER Eric</b>	15000	150000
<b>ABRAHAM Jean</b>	15000	150000
<b>AIZIN Bertrand</b>	15000	150000
<b>ANSELMO Karine</b>	15000	150000
<b>BAUBAN Marc</b>	15000	150000
<b>BONTEMPS Sebastien</b>	15000	150000
<b>BOSCARDIN Mickael</b>	15000	150000
<b>BRISBARE Romain</b>	15000	150000
<b>CARNEL Delphine</b>	15000	150000

<b>CASIER Ludovic</b>	15000	150000
<b>COINTET Alexandre</b>	15000	150000
<b>CUENOT Brigitte</b>	15000	150000
<b>DESBIEZ PIAT Emmanuel</b>	15000	150000
<b>DROZ VINCENT Jean-Baptiste</b>	15000	150000
<b>DUCOMBEAU Pierre</b>	15000	150000
<b>DURY Clara</b>	15000	150000
<b>FAVRET Corinne</b>	15000	150000
<b>GAGNEUR Franck</b>	15000	150000
<b>GLODEN Sonia</b>	15000	150000
<b>GUY Fabrice</b>	15000	150000
<b>HAMANN Fabien</b>	15000	150000
<b>HERSANT Melysande</b>	15000	150000
<b>HODZIC Dzemo</b>	15000	150000
<b>JOUBERT Marine</b>	15000	150000
<b>MACABIES Pauline</b>	15000	150000
<b>PAUQUET Faustine</b>	15000	150000
<b>PIERILLO David</b>	15000	150000
<b>PONS Jean-Marc</b>	15000	150000
<b>RICHARD Lionel</b>	15000	150000
<b>RIGOLLET Loic</b>	15000	150000
<b>ROLLAND Esteban</b>	15000	150000
<b>SILVESTRE Francois</b>	15000	150000
<b>THEVENIN Francois</b>	15000	150000
<b>TIBAH Axel</b>	15000	150000
<b>VOUILLAMOZ Sylvain</b>	15000	150000
<b>VUILLOT Valerie</b>	15000	150000
<b>BOUMAZA Moktar</b>	15000	150000
<b>BOURDIN Denis</b>	15000	150000
<b>CALANDRI Theo</b>	15000	150000
<b>DEBOTTE Benoit</b>	15000	150000
<b>DREZET Herve</b>	15000	150000
<b>GANE Audrey</b>	15000	150000
<b>GROS Francois</b>	15000	150000
<b>JARDINOT Thomas</b>	15000	150000
<b>LESUR Mathieu</b>	15000	150000
<b>PHILIBERT Nicolas</b>	15000	150000
<b>ROGE Quentin</b>	15000	150000
<b>SALVI Florent</b>	15000	150000
<b>SICLER Franck</b>	15000	150000
<b>TOUZEAU Marion</b>	15000	150000
<b>VERDIN Arnaud</b>	15000	150000
<b>GOYATTON Renaud</b>	15000	150000



<b>GUERIN DE TOURVILLE Philippe</b>	15000	150000
<b>GUYON Marie-Alice</b>	15000	150000
<b>SOUJAEFF Frederic</b>	15000	150000
<b>ALBERT Stephane</b>	15000	150000
<b>ALFIER Guillaume</b>	15000	150000
<b>ANAJGUAR Ali</b>	15000	150000
<b>BARCAT Marine</b>	15000	150000
<b>BONNARD Julien</b>	15000	150000
<b>DENNE Jerome</b>	15000	150000
<b>DESMAISON Antoine</b>	15000	150000
<b>HARTMANN Christophe</b>	15000	150000
<b>HOUNKPATIN Dimitri</b>	15000	150000
<b>LASSUS Florence</b>	15000	150000
<b>LAUDET Mickael</b>	15000	150000
<b>LEMAIRE Ghislain</b>	15000	150000
<b>MILORD- RICO Sandrine</b>	15000	150000
<b>MONNET Johann</b>	15000	150000
<b>MOREL Nathalie</b>	15000	150000
<b>PERRIN Samuel</b>	15000	150000
<b>PLUTA Ludovic</b>	15000	150000
<b>SEMPEY Aurelien</b>	15000	150000
<b>VILLEMIN Maxime</b>	15000	150000
<b>VUILLAMIER Philippe</b>	15000	150000
<b>BARDOUX Sevrine</b>	15000	150000
<b>CHIFFRE Chantal</b>	15000	150000
<b>DAMASE Alain</b>	300000	300000
<b>DONECHE Louis</b>	15000	150000
<b>FINETTE Marie-Laure</b>	15000	150000
<b>FRAPET David</b>	15000	150000
<b>AVRIL Ludivine</b>	15000	150000
<b>BALDERER Sebastien</b>	15000	150000
<b>BAUD Katia</b>	15000	150000
<b>BETTING Mathieu</b>	15000	150000
<b>BRIDE Martial</b>	15000	150000
<b>BRIVET Pierre-Albin</b>	15000	150000
<b>BULOT Alain</b>	15000	150000
<b>CLAVELIN Pierre-Luc</b>	15000	150000
<b>COSSON Romuald</b>	15000	150000
<b>CRETIN Thomas</b>	15000	150000
<b>DUMAITRE Loic</b>	15000	150000
<b>FOULONGNE Gregory</b>	15000	150000
<b>FUSIER Thierry</b>	15000	150000
<b>GEOFFROY Cindy</b>	15000	150000

<b>JOACHIM Fabienne</b>		
<b>KIM Melissa</b>	15000	150000
<b>LEFEBVRE Julien</b>	15000	150000
<b>MAZEROT Marc</b>	15000	150000
<b>NABO Edith</b>	15000	150000
<b>ORDONO Roland</b>	15000	150000
<b>PENNEC Lucile</b>	15000	150000
<b>PERNET Marie-Pierre</b>	15000	150000
<b>REYMONDET Stephanie</b>	15000	150000
<b>RINDERKNECHT Franck</b>	15000	150000
<b>TARUOURA Olivier</b>	15000	150000
<b>VAUCHEZ Jean-Marc</b>	15000	150000
<b>BEAUFILS Joelle</b>	15000	150000
<b>FAVRE Valerie</b>	15000	150000
<b>BILLARD Christophe</b>	15000	150000
<b>BONVALOT Vivien</b>	15000	150000
<b>BRUGIROUX Beatrice</b>	15000	150000
<b>CAMUS Nathalie</b>	15000	150000
<b>CARTERON Aurelie</b>	15000	150000
<b>CASTALLAN Romain</b>	15000	150000
<b>CAVKUSIC Emir</b>	15000	150000
<b>DUFOUR Virginie</b>	15000	150000
<b>FOURNIER Charlene</b>	15000	150000
<b>GATSCHINE Valerie</b>	15000	150000
<b>KLEIBER Judicael</b>	15000	150000
<b>LHULLIER-MONIN Gilles</b>	15000	150000
<b>MARTI Francois</b>	15000	150000
<b>MESTRE Nathalie</b>	15000	150000
<b>PELLEGRINI Laurent</b>	15000	150000
<b>POINSARD Thomas</b>	15000	150000
<b>PREAU Elodie</b>	15000	150000
<b>VIPREY Damien</b>	15000	150000
<b>CHALAMET Sophie</b>	15000	150000
<b>LAMBERT Laurent</b>	15000	150000
<b>BECQWORT Nicolas</b>	15000	150000
<b>BORGES Alvaro-Philippe</b>	15000	150000
<b>CABAUD Benjamin</b>	15000	150000
<b>DAVAL Christophe</b>	15000	150000
<b>DESBOIS David</b>	15000	150000
<b>FLERON Gilles</b>	15000	150000
<b>GEHANT Maikel</b>	15000	150000
<b>HOMMET Valerie</b>	15000	150000
<b>KREBS Clemence</b>	15000	150000

<b>LAURENT Damien</b>	15000	150000
<b>LYAUTEY Anne</b>	15000	150000
<b>MILLEREAU Emmanuel</b>	15000	150000
<b>MONNIER Maurice</b>	15000	150000
<b>MOUREY Cyril</b>	15000	150000
<b>PAUL Florence</b>	15000	150000
<b>PERRON Antoine</b>	15000	150000
<b>QUEFFELEC Anthony</b>	15000	150000
<b>RAMELET Magalie</b>	15000	150000
<b>ROSELLI Thomas</b>	15000	150000
<b>STUCKLE Thierry</b>	15000	150000
<b>VERNASSIER Bruno</b>	15000	150000



DREAL Bourgogne Franche-Comté

25-2022-07-01-00019

Arrêté ministériel du 01 juillet 2022 portant  
autorisation d' introduction dans le milieu  
naturel de spécimens d' espèces protégées et  
dérogation à la protection stricte des espèces  
(Lynx lynx)

NOR : TREL2218563A

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique et  
de la cohésion des territoires

Direction de l'eau et de la biodiversité

Arrêté du 01 JUIL. 2022

**portant autorisation d'introduction dans le milieu naturel de spécimens d'espèces  
protégées et dérogation à la protection stricte des espèces (*Lynx lynx*)**

NOR : TREL2218563A

*(Texte non paru au journal officiel)*

## **La ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1 et suivants, R. 411-1 à R. 411-14, et R. 411-31 à R. 411-36 ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 1999 modifié fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département modifié ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 modifié interdisant sur le territoire métropolitain l'introduction dans le milieu naturel de spécimens vivants de certaines espèces d'animaux vertébrés protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 39 2019 0107 CSPP du 05 juillet 2019 portant modification de l'autorisation d'ouverture d'un établissement (Centre Athénas) pratiquant des soins sur des animaux de la faune sauvage ;

Vu la demande de dérogation aux interdictions de capture, transport et détention (si nécessaire) dans le cadre de l'activité du centre de soins, ainsi que la demande d'autorisation d'introduction dans le milieu naturel de spécimens de Lynx (*Lynx lynx*) en date du 25 septembre 2021 déposée par le Centre Athénas auprès des préfets de l'Ain, de la Savoie, de la Haute-Savoie, du Rhône, du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura, du Territoire de Belfort, de la Saône-et-Loire,

de la Côte d'or, des Vosges, de la Moselle, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Haute-Marne, et de la Meurthe-et-Moselle ;

Vu le rapport d'instruction de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (DREAL BFC) en date du 10 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 21 juin 2022 ;

Vu l'absence d'observation formulée lors de la consultation du public réalisée par voie électronique du 12 au 30 mai 2022, en application de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement ;

Vu le Plan national d'actions en faveur du Lynx boréal (2022-2026) ;

Vu le certificat de capacité délivré le 25 juin 1990 à Monsieur Gilles MOYNE, directeur du Centre Athénas pour l'élevage à des fins de soins et de remise en condition avant réinsertion dans le milieu naturel, de spécimens vivants d'espèces métropolitaines de mammifères et d'oiseaux ;

Vu le certificat de capacité délivré le 1<sup>er</sup> octobre 2015 à Madame Lorane MOUZON, salariée du Centre Athénas pour l'élevage à des fins de soins et de remise en condition avant réinsertion dans le milieu naturel, de spécimens vivants d'espèces métropolitaines de mammifères et d'oiseaux ;

Considérant que les opérations prévues dans le présent arrêté délivré au Centre Athénas s'inscrivent dans un intérêt de protection et de conservation de l'espèce Lynx boréal (*Lynx lynx*), participent à la restauration et au maintien de celle-ci dans un état de conservation favorable et ont vocation à intervenir en dernier ressort et à être limitées aux situations de détresse d'origine anthropique ;

Considérant que sont mises en œuvre sur l'ensemble de l'aire de répartition du lynx actuellement observée sur le territoire national différentes mesures propres à garantir la conservation et la protection de l'espèce, la sécurité publique et des biens ainsi que la protection des intérêts agricoles et qu'un suivi individuel de chaque spécimen de lynx relâché sera réalisé ;

Considérant, d'une part, que les activités conduites par le Centre Athénas ne présentent aucun impact défavorable sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées et, d'autre part, que les vocation et mission de cet établissement visent à réaliser des soins et à réhabiliter des animaux blessés de la faune sauvage ; que, de ce fait, il n'existe pas de solution alternative satisfaisante ;

Considérant que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de l'espèce Lynx boréal dans son aire de répartition naturelle ;

Considérant la mise en place d'un groupe de travail ayant pour mission de faire des propositions en matière, notamment, d'épidémiologie des lynx vivants, de gestion du risque sanitaire et de gestion des lynx en détresse, dont les travaux pourront motiver, à court ou moyen terme, l'évolution des prescriptions du présent arrêté,

**Arrête :**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Identité du bénéficiaire**

Le bénéficiaire du présent arrêté est le Centre Athénas dont le siège social se situe 366 chemin de Montceau, 39570 L'ETOILE, représenté par son président. Le bénéficiaire est désigné ci-après « le Centre Athénas ».

En tant que titulaires de certificat de capacité, Monsieur Gilles MOYNE et Madame Lorane MOUZON, seuls, sont autorisés à procéder aux opérations décrites au présent arrêté.

## **Article 2 : Nature des opérations autorisées**

Le Centre Athénas est autorisé à procéder :

1- à la capture manuelle, avec une épuisette ou au moyen d'une cage-piège avec appât carné, dans les départements de l'Ain, de la Savoie, de la Haute-Savoie, du Rhône, du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura, du Territoire de Belfort, de la Saône-et-Loire, de la Côte d'or, des Vosges, de la Moselle, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Haute-Marne et de la Meurthe-et-Moselle,

a. de spécimens de Lynx de moins de 10 mois, dès lors que les critères définis à l'article 3.2.1 du présent arrêté permettront de les considérer comme « en détresse »,

b. de spécimens de Lynx de tous âges en difficulté temporaire, pour une cause d'origine anthropique, dès lors que les critères définis à l'article 3.2.2 du présent arrêté sont remplis.

2- au transport, si nécessaire, dans ces mêmes départements :

a. depuis le lieu de capture jusqu'au Centre Athénas, en vue d'apporter les soins nécessaires à leur réinsertion ultérieure dans le milieu naturel,

b. depuis le Centre Athénas jusqu'au site de relâcher retenu.

3- à l'introduction dans le milieu naturel sur un site adapté, dès lors que les principes et modalités fixés par l'article 5 du présent arrêté conduisent à retenir un secteur de relâcher situé dans ces mêmes départements.

Les spécimens de Lynx retrouvés morts par le Centre Athénas ne doivent en aucun cas être déplacés par celui-ci. Ceux qui sont morts pendant leur transport après leur prise en charge par le Centre Athénas, ainsi que pendant les soins prodigués dans les locaux du Centre Athénas –doivent être remis sans délai au service départemental de l'Office français de la biodiversité (OFB) compétent au regard du lieu de la mort du spécimen. Ils ne doivent en aucun cas avoir été autopsiés dans le Centre ou avoir fait l'objet d'un début d'autopsie, ni congelés (conservation éventuelle en chambre froide) afin de mettre en œuvre de façon réactive un examen nécropsique systématique par le Laboratoire départemental d'analyses (agrégation de cas avec mêmes signes cliniques ou si détection de maladie contagieuse ou émergente).

Le présent arrêté est délivré sous réserve du respect de la capacité d'accueil prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'ouverture d'établissement (Centre Athénas pratiquant des soins sur les animaux de la faune sauvage pour cette espèce).

## **Article 3 : Modalités de capture**

### **3-1 : information préalable des services de l'État**

Les services de l'État (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL, Direction départementale des territoires - DDT - et services départementaux de l'OFB territorialement compétents) sont informés sans délai de tous les signalements plausibles de lynx en détresse portés à la connaissance du Centre Athénas, quand bien même les informations n'auraient pas encore été vérifiées.

### **3-2 : critères et validation de la capture**

Un lynx en difficulté est un lynx dont la survie est supposée menacée du fait de son incapacité à se déplacer/fuir sur de longues distances ou à subvenir à ses besoins par lui-même dans son milieu naturel. Cet handicap pourrait, sans intervention humaine, entraîner la mort de l'animal.



### 3.2.1 - Pour les jeunes lynx de moins de 10 mois en détresse :

Les huit critères permettant de qualifier les jeunes lynx en détresse sont les suivants :

1. observation diurne ou nocturne d'un (ou plusieurs) jeune(s) isolé(s) durant 48 h ;
2. absence durable de spécimen adulte à proximité (au moins 48 h) ;
3. animal visiblement amaigri ;
4. proximité des habitations ou des exploitations agricoles ;
5. recherche de nourriture de type aliments pour chiens/chats ;
6. tentative de capture de petits animaux domestiques (lapins, chats) ;
7. distance de fuite réduite : l'animal se laisse approcher à moins de 5 mètres avant de fuir en dernier recours ;
8. animal prostré, apathique, désorienté ou présentant des troubles cliniques sévères.

Ils sont regroupés en trois familles :

1° la première (critères 1 et 2) est relative à l'observation de l'animal en tant que sujet « vu seul » ;

2° la deuxième (critères 3 à 6) concerne un état de dénutrition et les changements de comportements qui en découlent (amaigrissement, recherche d'alimentation à proximité des habitations humaines) ;

3° la troisième (critères 7 et 8) concerne les conséquences de l'état d'amaigrissement et d'épuisement physique (animal qui hésite à mobiliser le peu de réserves lui restant pour fuir avant qu'une distance très courte le sépare de l'observateur, ou animal restant prostré).

Afin de parvenir à une approche équilibrée des risques, d'une part celui d'intervenir trop vite et de capturer un sujet jugé à tort en détresse, d'autre part celui de ne pas intervenir assez vite et de mettre en danger de mort un animal déjà dénutri, la qualification de l'état de détresse se fait sur la base de l'observation d'au moins deux critères appartenant à au moins deux familles.

### 3.2.2 - Pour les lynx de tous âges en difficulté temporaire pour une cause d'origine anthropique:

Les spécimens de lynx visés à l'article 2.1.b du présent arrêté sont ceux :

1. blessés ;
2. ou entravés ;
3. ou présentant une pathologie incapacitante,

se trouvant en difficulté temporaire, à la suite d'une collision routière, d'une tentative de destruction illégale ou de toute autre cause d'origine anthropique.

### **3-3 : période autorisée**

Compte tenu de la biologie de l'espèce (cycles de reproduction, émancipation et dispersion), pour les spécimens relevant de la catégorie visée à l'article 3.2.1 du présent arrêté, les captures ne peuvent avoir lieu qu'entre le 1er juillet et le 1er mars.

Les spécimens relevant de la catégorie visée à l'article 3.2.2 du présent arrêté peuvent être pris en charge tout au long de l'année.

### **3-4 : opération technique de capture**

Une fois l'information prévue à l'article 3.1 du présent arrêté mise en œuvre, et après validation formelle par le service départemental de l'OFB compétent des critères de prise en charge, le Centre Athénas pourra mettre en place les dispositifs destinés à la capture du ou des spécimens ciblés.

Le Centre Athénas informe sans délai le service départemental de l'OFB et les services de l'Etat (DDT et DREAL) territorialement compétents de la capture. Le cas échéant, la DREAL territorialement compétente informe la DREAL Bourgogne-Franche-Comté de cette capture.

### **3-5 : évaluation du spécimen**

Après une évaluation de l'état physiologique de l'individu par un vétérinaire et en fonction de l'état de santé de l'animal, le spécimen capturé peut être :

1. soit relâché dans les 24 heures dans un milieu adapté dans un rayon de six kilomètres autour du point de capture ;
2. soit relâché dans un délai maximum de quinze jours dans ce même périmètre au terme d'un séjour au sein du Centre Athénas dans des conditions évitant toute atteinte à l'intégrité de l'animal et à son comportement ;
3. soit hébergé dans ce même centre de sauvegarde de la faune sauvage.

Dans le cas mentionné au point 3 ci-dessus, à la suite des soins nécessaires qui lui seront apportés, l'introduction et le relâcher de cet animal dans le milieu naturel ne peuvent avoir lieu que dans le respect des principes établis à l'article 5 du présent arrêté.

### **3.6 : collecte de données et d'échantillons**

Les lynx anesthésiés pour un examen vétérinaire devront subir une évaluation oculaire ainsi qu'une évaluation cardiaque avec un enregistrement au stéthoscope électronique. Les résultats de ces évaluations et les données correspondantes sont transmises dans les meilleurs délais possibles à l'unité sanitaire de la faune (USF) de l'OFB.

Pour toute capture, que le spécimen soit ou non relâché immédiatement, quel que soit le département, le Centre Athénas adresse dans les 15 jours qui suivent la capture ou, à défaut de pouvoir collecter ces éléments au moment de la capture, au plus tard dans les 15 jours qui suivent le relâcher :

- des photos des flancs droit et gauche (prises perpendiculaire, membres tendus) au responsable de la photo-identification localisé à la direction régionale de l'OFB pour la région Bourgogne-Franche-Comté ;
- les échantillons sérologiques suivants : sérum congelé dans tube sec et sang total EDTA congelé au laboratoire départemental d'analyses vétérinaires désigné par l'USF de l'OFB. Ces échantillons, nécessaires à la constitution d'une sérothèque sur l'espèce seront conservés dans ces conditions, ne remettant pas en cause leur exploitation ultérieure (-20° puis -80°C au laboratoire). Ils sont transmis au laboratoire dans les meilleurs délais possibles avec l'ensemble des commémoratifs permettant d'assurer la traçabilité de l'individu.

### **Article 4 : Compte-rendu de capture**

Dans les 15 jours qui suivent chaque capture, le Centre Athénas établit un compte-rendu de capture incluant les éléments mentionnés à l'annexe 1 du présent arrêté et l'adresse au service départemental de l'OFB et à la DREAL territorialement compétents. Le cas échéant, la DREAL territorialement compétente adresse ce compte-rendu à la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

### **Article 5 : Modalités d'introduction et de relâcher dans le milieu naturel**

#### **5-1 : Période d'introduction et de relâcher dans le milieu naturel**

L'introduction ou le relâcher dans le milieu naturel est réalisé :

- l'année suivant la capture pour les spécimens âgés de moins de 10 mois mentionnés au a du 1 de l'article 2 du présent arrêté une fois qu'ils sont aptes à subvenir à leurs propres besoins alimentaires et au plus tard le 15 mai ;

- au plus tôt pour les spécimens mentionnés au b du 1 de l'article 2 du présent arrêté.

### **5-2 : Choix et validation du site**

Pour le site d'introduction de l'animal dans le milieu naturel, la proximité du lieu de capture est privilégiée. Les principes suivants sont également pris en compte dans le choix du site :

- les propriétés de l'État sont priorisées, puis les terrains communaux après information du maire et enfin les propriétés privées après accord des propriétaires ;

- une évaluation intègre des paramètres ayant trait à la biologie de la conservation comme aux impératifs de limitation des interactions potentielles avec les activités humaines (points noirs de collisions sur des infrastructures de transport, foyers d'attaques, impératifs biologiques de l'espèce...);

- toute capture en front de colonisation donne lieu à une introduction dans le milieu naturel dans cette même zone ;

Sur cette base, le bénéficiaire du présent arrêté propose pour chaque introduction de lynx dans le milieu naturel, et au moins un mois et demi avant la date prévisionnelle d'introduction, un site potentiel à la DREAL territorialement compétente au regard du site proposé. Le cas échéant, la DREAL territorialement compétente en informe la DREAL Bourgogne-Franche-Comté. La DREAL consulte pour avis le préfet (DDT) et le service départemental de l'OFB territorialement compétents. L'avis de la DREAL et les avis mentionnés ci-dessus sont transmis pour validation au ministère en charge de la protection de la nature.

### **5-3 : Information des services**

Après validation officielle du site d'introduction dans le milieu naturel, le préfet (DDT) territorialement compétent informe le maire de la commune.

Afin de garantir la sécurité sur le site et le bon déroulement des opérations, le préfet (DDT) territorialement compétent informe le maire de la commune du site d'introduction dans le milieu naturel ainsi que la brigade territoriale autonome de la gendarmerie nationale territorialement compétente.

### **5-4 : Soins et équipement des lynx avant l'introduction ou le relâcher dans le milieu naturel**

Tous les spécimens capturés sont équipés d'un transpondeur permettant de les identifier individuellement. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice du respect par le Centre Athénas de la réglementation relative à l'expérimentation animale, et dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux actes vétérinaires et à l'exercice de la médecine vétérinaire sur le territoire national.

Chaque spécimen ayant fait l'objet d'un hébergement d'une durée supérieure à 15 jours, préalablement à son introduction dans le milieu naturel, est muni d'un collier avec balise Argos/GPS et balise VHF conformément aux prescriptions techniques de l'annexe 3 du présent arrêté, ou de tout autre dispositif équivalent adapté afin d'assurer, sans inconvénient pour l'animal, le suivi de ses déplacements pendant une période d'au moins un an.

Ce suivi contribue à l'optimisation du protocole d'élevage réalisé par le Centre Athénas, à l'évaluation de la capacité d'adaptation de chaque animal introduit dans le milieu naturel, de son émancipation ou encore de son comportement reproducteur.

### **5.5 : Contrôle des opérations d'introduction et de relâcher dans le milieu naturel**

Les opérations d'introduction ou de relâcher dans le milieu naturel et de suivi sont réalisées sous le contrôle des agents de l'OFB.

### **5.6 : Modalités de relâcher**

Afin de garantir la quiétude de l'opération et son bon déroulé, outre les représentants de la gendarmerie nationale éventuellement présents pour sécuriser l'opération, 15 personnes au maximum pourront être présentes lors du relâcher, dont au moins :

- 1 à 2 représentants des services de l'État ;
- 1 à 2 représentants de l'OFB ;
- 1 vétérinaire mandaté par le Centre ou par l'OFB ;
- dans le cas d'un relâcher sur un terrain privé : 1 personne (maximum) représentant le propriétaire du terrain.

### **5-7 : Communication**

Sous réserve que le spécimen ait parcouru une distance suffisante au regard du site de relâcher ou d'introduction dans le milieu naturel, et une semaine au plus tard après la date d'introduction ou de relâcher dans le milieu naturel :

- Un communiqué de presse préparé en liaison avec le Centre Athénas est diffusé sous le double timbre du préfet de région coordinateur du PNA et du qu des préfets de départements sur le territoire duquel le relâcher ou l'introduction dans le milieu naturel a eu lieu ;
- Le préfet informe les membres du comité départemental « grands prédateurs » concerné ;

En vue d'assurer la quiétude du spécimen relâché ou introduit dans le milieu naturel, le communiqué de presse ne mentionnera que le canton du lieu de relâcher.

Le centre de soins communique sur l'opération de manière simultanée au communiqué de presse officiel.

### **5-8 : Suivi des introductions dans le milieu naturel**

Afin de s'assurer de la bonne adaptation du spécimen introduit dans le milieu naturel, de son émancipation ou de son comportement reproducteur, les données de suivi des spécimens équipés de collier GPS sont transmises chaque semaine pendant le premier mois suivant la capture, puis à la fin de chaque mois, au service départemental de l'OFB, à la DDT et à la DREAL territorialement compétents au regard du site de relâcher.

Au regard de l'analyse de ces données, si ces éléments de suivi mettaient en évidence des difficultés d'adaptation du spécimen dans le milieu naturel, au terme d'une évaluation réalisée conjointement par le Centre Athénas, la DDT, le service département de l'OFB et la DREAL territorialement compétents, une décision de recapture pourra être prise selon les critères définis à l'article 3.2 du présent arrêté.

## **Article 6 : Comptes-rendus d'activités et rapport final**

Au plus tard le 30 octobre de l'année n, le Centre Athénas communique à la DREAL Bourgogne-Franche-Comté un bilan annuel couvrant la période allant du 1<sup>er</sup> août de l'année n-1 au 31 juillet de l'année n et incluant :

- l'ensemble des comptes-rendus prévus à l'article 4 du présent arrêté ;
- un rapport de suivi de chaque individu ayant séjourné dans le Centre Athénas au cours de la période considérée et mentionnant les informations figurant à l'annexe 3 du présent arrêté ;

- les données brutes de télémétries collectées par le collier GPS ou le cas échéant les localisations de suivi collectées grâce à la balise VHF de tous les spécimens suivis au cours de la période considérée sous un format numérique compatible avec leur exploitation par un système d'information géographique.

La DREAL Bourgogne-Franche-Comté communique ces rapports annuels et données aux DREAL et directions régionales de l'OFB (correspondants du réseau Loup-Lynx) territorialement compétentes au regard des sites de capture, de relâcher ou d'introduction dans le milieu naturel, utilisés au cours de la période considérée.

Le bilan des opérations réalisées par le Centre Athéna s'inscrivant dans le cadre de l'application du présent arrêté au cours de l'année n est présenté lors de la première réunion de l'année n+1 du comité départemental « grands prédateurs ».

Au terme mentionné à l'article 7 du présent arrêté, le Centre Athéna établit un rapport de synthèse relatif à sa mise en œuvre. Ce rapport est adressé à la Direction de l'eau et de la biodiversité du ministère en charge de la protection de la nature et à la DREAL Bourgogne-Franche-Comté au plus tard le 30 octobre 2025.

### **Article 7 : Durée de validité du présent arrêté**

Le présent arrêté est valable pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature.

En cas de demande de renouvellement, celle-ci devra être formulée auprès des services compétents au moins huit mois avant l'échéance du présent arrêté.

En tant que de besoin, l'autorité administrative pourra prescrire toute modification des dispositions du présent arrêté pour tenir compte des évolutions dans les circonstances de faits portées à sa connaissance par le groupe de travail sur le lynx en matière d'épidémiologie des lynx vivants, de gestion du risque sanitaire et de gestion des lynx en détresse. Le centre Athéna, qui participe aux travaux de ce groupe, pourra également proposer les évolutions nécessaires au présent arrêté afin d'améliorer la prise en charge des lynx par son établissement.

### **Article 8 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

### **Article 9 : Sanctions**

Le non-respect des dispositions du présent arrêté est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

### **Article 10 : Droits de recours et informations des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication ou sa notification :

– par la voie d'un recours administratif. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent,

– par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, qui peut s'exercer par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 11 : Exécution

Le Directeur de l'eau et de la biodiversité est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et au recueil des actes administratifs de la préfecture des départements de l'Ain, de la Savoie, de la Haute-Savoie, du Rhône, du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura, du Territoire de Belfort, de la Saône-et-Loire, de la Côte d'or, des Vosges, de la Moselle, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Haute-Marne et de la Meurthe-et-Moselle.

Fait le 01 JUIL. 2022

LA MINISTRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE  
ET DE LA COHESION DES TERRITOIRES

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur de l'eau et de la biodiversité

O. THIBAUT



## ANNEXE 1 - INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS UN COMPTE-RENDU DE CAPTURE

- Rappel des observations préalables, témoignages et faits ayant déterminé une demande de capture
- Décision de capture : processus de décision
- Dérogation de capture et transport : dates de demande et d'autorisation, prescriptions
- Arrêté préfectoral de détention et de transport : date et prescriptions
- Dispositions adoptées pour la capture : mode de piégeage, déroulement des opérations (organismes et personnes présents, date, horaire, actions conduites, précautions, difficultés...), information (maire, agriculteurs, habitants...)
- Décision de relâcher ou de transport vers le centre de soins : processus de décision
- Transport vers le centre de soins : mode de transport, type de cage, précautions prises, numéro d'immatriculation du véhicule, transporteur
- Évaluation physiologique et sanitaire après capture : personne l'ayant réalisée et constat (mensurations, état sanitaire, comportement...)
- Examens vétérinaires et soins : nom du vétérinaire, examens effectués dont les évaluations cardiaque et oculaire, observations (parasites externes, pathogènes, maladies, traitements administrés, nom des principes actifs et des médicaments, posologie), périodicité des contrôles
- Images des flancs droit et gauche (perpendiculaire et membres tendus)
- Numéro de la puce pour les animaux qui en seront équipés et nom donné au lynx capturé

## ANNEXE 2 – INFORMATIONS RELATIVES AUX SUIVIS DES SPECIMENS DETENUS AU SEIN DU CENTRE ATHENAS

- Régime alimentaire pendant la période de remise en condition
- Traitements éventuels
- Observations durant la période de remise en condition, difficultés, événements, durée, comportement
- Nom éventuellement attribué au lynx
- Rapports vétérinaires
- Clichés (animal et différentes opérations)

## ANNEXE 3 – MODALITES TECHNIQUES DU SUIVI TELEMETRIQUE

- Matériel : balise Argos/GPS couplée avec balise VHF et équipée d'un système de décrochage automatique (drop-off)
- Suivi satellitaire :
  - les données de localisation GPS sont relayées toutes les 48 h vers le satellite et leur acquisition est faite instantanément, avec report sur support cartographique.
  - les données brutes doivent être collectées et stockées selon un format permettant leur exploitation ultérieure sur un système d'information géographique (exemple : shapefile, csv, xls... à fournir à la DREAL)
- Suivi VHF sur le terrain : en complément du suivi satellitaire, il permet de faire des recherches d'indices de prédation et ainsi de valider la réussite de la réinsertion. De plus,

il peut permettre, de procéder à la recapture d'un spécimen présentant des difficultés d'adaptation, et ainsi prévenir des conflits potentiels au regard des activités humaines, et des situations pouvant entraîner des troubles à la sécurité publique. En l'absence de difficulté, le suivi VHF sera un suivi de routine (1 sortie hebdomadaire).

- Durée du suivi : il est prévu pour une durée de 52 semaines. Le système « drop-off » permet la libération du collier, et sa récupération pour une remise à neuf. Par défaut, au-delà de 6 semaines, et en tout état de cause dès la constatation d'une prédation autonome d'ongulé, la réinsertion pourra être considérée comme réussie. Toutefois, dans un souci de contribuer à la connaissance de l'espèce, et pour se garder la possibilité d'intervenir en cas de problème ultérieur, le suivi sera maintenu durant une année.





DREAL Bourgogne Franche-Comté

25-2022-07-01-00020

arrêté préfectoral autorisant la création d'un  
sentier balisé pédestre et cycliste sur la  
commune de Chapelle-des-Bois au titre du  
régime d'évaluation des incidences propres à  
Natura 2000



# PRÉFET DU DOUBS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne Franche-Comté

ARRÊTÉ N°

LE PRÉFET DU DOUBS

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Arrêté préfectoral autorisant la création d'un sentier balisé pédestre et cycliste sur la commune de Chapelle-des-Bois au titre du régime d'évaluation des incidences propres à Natura 2000.**

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.414-4 et R.414-19 à 29 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET en qualité de préfet du Doubs ;

**VU** le décret du 6 septembre 2021 portant nomination de M. Philippe PORTAL, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°25-2018-08-02-002 du 02 août 2018 fixant la liste prévue au IV de l'article L.414-4 du code de l'environnement, des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

**VU** l'arrêté n° 25-2021-09-27-0001 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à M. Philippe PORTAL, secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;

**VU** la demande d'autorisation au titre du régime d'évaluation des incidences propre à Natura 2000, de créer une jonction pédestre et cycliste entre deux tracés existants, déposée par la communauté de communes Lacs et Montagnes du Haut-Doubs (5 rue de la caserne 25370 Les Hôpitaux Vieux) le 17/05/2022, sur le territoire de la commune de Chapelle-des-Bois ;

**VU** le complément d'information sur le mode de balisage transmis par mail le 14/06/2022 ;

Considérant que la conception du projet s'est attachée à rechercher des dispositions visant l'évitement et la réduction des atteintes aux habitats naturels et espèces d'intérêt européen du Site Natura 2000 Tourbières et lacs de Chapelle-des-bois et de Bellefontaine-les-Mortes ;

Considérant que la création du chemin, consiste à baliser des zones actuellement utilisées pour les déplacements agricoles et qu'il n'est pas prévu de travaux autres que ceux consistant à l'implantation de panneaux directionnels et d'information sur la bonne conduite à tenir, à destination des usagers ;

Considérant que les habitats et espèces d'intérêt européen ayant motivé la désignation du site Natura 2000 qui se trouvent directement concernés par le projet ne sont pas significativement affectés par le balisage, à l'échelle du site Natura 2000 ;

Sur proposition du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1er : Objet de l'autorisation**

La communauté de communes Lacs et Montagnes du Haut-Doubs est autorisée au titre du régime propre d'évaluation des incidences Natura 2000 en vigueur dans le département du Doubs, encadrant la création de chemin ou sentier pédestre, équestre ou cycliste à :

- baliser la zone actuellement utilisée pour les déplacements agricoles pour la création d'une jonction pédestre et cyclable, entre deux tracés existants, sur 550 mètres, au sein des parcelles cadastrales 000 D80 et 000 D370 et jouxtant les parcelles cadastrales 000 D93, 000 D489, 000 D479 et 000 D89.

### **ARTICLE 2 : Responsabilité du porteur de projet**

La communauté de communes Lacs et Montagnes du Haut-Doubs est tenue de prendre toutes les dispositions nécessaires et préalables concourant au respect de la présente autorisation et à la pleine conformité avec le descriptif fourni dans le dossier de demande d'autorisation et les compléments indiqués par courriel, notamment par information des tiers et entreprises auquel il déléguerait la mise en œuvre du balisage.

### **ARTICLE 3 : Sanctions**

Le non-respect des dispositions d'exécution des travaux proposées par le pétitionnaire et validées par la présente décision expose ce dernier aux mesures de police administrative prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et, le cas échéant, à des poursuites pénales susceptibles d'être engagées au titre de l'article L. 415-7 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 4 : Publication - Notification**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs et notifié au bénéficiaire.

### **ARTICLE 5 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Besançon (30 rue Charles Nodier, 25044 BESANCON Cedex 3) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 6 : Exécution**

M. le Préfet du département du Doubs et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise à :

- M. le Directeur départemental des territoires du Doubs ;
- M. le Commandant du groupement de gendarmerie du Doubs ;
- M. le Chef du service départemental de l'OFB du Doubs.

Fait à Besançon, le 01 JUL. 2022

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Philippe PORTAL

Maison d'arrêt de Besançon

25-2022-07-01-00017

20220701\_Arrêté portant délégation de  
signature CE



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de DIJON  
Maison d'Arrêt de Besançon**

**A Besançon,**

**Le 1<sup>er</sup> juillet 2022**

### **Arrêté portant délégation de signature**

Vu le code pénitentiaire notamment ses articles R. 113-66 et R. 234-1 ;

Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 31 août 2020 nommant Monsieur Patrick LEPOUZÉ en qualité de chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Besançon.

Monsieur Patrick LEPOUZÉ, chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Besançon.

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Eva JOURNOT, Directrice Adjointe** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2 :** Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Christelle PITTION, Attachée d'Administration** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3 :** Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Thomas DELECOLLE, Directeur Technique** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4 :** Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Ludovic QUIROT, Chef des Services Pénitentiaires** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5 :** Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Aude WORMSER, Lieutenant Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 6** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Denis DEVARREWAERE, Capitaine Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 7** : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Christelle HAUTEFAYE, Capitaine Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 8** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christophe HAUTEFAYE, Capitaine Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 9** : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Marie MIOTTO, Lieutenant Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 10** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Romain MIVELLE, Lieutenant Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 11** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Lionel RUFFINONI, Capitaine Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 12** : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Aurélie TELLIER, Lieutenant Pénitentiaire** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 13** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Antoine BAVAY, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 14** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Ludovic BERT, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 15** : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Murielle BIZE, Première Surveillante** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 16** : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Laëtitia DUMUR, Première Surveillante** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 17** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Laurent EQUOY, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 18** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Christian GANGLOFF, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 19** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Michel GARCIA, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 20** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Jean-Sébastien MOUREY, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 21** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Patrick PETIT, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 22** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Ludovic PIOTTE, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 23** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Jean-Blaise REPP, Premier Surveillant** à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 24** : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame Solenne SCHAFF, Première Surveillante**, à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 25** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Jérôme VIPREY, Surveillant Brigadier, faisant fonction de Premier Surveillant**, à la Maison d'Arrêt de Besançon, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 26** : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le chef d'établissement,  
Patrick LEPOUZÉ

La Directrice adjointe  
E. JOURNOT

The image shows a circular official seal of the 'Maison d'Arrêt de Besançon (Doubs)'. The seal features a central figure holding a scale and a sword, with the text 'Maison d'Arrêt de Besançon' around the top and '(Doubs)' at the bottom. A blue ink signature is written over the seal, and the text 'Le chef d'établissement, Patrick LEPOUZÉ' is printed above it. To the right, another signature is written over the text 'La Directrice adjointe E. JOURNOT'.



**Décisions du chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire (R. 113-66 ; R. 234-1) et d'autres textes**

**I. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire**

Délégués possibles :

- 1 : adjoint au chef d'établissement
- 2 : « fonctionnaire appartenant à un corps de catégorie A » (directeurs des services pénitentiaires / chefs de service pénitentiaire)
- 3 : « fonctionnaire appartenant à un corps de catégorie A » (Attaché d'administration / Directeur Technique)
- 4 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)
- 5 : majors et Iers surveillants

Décisions concernées	Articles	1	2	3	4	5
Visites de l'établissement						
Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire	R. 113-66 + D. 222-2	X	X		X	
Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité	R. 132-1	X	X		X	
Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité	R. 132-2	X	X	X	X	
<b>Vie en détention et PEP</b>						
Elaborer et adapter le règlement intérieur type	R. 112-22 + R. 112-23	X	X	X	X	
Elaborer le parcours d'exécution de la peine	L. 211-5	X	X		X	
Définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés	L. 211-4 + D. 211-36	X	X		X	
Désigner et convoquer les membres de la CPU	D.211-34	X	X		X	
Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule (y compris CProU)	R. 113-66	X	X	X	X	X

<b>Décisions concernées</b>					
<b>Articles</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule	D. 213-1	X	X		X
Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue	D. 213-2	X	X	X	X
Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'unité sanitaire	D. 115-5	X	X	X	X
Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence)	R. 332-44	X	X	X	X
Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues	R. 314-1	X	X		X
S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre	R. 322-35	X	X		X
Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial	D. 216-5	X	X		X
Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI	D. 216-6	X	X		X
Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes	D. 211-2	X	X		X
<b>Mesures de contrôle et de sécurité</b>					
Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée	D. 215-5	X	X	X	X
Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfètements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée	D. 215-17	X	X	X	X
Autoriser l'utilisation des armes dans les locaux de détention pour une intervention précisément définie		X	X		X
Décider d'armer de générateurs d'aérosols incapacitants de catégorie D b) les membres du personnel de direction, du corps des chefs de services pénitentiaires et du corps de commandement, les majors ou premiers surveillants	R. 227-6	X	X		X
Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité	D. 221-2	X	X		X
Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	R. 113-66 + R. 221-4	X	X	X	X
Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité	R. 113-66 + R. 332-44	X	X	X	X
Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté	R. 332-35	X	X	X	X
Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité	R. 113-66 R. 322-11	X	X		X
Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue	R. 332-41	X	X		X

<b>Décisions concernées</b>						
	<b>Articles</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	R. 414-7	X	X		X	
Décider de procéder à la fouille des personnes détenues	R. 113-66 R. 225-1	X	X	X	X	X
Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne	R. 225-4	X	X	X	X	
Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte	R. 113-66 R. 226-1	X	X	X	X	X
Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction	R. 113-66 R. 226-1	X	X	X	X	X
<b>Discipline</b>	<b>R. 234-1</b>					
	+					
Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs	R. 234-8	X	X		X	
Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire	R. 234-19	X	X	X	X	X
Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle des détenus	R. 234-23	X	X	X	X	X
Engager des poursuites disciplinaires	R. 234-14	X	X	X	X	
Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 234-26	X	X		X	
Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline	R. 234-6	X	X		X	
Présider la commission de discipline	R. 234-2	X	X		X	
Prononcer des sanctions disciplinaires	R. 234-3	X	X		X	
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R. 234-32 à R. 234-40	X	X		X	
Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire	R. 234-41	X	X		X	
<b>Isolement</b>						
Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence	R. 213-22	X	X		X	
Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure	R. 213-23 R. 213-27 R. 213-31	X	X		X	
Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 213-21	X	X		X	

<b>Décisions concernées</b>		<b>Articles</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Lever la mesure d'isolement		R. 213-29 R. 213-33	X	X			X
Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la justice		R. 213-21 R. 213-27	X	X			X
Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement		R. 213-24 R. 213-25 R. 213-27	X	X	X		X
Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires		R. 213-21	X	X			X
Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire		R. 213-18	X	X			X
Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement		R. 213-18	X	X			X
Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention		R. 213-20	X	X			X
<b>Gestion du patrimoine des personnes détenues</b>							
Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif		R. 322-12	X	X	X		X
Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont portuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire		R. 332-38	X	X	X		X
Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont portuses		R. 332-28	X	X	X		X
Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif		R. 332-3	X	X	X		X
Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite		R. 332-3	X	X	X		X
Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier		R. 332-3	X	X	X		X
Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir		D. 424-4	X	X	X		X
Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération		D. 424-3	X	X	X		X
Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif		D. 332-17	X	X	X		X
Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention		D. 332-18	X	X	X		X

<b>Décisions concernées</b>		<b>Articles</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue		D. 332-19	X	X	X	X	
<b>Achats</b>							
Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel		R. 370-4	X	X	X	X	
Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique		R. 332-41	X	X	X	X	
Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine		R. 332-33	X	X	X	X	
Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine							
Fixer les prix pratiqués en cantine		D. 332-34	X	X	X	X	
<b>Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire</b>							
Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison		R. 341-17	X	X		X	
Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves		D. 341-20	X	X	X	X	
Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP		R. 313-6	X	X		X	
Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI		R. 313-8	X	X	X	X	
Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur		D. 115-17	X	X	X	X	
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation		D. 115-18	X	X	X	X	
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé		D. 115-19	X	X		X	
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite		D. 115-20	X	X	X	X	
Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les détenus		D. 414-4	X	X		X	
<b>Organisation de l'assistance spirituelle</b>							
Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux		R. 352-7	X	X		X	
Designier un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire		R. 352-8	X	X		X	

<b>Décisions concernées</b>		<b>Articles</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle		R. 352-9	X	X		X	
Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches		D. 352-5	X	X		X	
<b>Visites, correspondance, téléphone</b>							
Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 313-14		R. 313-14	X	X		X	
Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat		R. 341-5	X	X		X	
Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire.		R. 341-3	X	X		X	
Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés		R. 235-11 R. 341-13	X	X	X	X	
Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale		R. 341-15 R. 341-16	X	X		X	
Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée		R. 345-5	X	X	X	X	
Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée		R. 345-14	X	X	X	X	
Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue		L. 6 + R. 345-14 (pour les condamnés)					
<b>Entrée et sortie d'objets</b>							
Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue		R. 370-2	X	X		X	
Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet		R. 332-42	X	X		X	
Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire		R. 332-43	X	X		X	

<b>Décisions concernées</b>						<b>Articles</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques						D. 221-5	X	X	X	X	
<b>Activités, enseignement consultations, vote</b>											
Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle						R. 413-6	X	X		X	
Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement						R. 413-2	X	X		X	
Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement						D. 413-4	X	X		X	
Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement						R. 411-6	X	X	X		
Signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues, définies par le code pénitentiaire et les articles R. 1 à R. 25 et R. 81 à R. 85 du code électoral.						R. 361-3	X	X	X	X	
<b>Administratif</b>											
Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature						D. 214-25	X	X	X	X	
<b>Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles</b>											
Modifier avec l'accord préalable du II, les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle						L. 632-1 + D. 632-5	X	X		X	
Modifier, avec l'autorisation préalable du JAP, les horaires d'entrée et de sortie des personnes bénéficiant d'une PS ou admises au régime du placement à l'extérieur, de la semi-liberté ou de la DDSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle						L. 424-1	X	X		X	
Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention						L. 214-6	X	X		X	

<b>Décisions concernées</b>		<b>Articles</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat		L. 424-5 + D. 424-22	X	X		X	
Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégué		D. 424-24	X	X		X	
Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'observation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident		D. 424-6	X	X		X	
Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire.		D. 214-21	X	X		X	
<b>Gestion des greffes</b>							
Habiller les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJANT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée		L. 212-7 L. 512-3	X	X			
Habiller spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAVIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée		L. 212-8 L. 512-4	X	X			
<b>Régie des comptes nominatifs</b>							
Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement		R. 332-26	X	X	X	X	
Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues		R. 332-28	X	X	X	X	
<b>Ressources humaines</b>							



<b>Décisions concernées</b>					
<b>Articles</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
D. 221-6	X	X		X	
D. 115-7	X	X		X	
<b>GENESIS</b>					
<p>Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions</p>					
R. 240-5	X	X			

Préfecture du Doubs

25-2022-07-01-00011

Abrogation de la nomination du régisseur des  
recettes auprès de la Préfecture du Doubs



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Centre d'Expertise et de Ressources des Titres Certificats d'Immatriculation des Véhicules

**ARRÊTÉ n° .....** du **1 JUIL. 2022**

portant abrogation de la nomination du régisseur de recettes auprès de la préfecture du Doubs

**Le Préfet du Doubs,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le décret n°2008-227 du 05 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

**VU** le décret n°2010-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**VU** le décret n°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

**VU** l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

**VU** l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

**VU** l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et les moyens d'encaissement des recettes publiques ;

**VU** l'arrêté-cadre du 13 février 2013 modifié, habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services déconcentrés du ministère de l'intérieur ;

**VU** l'arrêté du 6 janvier 2014 portant application des articles 22 et 138 du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, relatifs à l'encaisse des comptes publics, des régisseurs et des trésoriers militaires ;

**VU** l'arrêté n° 25-2022-04-1200002 du 12 avril 2022 instituant une régie de recettes à la préfecture du Doubs ;

**VU** l'arrêté n° 25-2002-04-2600001 du 26 avril 2022 portant nomination du régisseur de recettes auprès de la préfecture du Doubs ;

**VU** l'arrêté n°25-2022-06-29-00007 du 29 juin 2022 portant fermeture de la régie de recettes de la préfecture du Doubs ;

Préfecture du Doubs  
8 bis, rue Charles Nodier  
25 035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 00

**VU** l'avis conforme du 16 juin 2022 émis par le directeur régional des finances publiques de la région Bourgogne-Franche-Comté, comptable assignataire ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** l'arrêté n° 25-2002-04-2600001 du 26 avril 2022 portant nomination du régisseur de recettes auprès de la préfecture du Doubs est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Le préfet du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Besançon, le - 1 JUIL. 2022

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
  
Philippe PORTAL

Préfecture du Doubs

25-2022-07-04-00002

Arrêté AP TECH bois et forêts Daniel WURTZ



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet  
Direction des Sécurités  
Pôle Polices Administratives**

### **Arrêté N°**

## **Reconnaissance des aptitudes techniques d'un candidat aux missions de garde particulier**

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de Procédure Pénale et notamment les articles 29, 29-1 et R 15-33-26 ;

**VU** le décret n° 2006-1100 du 30/8/2006 relatif aux gardes particuliers assermentés ;

**VU** l'arrêté du 30/08/2006 relatif à la formation des gardes particuliers et à la carte d'agrément ;

**VU** le décret du 23 juin 2021 nommant M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs;

**VU** le décret du 26 août 2021 portant nomination de Mme Laure TROTIN, sous-préfète, directrice de cabinet;

**VU** l'arrêté n°25-2021-09-27-0002 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Laure TROTIN sous-préfète, directrice du cabinet ;

**VU** la demande présentée par M. Daniel WURTZ, en vue d'obtenir la reconnaissance de son aptitude technique à exercer les fonctions de garde particulier ;

**VU** les éléments de cette demande attestant que M. Daniel WURTZ,, a suivi la formation (modules 1 , 3 et 4) ;

**Considérant** que la formation dispensée est suffisante pour conférer au titulaire une compétence technique nécessaire à l'exercice des missions ;

**Sur** proposition de la directrice de cabinet du préfet du Doubs ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : M. Daniel WURTZ, né le 03/11/1951 à Strasbourg (67) est reconnu comme détenant les compétences techniques permettant d'exercer les fonctions de garde des bois et forêts particulier.

8 bis, rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 96  
Mél : armelle.courty@doubs.gouv.fr

1/3

**Article 2** : Le présent arrêté devra être produit pour toute demande d'agrément à ces fonctions.

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

**Article 4** : La directrice de cabinet du préfet du Doubs est chargée de l'application du présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel WURTZ, et publié au recueil des actes administratifs.

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- *soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet du Doubs*
- *soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur*
- *soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Besançon*

Besançon,  
Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète, directrice du cabinet

Laure TROTIN





Préfecture du Doubs

25-2022-07-04-00005

Arrêté AP TECH bois et forêts Laurent MICHEL



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet  
Direction des Sécurités  
Pôle Polices Administratives**

### **Arrêté N°**

## **Reconnaissance des aptitudes techniques d'un candidat aux missions de garde particulier**

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de Procédure Pénale et notamment les articles 29, 29-1 et R 15-33-26 ;

**VU** le décret n° 2006-1100 du 30/8/2006 relatif aux gardes particuliers assermentés ;

**VU** l'arrêté du 30/08/2006 relatif à la formation des gardes particuliers et à la carte d'agrément ;

**VU** le décret du 23 juin 2021 nommant M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs;

**VU** le décret du 26 août 2021 portant nomination de Mme Laure TROTIN, sous-préfète, directrice de cabinet;

**VU** l'arrêté n°25-2021-09-27-0002 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Laure TROTIN sous-préfète, directrice du cabinet ;

**VU** la demande présentée par M. Laurent MICHEL, en vue d'obtenir la reconnaissance de son aptitude technique à exercer les fonctions de garde particulier ;

**VU** les éléments de cette demande attestant que M. Laurent MICHEL, a suivi la formation (modules 1 , 3 et 4) ;

**Considérant** que la formation dispensée est suffisante pour conférer au titulaire une compétence technique nécessaire à l'exercice des missions ;

**Sur** proposition de la directrice de cabinet du préfet du Doubs ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : M. Laurent MICHEL, né le 04/02/1973 à SAINT-DIE (88) est reconnu comme détenant les compétences techniques permettant d'exercer les fonctions de garde des bois et forêts particulier.

8 bis, rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 96  
Mél : armelle.courty@doubs.gouv.fr

1/3

**Article 2** : Le présent arrêté devra être produit pour toute demande d'agrément à ces fonctions.

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

**Article 4** : La directrice de cabinet du préfet du Doubs est chargée de l'application du présent arrêté qui sera notifié à M. Laurent MICHEL, et publié au recueil des actes administratifs.

*Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa notification :*

- *soit par voie de recours gracieux formé auprès de M. le Préfet du Doubs*
- *soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur*
- *soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Besançon*

Besançon,  
Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète, directrice du cabinet

Laure TROTIN

8 bis, rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex

Préfecture du Doubs

25-2022-07-01-00018

Arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les travaux et les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement de la RN 57 - section comprise entre le carrefour des rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier

**Arrêté N°**

**Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement (DREAL) de Bourgogne Franche-Comté**

**Arrêté déclarant d'utilité publique les travaux et les acquisitions foncières nécessaires à  
l'aménagement de la RN 57 – section comprise entre le carrefour des Rosiers à la Cluse et  
Mijoux et la place de la gare à Pontarlier**

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L1, L110-1 et suivants, R112-1 et suivants, R121-1, R131-1 et suivants, R 132-1 à R132-3 ;

VU le décret du 23 juin 2021 portant nomination de Monsieur Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;

VU le décret du 6 septembre 2021 portant nomination de Monsieur Philippe PORTAL, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

VU l'arrêté préfectoral n° 25-2021-09-27-00001 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Philippe PORTAL, secrétaire général de la préfecture du Doubs ;

VU la concertation publique qui s'est déroulée du 15 octobre 2018 au 10 décembre 2018 et le bilan de la concertation ;

VU la concertation inter-services qui s'est déroulée du 13 juillet 2021 au 17 septembre 2021 et son bilan ;

VU les avis des collectivités territoriales consultées dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet ;

VU le courrier en date du 18 janvier 2022, par lequel la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne Franche-Comté sollicite l'ouverture d'une enquête publique unique portant sur le projet d'aménagement et d'acquisitions foncières de la RN 57 au sud de Pontarlier ;

VU les dossiers d'enquête d'utilité publique et parcellaire transmis par la DREAL ;

VU l'avis délibéré n°2021-136 de l'autorité environnementale, adopté lors de la séance du 10 février 2022 ;

VU le mémoire en réponse de la DREAL à l'avis de l'autorité environnementale ;

VU la décision en date du 27 janvier 2022 du président du tribunal administratif de Besançon désignant le commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral n°Préfecture-DCPPAT-BCEEP-2022-02-03-002 du 3 février 2022 prescrivant, du 28 février 2022 à partir de 9h00 au 31 mars 2022 jusqu'à 17h00, sur le territoire des communes de Pontarlier et La Cluse et Mijoux, une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de travaux et d'acquisitions foncières de la RN 57, section comprise entre le carrefour des Rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier, et à la déclaration de cessibilité des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation du projet ;

VU les certificats des maires de La Cluse et Mijoux et de Pontarlier attestant que :

- l'avis relatif à l'enquête publique unique a été affiché à la mairie de la Cluse et Mijoux le 8 février 2022, et à la mairie de Pontarlier le 9 février 2022, et qu'il est resté affiché pendant toute la durée de l'enquête soit jusqu'au 31 mars 2022 inclus ;

- le dossier d'enquête publique unique a été tenu à la disposition du public du 28 février 2022 au 31 mars 2022 inclus ;

VU les éditions des journaux « L'Est Républicain » des 8 et 28 février 2022 et « La Terre de chez nous » des 11 février et 4 mars 2022 ;

VU l'avis favorable assorti d'une recommandation à la déclaration d'utilité publique du projet, et l'avis favorable sans réserve ni recommandation à la cessibilité des parcelles nécessaires à l'opération projetée, formulés par le commissaire enquêteur, en date du 7 mai 2022 ;

VU le courrier en date du 1<sup>er</sup> juin 2022 de la DREAL de Bourgogne Franche-Comté, sollicitant la poursuite de la procédure et la déclaration d'utilité publique du projet ;

Considérant que l'aménagement de la RN 57, sur la section comprise entre le carrefour des Rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier, permettra l'amélioration des conditions de la circulation routière, sécurisera le trafic, incitera le recours aux modes doux de déplacement et aura des incidences positives sur l'environnement ;

Considérant le caractère d'utilité publique de ce projet ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture du Doubs ;

**- ARRETE -**

**Article 1er** : Sont déclarés d'utilité publique les travaux et les acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement de la RN 57 – section comprise entre le carrefour des Rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier, conformément au plan général des travaux annexé au présent arrêté (annexe 1).

**Article 2 :** Les expropriations éventuellement nécessaires à la réalisation de ce projet devront être accomplies pour le compte de la DREAL, dans un délai de 5 ans à compter de la publication du présent arrêté.

**Article 3 :** Conformément à l'article L122-1 (4ème paragraphe) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, la présente déclaration d'utilité publique tient lieu de déclaration de projet.

**Article 4 :** Conformément à l'article L122-1 (5ème paragraphe) du même code, le document joint en annexe 2 au présent arrêté expose les motifs et considérations justifiant de l'utilité publique du projet.

**Article 5 :** Conformément aux dispositions de l'article L122-1-1 du code de l'environnement, les mesures à la charge de la DREAL, destinées à éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine, réduire les effets n'ayant pu être évités et compenser les effets négatifs notables du projet qui n'ont pu être évités ni suffisamment réduits ainsi que les mesures d'accompagnement, et les modalités du suivi des effets sont fixées ainsi que détaillées en annexe du présent arrêté (annexe n°3). Les études détaillées préciseront, le cas échéant, ces mesures avant le début des travaux.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet du Doubs ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois suivant sa publication ou sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7 :** Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Doubs.

**Article 8 :** Copie du présent arrêté sera adressée, pour exécution, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, aux maires de Pontarlier et La Cluse et Mijoux, et pour information, au sous-préfet de Pontarlier, au directeur départemental des territoires, au directeur départemental des finances publiques du Doubs et au directeur de l'agence régionale de santé.

Besançon, le 01 JUL. 2022

Le Préfet,

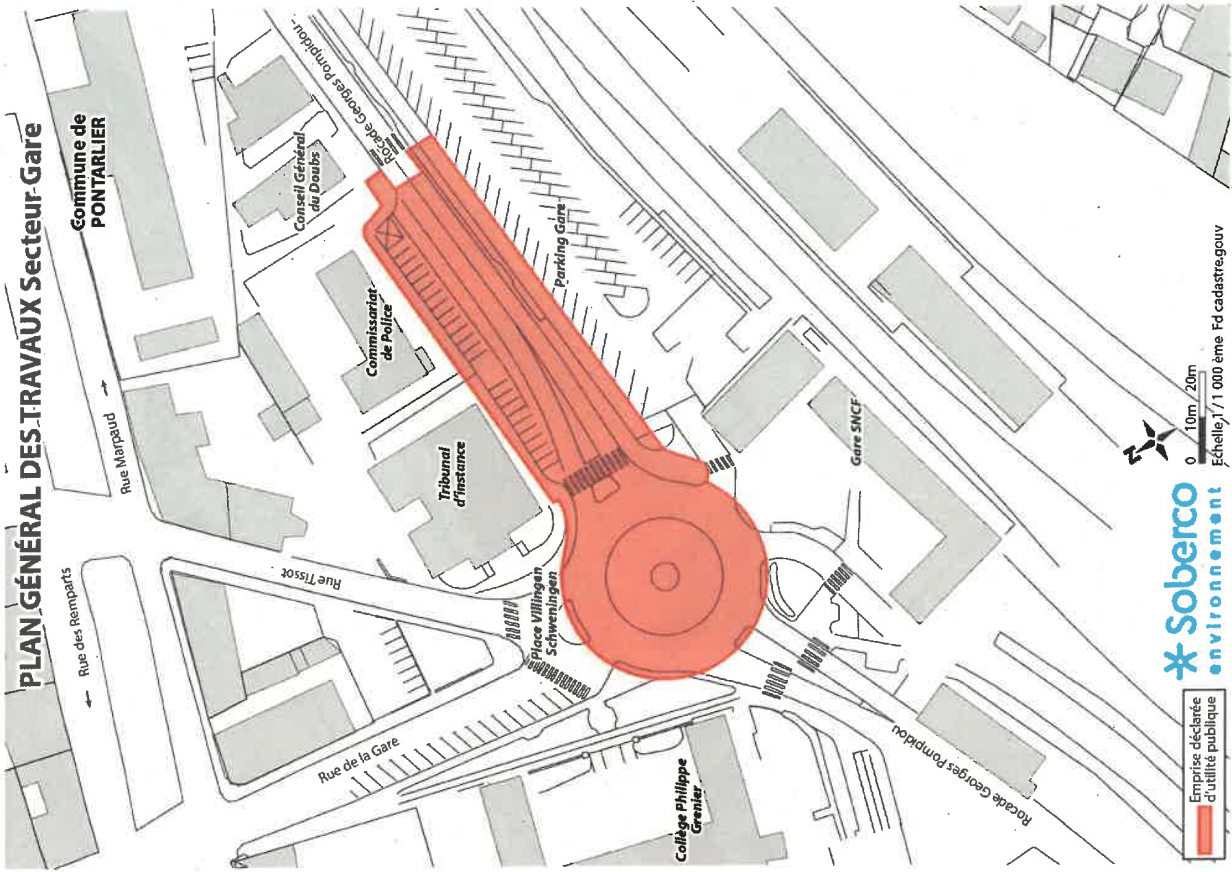
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Philippe PORTAL





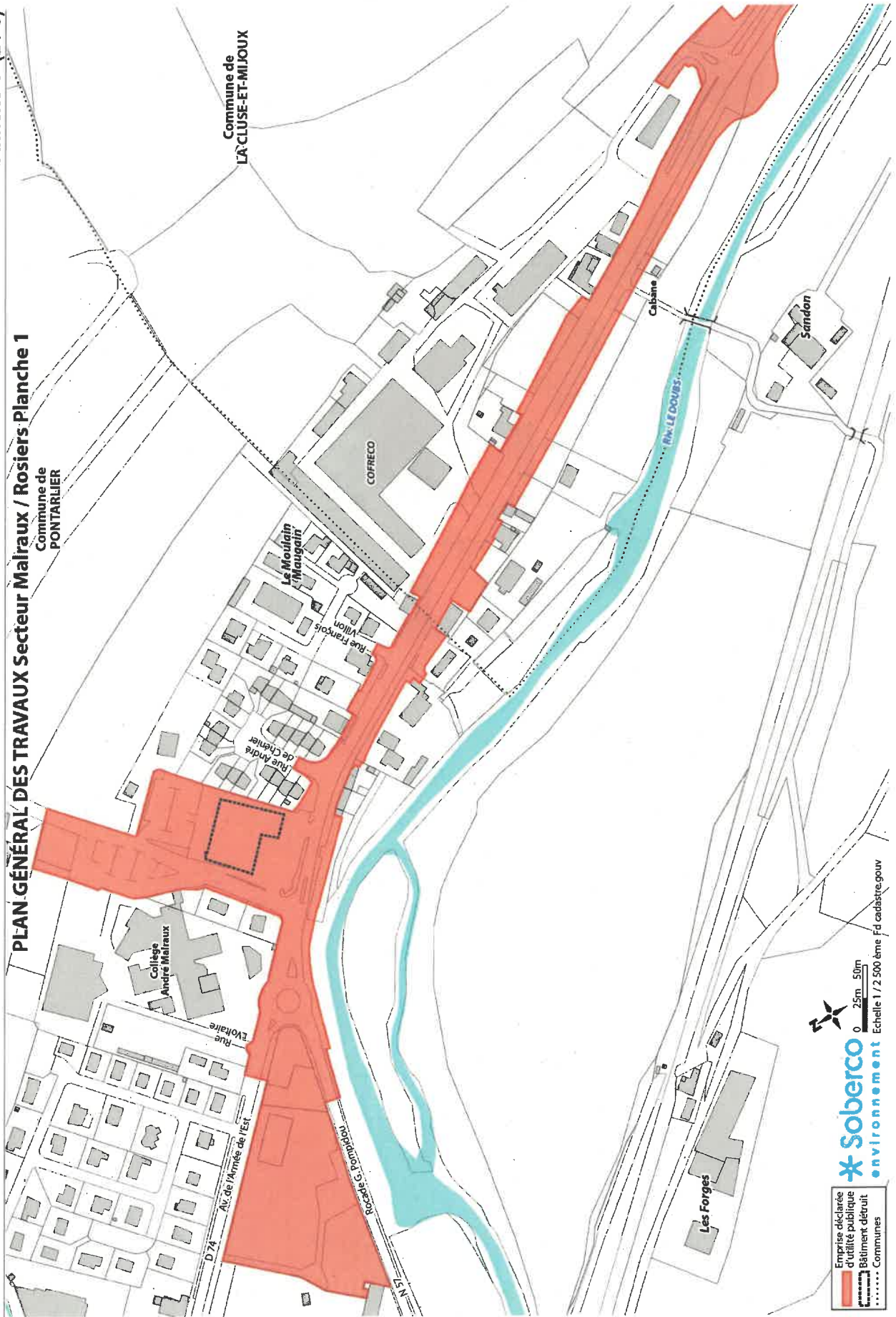
**PLAN GÉNÉRAL DES TRAVAUX Secteur Gare**



PLAN GÉNÉRAL DES TRAVAUX Secteur Malraux / Rosiers-Planche 1

Commune de PONTARLIER

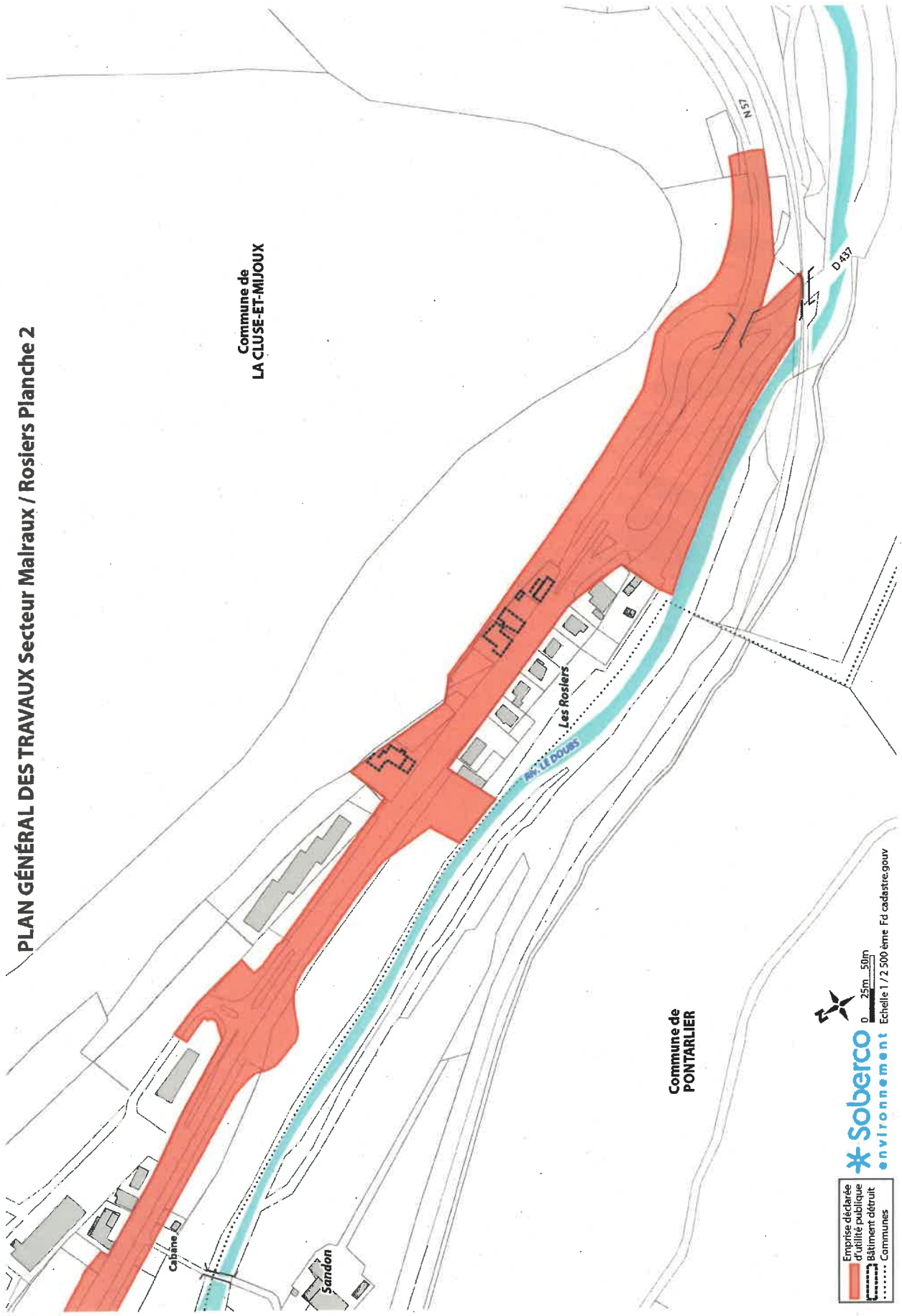
Commune de LA CLUSE-ET-MIJOUX



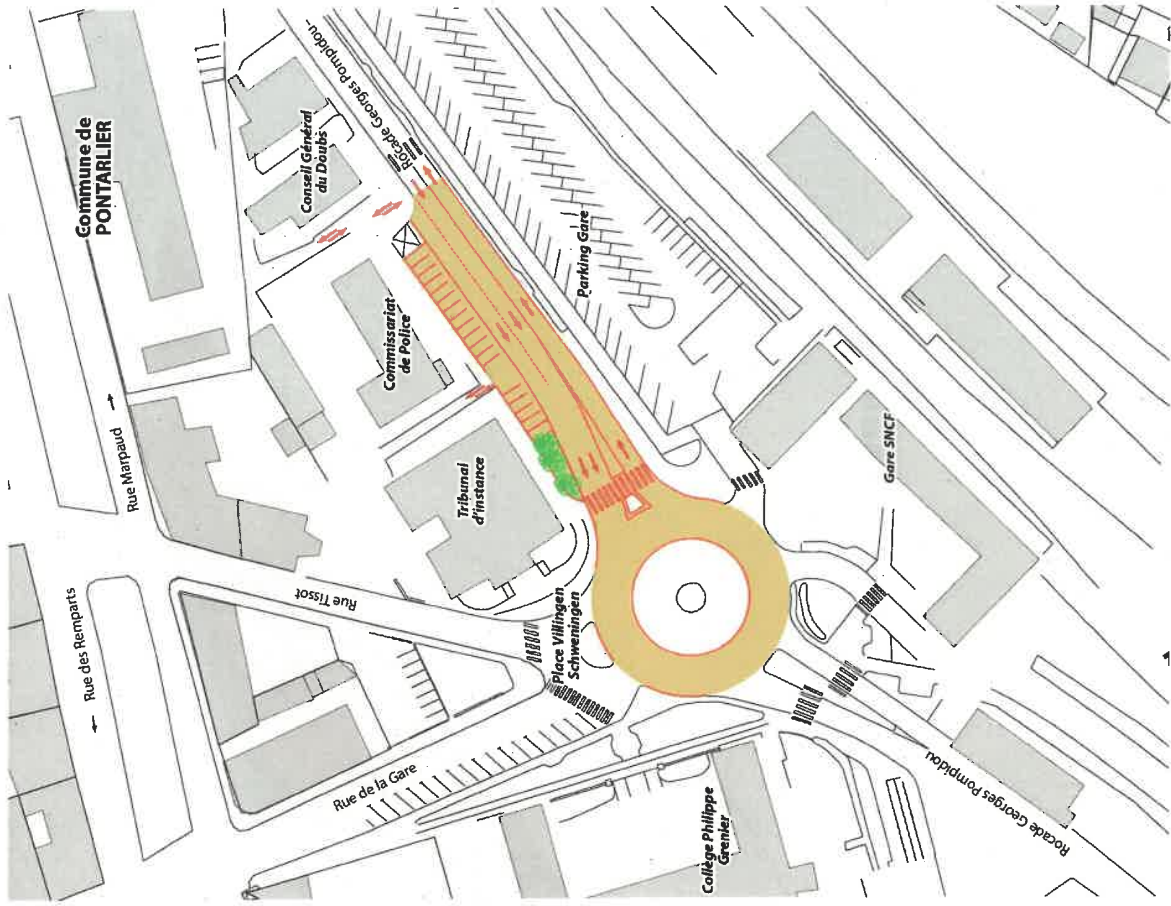
0 25m 50m  
**soberco**  
environnement  
Echelle 1/2 500 ème Fd cadastre.gouv

Emprise déclarée  
d'utilité publique  
Bâtiment détruit  
Communes

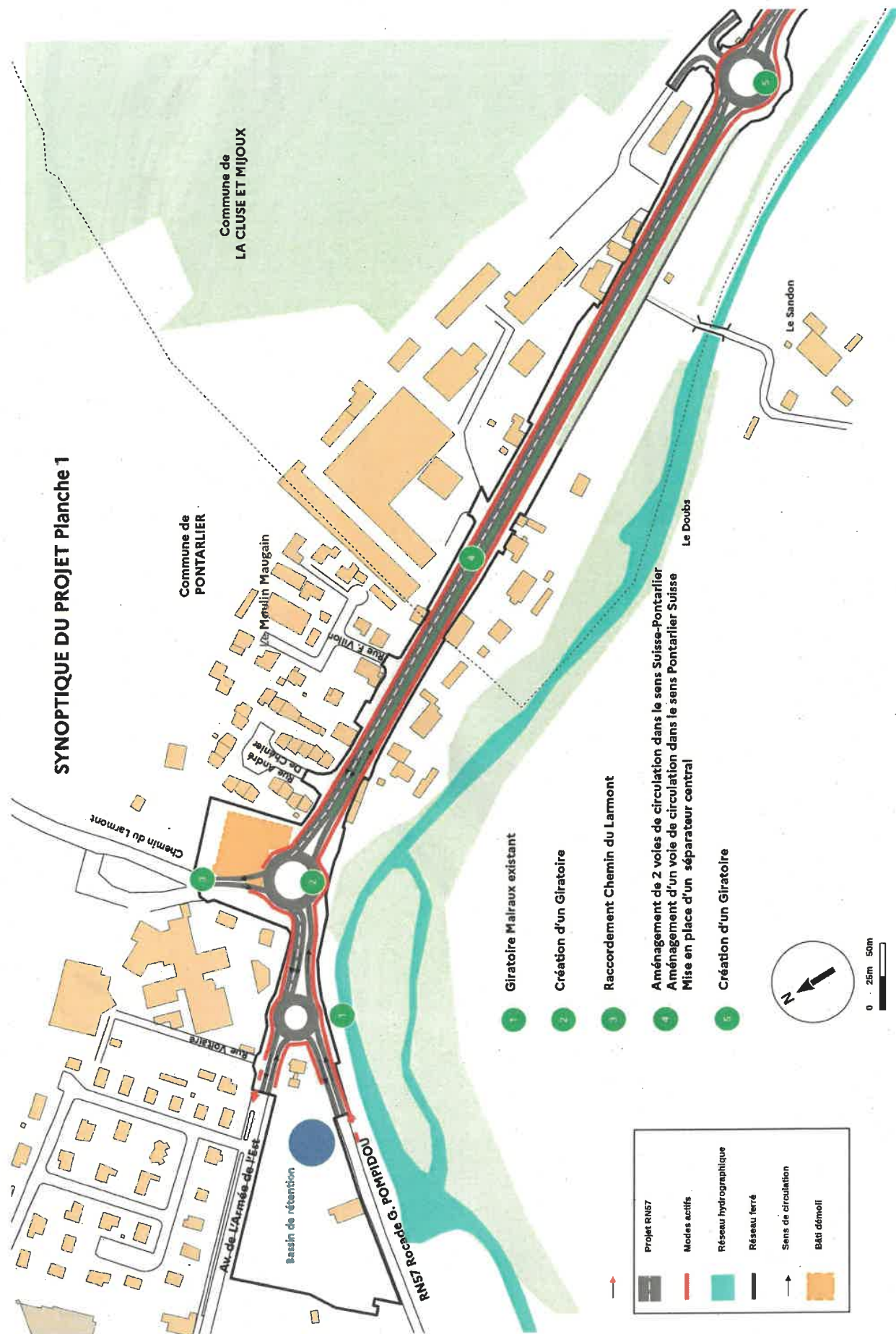
PLAN GÉNÉRAL DES TRAVAUX Secteur Malraux / Rosiers Planche 2



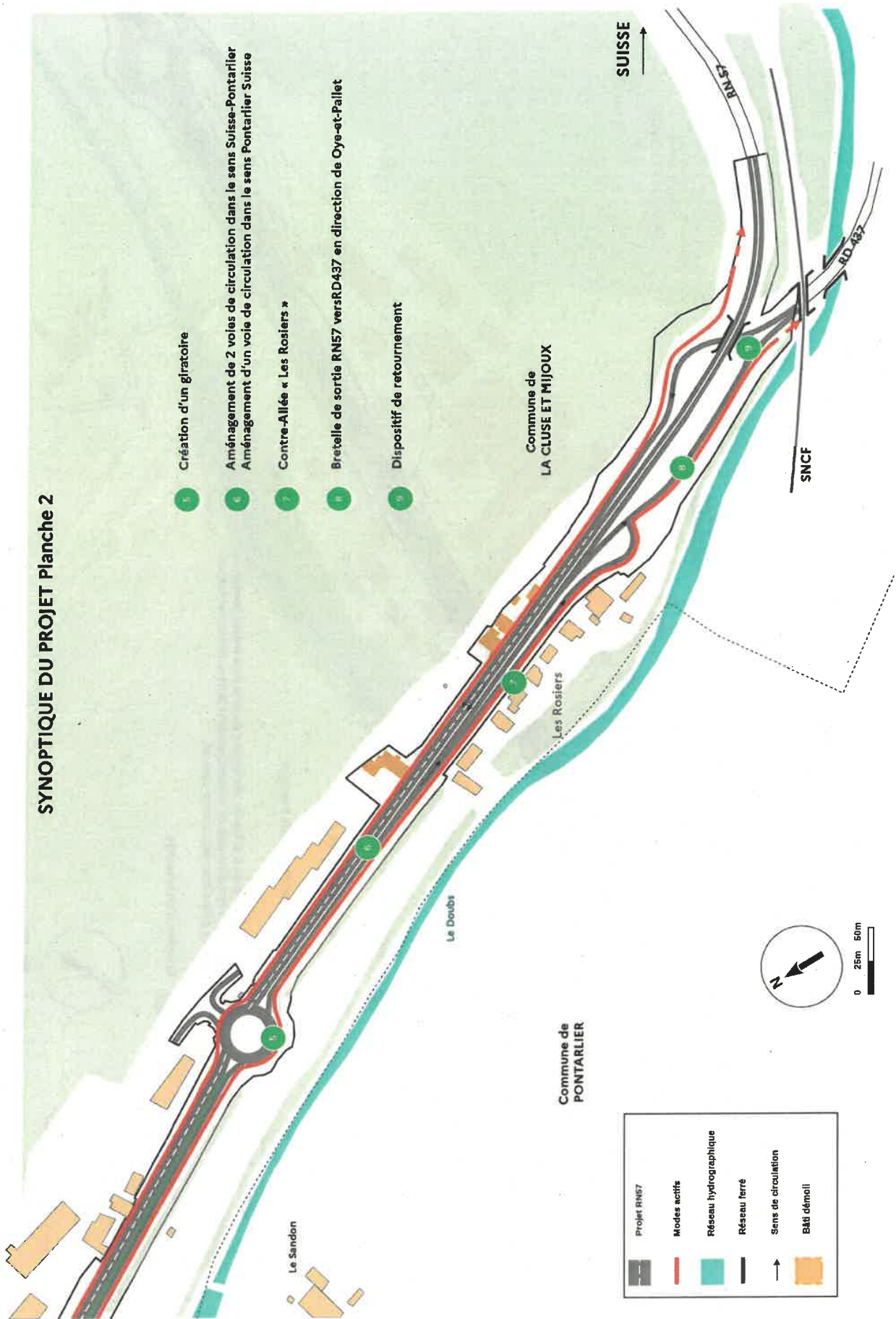




SYNOPTIQUE DU PROJET Planche 1



SYNOPTIQUE DU PROJET Planche 2





## Annexe 2

### **MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE LA RN 57 sur la section comprise entre le carrefour des Rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier**

Le présent document expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet d'aménagement de la RN 57 sur la section comprise entre le carrefour des Rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier.

Il constitue l'annexe à l'arrêté de déclaration d'utilité publique visée par l'article L122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique qui précise que « l'acte déclarant d'utilité publique est accompagné d'un document qui expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération ».

A cet égard, il reprend les éléments essentiels figurant dans le dossier soumis à enquête, auquel il ne saurait en aucun cas se substituer. En tant que de besoin, il conviendra de se reporter systématiquement à ce dossier afin de qualifier de façon détaillée le caractère d'utilité publique du projet d'aménagement de la RN 57 sur la section comprise entre le carrefour des Rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier.

La RN 57 est un axe de transit qui relie le Luxembourg à la Suisse. Elle dessert une région touristique et sectionne la ville de Pontarlier qui connaît une activité industrielle et commerciale remarquables. Elle accueille les divers déplacements des habitants de villages en périphériques en plein essor et supporte le trafic des travailleurs frontaliers contraints d'utiliser leur véhicule personnel en raison de la pauvreté des transports en commun, routiers et ferroviaires.

L'aménagement de la RN57 au sud de Pontarlier, entre le carrefour des Rosiers à la Cluse et Mijoux et la place de la gare à Pontarlier apporte une réponse immédiate aux dysfonctionnements observés sur l'infrastructure, de manière significative et durable.

Il répond aux objectifs suivants :

- Amélioration des conditions de circulation

L'aménagement d'une nouvelle voie dans le sens sud/nord à l'entrée de Pontarlier, la création d'un carrefour giratoire au niveau du collège André Malraux et le réaménagement du carrefour giratoire de la gare SNCF permettront de fluidifier le trafic, tant à l'entrée qu'au sein de la ville de Pontarlier.

- Sécurisation du trafic routier

La pose d'une séparation physique entre les chaussées sud/nord et nord/sud et le carrefour giratoire sécurisera le trafic et évitera les collisions frontales.

- Incitation aux modes de déplacements doux

L'aménagement d'une piste cyclable et des trottoirs séparés des chaussées circulées par les voitures et les poids lourds, tout en offrant des cheminements plus confortables et plus sécurisés, favoriseront l'utilisation des modes doux.

- Maîtrise des impacts sur l'environnement par des mesures d'évitement et de réduction.

• Sur les niveaux sonores :

Le projet d'aménagement va supprimer quatre bâtiments identifiés comme points noirs de bruit et des traitements de façades sont envisagés pour les autres. Le décalage de l'axe et les modifications de circulation vont permettre de réduire les niveaux sonores notamment dans le secteur des Rosiers. Pour quelques secteurs d'aggravations, des mesures de réduction seront prises en compte notamment à proximité du carrefour giratoire du collège Malraux.

• Sur le foncier :

Le projet nécessite la démolition d'un bâtiment commercial sur le secteur du collège Malraux et de 4 bâtiments dont deux locaux d'activités actifs sur le secteur des Rosiers. Des solutions amiables seront préférentiellement recherchées.



- Sur l'hydraulique et l'assainissement :

Le projet n'augmente pas les risques de crues du Doubs. Il est fait recours à un ouvrage de soutènement pour éviter toute emprise dans le lit majeur et la conception intègre un principe de rétablissement des écoulements de versant. Le projet intègre une mesure compensatoire pour la régulation et l'amélioration qualitative des rejets au Doubs. La gestion des eaux pluviales projetées améliorera le fonctionnement hydraulique (réalisation d'un bassin de décantation/épuration).

- Sur le patrimoine et l'archéologie :

Le projet reprend les principes d'aménagement émis par l'Architecte des Bâtiments de France.

- Sur le milieu naturel :

Le projet concerne un réaménagement sur place d'une infrastructure existante qui nécessite peu d'emprise. L'emprise supplémentaire de 4200 m<sup>2</sup> est compensée par la remise en prairie d'une surface équivalente en provenance de la démolition de plusieurs bâtiments. Les travaux comportent l'installation de franges boisées, la création de lisières arbustives et la plantation de 130 arbres. Les émissions de polluants résultant de la circulation automobile seront réduites en raison de la plus grande fluidité du trafic.

**Au regard de ces objectifs utiles à un large panel d'usagers et d'acteurs, le projet revêt un caractère d'utilité publique.**

Le projet retenu est issu d'une co-construction avec les acteurs du territoire durant toute la concertation ayant fait émerger la solution optimisée.

Le parti d'aménagement a fait l'objet d'adaptations afin de tenir compte des normes de sécurité routière, des contraintes techniques et d'exploitation sous chantier, des enjeux humains, environnementaux et paysagers, et des contributions issues de la concertation publique et institutionnelle. Le projet a indéniablement mûri au fil du temps et de la concertation avec les acteurs locaux. Son effet d'emprise est ainsi limité et fait du projet dans sa version actuelle, la solution de moindre impact sur l'environnement et sur l'atteinte à la propriété.

De plus, il montre un gain en termes de coûts collectifs liés en matière de sécurité, de confort et de bien-être pour la population. De plus, il est indéniable que le projet présente un gain notable pour la collectivité grâce à la réduction de la congestion, ce qui se traduit par des gains de temps pour les usagers et une réduction des gaz à effet de serre.

## Mesures de phase de conception et d'exploitation

Thème		Type d'impact	Type de mesures	Description de la mesure et exposé des effets attendus	Modalités de la mise en œuvre
MILIEU PHYSIQUE	TOPOGR APHIE	Déséquilibre des matériaux	Réduction	Réemploi, dans la mesure du possible, des déblais pour la réalisation des remblais	Définition des principes techniques par les équipes de maîtrise d'œuvre
	HYDROLOGIE ET	Imperméabilisation des sols et augmentation du ruissellement	Évitement	Mise en place d'un bassin de rétention des eaux pluviales pour l'ensemble de la RN57 en aval hydraulique	Définition des principes techniques par les équipes de maîtrise d'œuvre
	POLLUTION DES SOLS	Risques sur la santé	Réduction	Diagnostic des pollutions des bâtiments détruits dans le cadre du projet	Diagnostic de pollution (réalisée sur la RN57 et en cours sur le bâti) Disposition préalable aux travaux
RISQUES NATURELS	Risques d'inondation lors d'événements exceptionnels	Évitement	Mise en place d'un ouvrage de soutènement pour éviter toute emprise dans le lit majeur du Doubs	Définition des principes techniques par les équipes de maîtrise d'œuvre	
MILIEU NATUREL	FONCTIONNALITES ECOLOGIQUES	Continuité écologique	Réduction	Adaptation de l'éclairage de la voie publique	Définition des principes techniques pour l'intensité et la typologie de l'éclairage
			Réduction	Création d'une prairie de fauche au droit d'un espace aujourd'hui bâti, en bordure de la RN57	Définition des principes paysagers par l'équipe de maîtrise d'œuvre
		Accompagnement	Système de détecteurs de la faune de long de la RN57 et mise en place de clôture	Définition des principes techniques par les équipes de maîtrise d'œuvre	
		Accompagnement	Étude sur l'amélioration de la continuité écologique de la RN57 au sud du projet	Étude complémentaire	
		Évitement	Évitement des secteurs sensibles par le choix de la solution retenue : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lisière forestière</li> <li>• Milieux humides</li> </ul>		
		Réduction	Replantation des franges boisées et des haies	Définition des principes paysagers par l'équipe de maîtrise d'œuvre	
		Réduction	Création d'une prairie de fauche au droit d'un espace aujourd'hui bâti, en bordure de la RN57	Définition des principes paysagers par l'équipe de maîtrise d'œuvre	

Thème	Type d'impact	Type de mesures	Description de la mesure et exposé des effets attendus	Modalités de la mise en œuvre
MILIEU HUMAIN POPULATION ET NUISANCE	Dégradation de l'ambiance acoustique	Réduction	isolement de façade et mise en place de protection à la source selon les nuisances acoustiques	Définition des principes techniques par les équipes de maîtrise d'œuvre, après étude acoustique
	Modification des usages	Réduction	Nouvelle signalétique pour faciliter l'accès aux commerces le long de la RN57	Définition des principes techniques par les équipes de maîtrise d'œuvre
		Réduction	Reconstruction des murets et portails	Définition des principes techniques par les équipes de maîtrise d'œuvre
DEPLACEMENTS	Suppression de stationnement	Réduction	Création de places de stationnement au voisinage de la RN67	Définition des principes techniques par les équipes de maîtrise d'œuvre
		Évitement	Mesure d'évitement par la conservation de bâtiments à valeur patrimoniale et par l'intégration des remarques de l'architecte des bâtiments de France : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation de matériaux adaptés</li> <li>• Conservation des piliers de la demeure du Sandon</li> </ul>	Intégré a projet
PATRIMOINE	Risque d'atteinte au patrimoine bâti			

## Mesures en phase chantier

Thème	Type d'impact	Type de mesures	Description de la mesure et exposé des effets attendus	Modalités de la mise en œuvre
MILIEU PHYSIQUE HYDROLOGIE ET ASSAINISSEMENT	Risque de pollution	Réduction	Protection de la qualité des eaux souterraines, du milieu naturel et des réseaux face au risque d'infiltration de polluants et matière en suspension durant la phase chantier	Traduction dans les documents contractuels des entreprises
MILIEU POLLUTION DES SOLS	Risque de pollution	Réduction	Diagnostic des secteurs sensibles à la pollution des sols pour la définition d'une gestion adaptée	Étude de conception et définition des travaux
MILIEU NATUREL FAUNE ET FLORE	Dégradation des espaces naturels	Evitement	Limitation des emprises lors de la phase chantier <b>Adaptation de la phase de travaux à la phénologie des espèces</b>	Traduction dans les documents contractuels des entreprises
	Perturbation des espèces	Réduction	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coupe des arbres remarquables, de septembre à mars, en dehors des périodes sensibles de reproduction de l'avifaune,</li> <li>Démolition des bâtiments entre Septembre et Octobre, en dehors des périodes sensibles pour les chiroptères, les hirondelles et les martinets, et après mise en place de mesures d'habitat de substitution.</li> </ul> <b>Adaptation de la phase de travaux à la phénologie des espèces</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Démolition des bâtiments préférentiellement entre Mars-Avril et Septembre-Octobre hors des périodes d'hibernation et de mise bas des chiroptères, pendant laquelle elles sont particulièrement sensibles au dérangement ou après vérification de l'absence de gîte à chiroptère.</li> </ul>	Intégration dans les calendriers des opérations par la maîtrise d'œuvre Traduction dans les documents contractuels des entreprises
MILIEU HUMAIN NUISANCES	Perturbation de la circulation	Réduction	<b>Phasage du chantier pour conserver la circulation sur la RN57</b>	Intégration dans les calendriers des opérations par la maîtrise d'œuvre Traduction dans les documents contractuels des entreprises  Traduction dans les documents contractuels des entreprises

## Modalités de suivi

Thème	Type d'impact	Type de mesures	Description de la mesure et exposé des effets attendus	Modalités de la mise en œuvre
Environnement	Suivi phase chantier	Suivi des travaux	<p>Suivi de chantier réalisé par un coordinateur environnemental et/ou un ingénieur écologue pour veiller (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect des zones mise en défens ;</li> <li>• lutte contre les espèces exotiques envahissantes ;</li> <li>• Respect des emprises travaux</li> <li>• respect des prescriptions environnementales</li> </ul> <p>Les mesures à mettre en œuvre sont de trois ordres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La première est de sensibiliser et de responsabiliser les entreprises qui interviennent sur le chantier. Il est nécessaire toutefois que cet engagement des entreprises soit contractuel, c'est pourquoi des contraintes et des engagements en matière de protection du milieu naturel seront inscrits dans les marchés de travaux avec les entreprises. Ces prescriptions seront définies puis présentées aux adjudicataires avec le concours des services concernés : l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, les services de la DDT chargés de la Police des Eaux</li> <li>• La seconde consiste à limiter la production des matières en suspension. Pour cela il est nécessaire de : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Limiter la circulation des engins de travaux publics dans les emprises du projet,</li> <li>◦ Interdire toute circulation d'engins dans les lits mineurs des cours d'eau,</li> <li>◦ Arroser la zone des travaux pour éviter une dissipation des poussières par les vents,</li> <li>◦ Limiter les défrichements et le décapage aux zones strictement nécessaires,</li> <li>◦ Végétaliser rapidement les surfaces terrassées.</li> </ul> </li> <li>• La dernière mesure consiste à isoler les sites susceptibles de générer une dégradation des cours d'eau localisés à proximité. Cet isolement sera réalisé sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Des aires de chantier qui seront équipées : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ de bacs de rétention pour produits inflammables,</li> <li>▪ de bidons destinés à recueillir les huiles usagées,</li> <li>▪ de burrelets ceinturant les aires de stationnement des engins,</li> <li>▪ les ouvrages de gestion des eaux pluviales pourront être réalisés en phase préliminaire des travaux dans l'optique de protéger le milieu récepteur des eaux de ruissellement pouvant arriver de la zone de chantier. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettront d'assurer une dépollution avant rejet dans les milieux récepteurs et de limiter, ainsi, les risques de déversements accidentels ; les eaux pluviales des aires de chantier isolées par les burrelets ceinturant seront conduites vers les ouvrages de gestion des eaux pluviales. A l'aval des chantiers, les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront équipés de filtres à paille et d'ouvrages de cloisonnement permettant d'isoler les aires de chantier des milieux récepteurs.</li> </ul> </li> <li>◦ Les pistes d'accès aux zones de travaux seront réalisées de manière à collecter les eaux de ruissellement et éviter leur dispersion vers le milieu naturel et des ouvrages provisoires de décontamination et de confinement seront créés au niveau des points bas de chaque zone de travaux ;</li> <li>◦ Cet isolement sera complété par une information à destination du personnel intervenant sur le chantier par rapport aux risques que représentent les déversements accidentels et les espèces invasives.</li> </ul> </li> </ul>	Traduction dans les documents contractuels des entreprises
Milieux aquatique	Suivi phase chantier	Suivi des travaux	<p>Les mesures à mettre en œuvre sont de trois ordres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La première est de sensibiliser et de responsabiliser les entreprises qui interviennent sur le chantier. Il est nécessaire toutefois que cet engagement des entreprises soit contractuel, c'est pourquoi des contraintes et des engagements en matière de protection du milieu naturel seront inscrits dans les marchés de travaux avec les entreprises. Ces prescriptions seront définies puis présentées aux adjudicataires avec le concours des services concernés : l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, les services de la DDT chargés de la Police des Eaux</li> <li>• La seconde consiste à limiter la production des matières en suspension. Pour cela il est nécessaire de : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Limiter la circulation des engins de travaux publics dans les emprises du projet,</li> <li>◦ Interdire toute circulation d'engins dans les lits mineurs des cours d'eau,</li> <li>◦ Arroser la zone des travaux pour éviter une dissipation des poussières par les vents,</li> <li>◦ Limiter les défrichements et le décapage aux zones strictement nécessaires,</li> <li>◦ Végétaliser rapidement les surfaces terrassées.</li> </ul> </li> <li>• La dernière mesure consiste à isoler les sites susceptibles de générer une dégradation des cours d'eau localisés à proximité. Cet isolement sera réalisé sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Des aires de chantier qui seront équipées : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ de bacs de rétention pour produits inflammables,</li> <li>▪ de bidons destinés à recueillir les huiles usagées,</li> <li>▪ de burrelets ceinturant les aires de stationnement des engins,</li> <li>▪ les ouvrages de gestion des eaux pluviales pourront être réalisés en phase préliminaire des travaux dans l'optique de protéger le milieu récepteur des eaux de ruissellement pouvant arriver de la zone de chantier. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettront d'assurer une dépollution avant rejet dans les milieux récepteurs et de limiter, ainsi, les risques de déversements accidentels ; les eaux pluviales des aires de chantier isolées par les burrelets ceinturant seront conduites vers les ouvrages de gestion des eaux pluviales. A l'aval des chantiers, les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront équipés de filtres à paille et d'ouvrages de cloisonnement permettant d'isoler les aires de chantier des milieux récepteurs.</li> </ul> </li> <li>◦ Les pistes d'accès aux zones de travaux seront réalisées de manière à collecter les eaux de ruissellement et éviter leur dispersion vers le milieu naturel et des ouvrages provisoires de décontamination et de confinement seront créés au niveau des points bas de chaque zone de travaux ;</li> <li>◦ Cet isolement sera complété par une information à destination du personnel intervenant sur le chantier par rapport aux risques que représentent les déversements accidentels et les espèces invasives.</li> </ul> </li> </ul>	Traduction dans les documents contractuels des entreprises
Bruit	Suivi phase Exploitation	Campagnes de mesures	<p>Une Campagne de suivi après travaux</p>	Traduction dans les documents contractuels des entreprises
Qualité de l'air	Suivi phase Exploitation	Campagnes de mesures	<p>Une Campagne de suivi après travaux</p>	Traduction dans les documents contractuels des entreprises

Préfecture du Doubs

25-2022-06-29-00010

Point de vaccination rue Mégevand Besançon

**ARRÊTÉ** n° 25-2022-06-29-00010

portant sur l'ouverture des centres de vaccination pour le département du Doubs

Point de vaccination - rue mégevand à Besançon

Le Préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de la santé publique, son titre III, et notamment ses articles L. 3131-15 à L. 3131-17 et L 3136-1 ;
- VU** la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;
- VU** le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;
- VU** l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé;
- VU** l'urgence ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de poursuivre la lutte contre le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

**CONSIDÉRANT** que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte l'enjeu sanitaire d'une protection durable des populations les plus exposées ou les plus à risque ;

**CONSIDÉRANT** que l'accès à la vaccination n'est proposé à ce jour que dans le circuit de médecine de ville ;

**CONSIDÉRANT** que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de Covid-19, qu'à cette fin, il importe de faciliter l'accès au dispositif de vaccination aux personnes les plus fragiles, notamment les plus de 60 ans ;

**CONSIDÉRANT** que dans chaque département un centre de vaccination doit être mis en place pour permettre de maintenir pour les populations un parcours vaccinal complet avec l'administration d'une quatrième dose ;

Sur proposition de madame la directrice de cabinet,

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** La vaccination contre la Covid-19 peut être assurée dans le centre de vaccination suivant :

Point de vaccination de Besançon, service hygiène santé, 15 rue Mégevand 25 000 Besançon, sous la responsabilité de la mairie de Besançon.

Des personnels de santé seront mis à la disposition du centre de vaccination du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2022.

**ARTICLE 2 :** Le centre de vaccination peut disposer également d'équipes mobiles, après validation expresse de l'autorité préfectorale.

**ARTICLE 3 :** Le centre de vaccination peut également demander l'autorisation à l'autorité préfectorale d'approvisionner des sites secondaires éphémères.

**ARTICLE 4 :** Ce centre peut assurer la vaccination contre la Covid-19 à compter du 1<sup>er</sup> juillet jusqu'au 30 septembre 2022. Conformément à la réglementation, ce centre peut être approvisionné en vaccins par les pharmacies d'officine ou par les pharmacies à usage intérieur.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Cette décision peut faire l'objet dans le même délai d'un recours gracieux auprès de l'autorité qui l'a délivrée.

**ARTICLE 6 :** La directrice de cabinet, Madame la Maire, le directeur général de l'agence régionale de santé, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Besançon, le 29 juin 2022

Le Préfet,  


Jean-François COLOMBET



Préfecture du Doubs

25-2022-07-04-00003

Arrêté attribution subvention FIPDR - 1 caméras  
voie publique BESANCON



**Vu** le décret n° 2021-1939 du 30 décembre 2021 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 pour l'année 2022 ;

**Vu** le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État ;

**Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;

**Vu** le décret du 26 août 2021 portant nomination de Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet du préfet du Doubs ;

**Vu** l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** l'arrêté du 25 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères économiques et financiers pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** l'arrêté du 17 novembre 2017 relatif aux conditions de mises à disposition des données essentielles des conventions de subvention ;

**Vu** l'arrêté du 26 juillet 2019 relatif aux règles budgétaires des organismes remplaçant l'arrêté du 30 juin 2017 pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** l'arrêté n° 25-2021-09-27-00002 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à Madame Laure TROTIN, sous-préfète, directrice du cabinet ;

**Vu** l'arrêté 25-2021-12-06-00018 du 6 décembre 2021 portant autorisation à la commune de Besançon d'installer 1 caméra visionnant la voie publique (périmètre vidéo protégé – Fribourg) ;

**Vu** la circulaire du Ministère de l'Intérieur N° NORINTK 2204832J du 11/02/2022, relative au FIPDR ;

**Considérant** la demande de subvention du 25 mars 2022 de la maire de Besançon pour la réalisation de l'investissement suivant : Acquisition et installation d'une caméra visionnant la voie publique (périmètre vidéo protégé – Fribourg) ;

**Considérant** l'avis du référent sureté en date du 11 avril 2022 ainsi que le dossier présenté par le porteur de projet ;

**Considérant** que le préfet est chargé dans le département de mettre en œuvre les politiques publiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation, et que le projet d'investissement présenté y contribue ;

## ARRETE

### **Article 1**

Il est attribué une subvention au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) à la ville de BESANCON – Hôtel de Ville – 2, rue Mégevand – 25000 BESANCON – N° de SIRET 21250056500016 , pour la réalisation de l'investissement suivant :

« développement de la vidéo-protection ».

Le coût prévisionnel de l'opération subventionnable s'élève à 6807,00 €.

La subvention accordée au titre du FIPDR s'élève à 3000,00 € (trois mille euros) et correspond à 44 % du coût prévisionnel de l'opération détaillée ci-après.

Le projet est le suivant : installation d'une caméra visionnant la voie publique (périmètre vidéo protégé – secteur Fribourg).

Le projet doit être achevé au plus tard le **31/12/2022**.

Les dépenses éligibles du projet financé par le FIPDR sont comprises entre le 01/05/2022 et le 31/12/2022. Toute dépense présentée au préfet du Doubs n'entrant pas dans cette période ne sera pas prise en compte.

**Article 2** : La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- La subvention étant inférieure ou égale à 23 000 euros : la subvention est versée en totalité (soit 3000,00€) sur production de devis ou facture justifiant l'acquisition du matériel, en conformité de ses caractéristiques avec celles visées dans le présent article 1, ainsi qu'une attestation de démarrage des travaux signée du maître d'ouvrage.

**Article 3** : Cette dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la manière suivante :

- UO 0216 – CIPD - DR21
- Centre de coût : PRFDCAB 025
- Domaine fonctionnel : 0216-10-05
- Code d'activité : 0216081008A6
- Axe Ministériel ou projet analytique ministériel 09-FI0000001(politique de la ville)

Le versement est effectué sur le compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur :

Titulaire du compte - Code établissement - Code guichet - Numéro de compte - Clé RIB (**voir RIB joint au présent arrêté**). L'ordonnateur de la dépense est le préfet du Doubs.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet du Doubs.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le Directeur Régional des Finances Publiques de Bourgogne-Franche/Comté.

Le compte-rendu d'exécution des dépenses ou état récapitulatif des dépenses devra être certifié et signé par la personne habilitée à représenter le porteur de projet, et le cas échéant, par son expert-comptable et transmis au préfet du Doubs.

Le projet fait l'objet d'une attestation de démarrage ou clôture des travaux ou d'un ordre de service du maître d'ouvrage valant commencement des travaux dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté. A défaut, le présent arrêté sera abrogé.

Le projet sera achevé le 31/12/2022 conformément à l'article 1 du présent arrêté. Si, à cette date, le projet, l'opération ou la phase d'opération au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le préfet du Doubs constate la caducité de l'arrêté et exige le remboursement total ou partiel de la subvention versée.

A l'exécution du projet, le porteur de projet fait parvenir au préfet du Doubs l'attestation d'achèvement des travaux signée du maître d'ouvrage – suite à la visite sur les lieux des installations faisant l'objet des travaux visés à l'article 1 – accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées (compte-rendu d'exécution des dépenses) et de la liste des aides publiques perçues et de leur montant respectif.

Le préfet du Doubs exige également le reversement total ou partiel de la subvention versée :

- si l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation,
- s'il a connaissance ou qu'il constate un dépassement du montant des aides publiques perçues au titre du projet<sup>1</sup>,
- et, le cas échéant, si le projet n'est pas réalisé au terme du délai prévisionnel d'achèvement de l'opération mentionné *supra* ou si le bénéficiaire n'a pas respecté les obligations mentionnées à l'article 3.

<sup>1</sup>Constituent des aides publiques les subventions et aides de toute nature directes et indirectes accordées par l'État, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, l'Union européenne et les organisations internationales.

#### **Article 4**

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre du projet, le porteur de projet est tenu d'en informer sans délai le préfet du Doubs par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 5**

En cas de non-présentation des pièces justificatives de dépenses, d'inexécution partielle ou totale, de sous-consommation de la subvention accordée, ou de modification substantielle du projet subventionné ou de retard significatif dans sa mise en œuvre, la subvention attribuée peut être réduite ou supprimée. Le cas échéant, il peut être ordonné le reversement de tout ou partie de la somme versée au bénéficiaire, conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996.

Tout refus de communication ou toute communication tardive des documents mentionnés aux articles 2 et 3 pourra entraîner la suppression de la subvention en application du décret-loi du 2 mai 1938.

Jusqu'à la date d'achèvement du projet figurant aux articles 1 et 3, un contrôle sur pièces et sur place peut être réalisé. Le porteur de projet facilite l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au présent article.

A l'issue du projet, lorsque le contrôle des coûts fait apparaître un taux de financement supérieur à celui qui figure à l'article 1 du présent arrêté, il pourra être exigé le remboursement proportionnel de la subvention. De même, lorsque ce contrôle met en lumière une structure de coût, différente de celle qui figurait dans la demande de subvention, sans information préalable du préfet du Doubs, un remboursement partiel pourra être exigé.

**Article 6** : La Directrice de Cabinet du Préfet du Doubs et le Comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au bénéficiaire.

Besançon, Le

Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète, directrice de cabinet

Laure TROTIN

Préfecture du Doubs

25-2022-07-04-00004

Arrêté attribution subvention FIPDR - caméras  
voie publique SAINT-VIT





**Vu** le décret n° 2021-1939 du 30 décembre 2021 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 pour l'année 2022 ;

**Vu** le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État ;

**Vu** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, préfet du Doubs ;

**Vu** le décret du 26 août 2021 portant nomination de Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet du préfet du Doubs ;

**Vu** l'arrêté du 25 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères économiques et financiers pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** l'arrêté du 17 novembre 2017 relatif aux conditions de mises à disposition des données essentielles des conventions de subvention ;

**Vu** l'arrêté du 26 juillet 2019 relatif aux règles budgétaires des organismes remplaçant l'arrêté du 30 juin 2017 pris en application de l'article 54 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**Vu** l'arrêté n° 25-2021-09-27-00002 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à Madame Laure TROTIN, sous-préfète, directrice du cabinet ;

**Vu** l'arrêté 25-2021-12-06-00013 du 6 décembre 2021 portant autorisation à la commune de SAINT-VIT d'installer 32 caméras visionnant la voie publique (dont 4 caméras pour la 1ère tranche) ;

**Vu** la circulaire du Ministère de l'Intérieur N° NORINTK 2204832J du 11/02/2022, relative au FIPDR ;

**Considérant** la demande de subvention du 7 juin 2022 du maire de SAINT-VIT pour la réalisation de l'investissement suivant : Acquisition et installation des 4 premières caméras visionnant la voie publique.

**Considérant** l'avis du référent sureté en date du 13 juin 2022 ainsi que le dossier présenté par le porteur de projet ;

**Considérant** que le préfet est chargé dans le département de mettre en œuvre les politiques publiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation, et que le projet d'investissement présenté y contribue ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est attribué une subvention au titre du fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation à la commune de SAINT-VIT (25410) - 3, Place de la Mairie - **N° de SIRET 21250527500017** pour la réalisation de l'investissement suivant : Acquisition et installation de 4 caméras visionnant la voie publique.

Le coût prévisionnel de l'opération subventionnable (éligible) s'élève à 12 000,00€ HT.

La subvention accordée au titre du FIPDR s'élève à 4 000,00€ (QUATRE MILLE EUROS) et correspond à 33% environ du coût prévisionnel de l'opération susvisée (arrondi à l'euro supérieur).

Le projet est le suivant : installation de 4 caméras visionnant la voie publique (territoire communal).

Le projet doit être achevé au plus tard le **31/12/2022**.

Les dépenses éligibles du projet financé par le FIPDR sont comprises entre le 6/12/2021 et le 31/12/2022. Toute dépense présentée au préfet du Doubs n'entrant pas dans cette période ne sera pas prise en compte

**Article 2** : La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- La subvention étant inférieure ou égale à 23 000 euros : la subvention est versée en totalité (soit 4 000,00€) sur production d'une attestation de démarrage des travaux ou de fin de travaux, signée du maître d'ouvrage justifiant l'acquisition du matériel, en conformité de ses caractéristiques avec celles visées dans le présent article 1.

**Article 3** : Cette dépense est imputée sur les crédits ouverts sur le programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la manière suivante :

- UO 0216 – CIPDR - DR21
- Centre de coût : PRFDCAB 025
- Domaine fonctionnel : 0216-10-05
- Code d'activité : 0216081008A6
- Axe Ministériel ou projet analytique ministériel 09-FI0000001(politique de la ville)

Le versement est effectué sur le compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur :

Titulaire du compte - Code établissement - Code guichet - Numéro de compte - Clé RIB (**voir RIB joint au présent arrêté**). L'ordonnateur de la dépense est le préfet du Doubs.

L'ordonnateur de la dépense est le préfet du Doubs.

Le comptable assignataire chargé des paiements est le Directeur Régional des Finances Publiques de Bourgogne-Franche-Comté.

Le compte-rendu d'exécution des dépenses ou état récapitulatif des dépenses devra être certifié et signé par la personne habilitée à représenter le porteur de projet, et le cas échéant, par son expert-comptable et transmis au préfet du Doubs.

Le projet fait l'objet d'une attestation de démarrage ou clôture des travaux ou d'un ordre de service du maître d'ouvrage valant commencement des travaux dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté. A défaut, le présent arrêté sera abrogé.

Le projet sera achevé le 31/12/2022 conformément à l'article 1 du présent arrêté. Si, à cette date, le projet, l'opération ou la phase d'opération au titre duquel la subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le préfet du Doubs constate la caducité de l'arrêté et exige le remboursement total ou partiel de la subvention versée.

A l'exécution du projet, le porteur de projet fait parvenir au préfet du Doubs l'attestation d'achèvement des travaux signée du maître d'ouvrage – suite à la visite sur les lieux des installations faisant l'objet des travaux visés à l'article 1 – accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées (compte-rendu d'exécution des dépenses) et de la liste des aides publiques perçues et de leur montant respectif.

Le préfet du Doubs exige également le reversement total ou partiel de la subvention versée :

- si l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation,
- s'il a connaissance ou qu'il constate un dépassement du montant des aides publiques perçues au titre du projet<sup>1</sup>,
- et, le cas échéant, si le projet n'est pas réalisé au terme du délai prévisionnel d'achèvement de l'opération mentionné *supra* ou si le bénéficiaire n'a pas respecté les obligations mentionnées à l'article 3.

<sup>1</sup>Constituent des aides publiques les subventions et aides de toute nature directes et indirectes accordées par l'État, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, l'Union européenne et les organisations internationales.

#### **Article 4**

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre du projet, le porteur de projet est tenu d'en informer sans délai le préfet du Doubs par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 5**

En cas de non-présentation des pièces justificatives de dépenses, d'inexécution partielle ou totale, de sous-consommation de la subvention accordée, ou de modification substantielle du projet subventionné ou de retard significatif dans sa mise en œuvre, la subvention attribuée peut être réduite ou supprimée. Le cas échéant, il peut être ordonné le reversement de tout ou partie de la somme versée au bénéficiaire, conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996.

Tout refus de communication ou toute communication tardive des documents mentionnés aux articles 2 et 3 pourra entraîner la suppression de la subvention en application du décret-loi du 2 mai 1938.

Jusqu'à la date d'achèvement du projet figurant aux articles 1 et 3, un contrôle sur pièces et sur place peut être réalisé. Le porteur de projet facilite l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément au présent article.

**Article 6** : La Directrice de Cabinet du Préfet du Doubs, et le Comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au bénéficiaire.

Besançon, Le

Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète, directrice de cabinet

Laure TROTIN

Préfecture du Doubs

25-2022-07-04-00001

ARRETE PREF fermeture 60 jours - La Besace

**Arrêté n°**  
portant FERMETURE ADMINISTRATIVE de l'établissement  
LA BESACE 18 rue Claude Pouillet - 25000 BESANCON

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite,

- VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L 3332-15-2 et R 1336-4 et suivants ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles R.571-25 à R.571-31 ;
- VU** l'article L 211-5 - § 1 et suivants du Code des Relations entre l'Administration et le Public ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination du préfet du Doubs – M. COLOMBET (Jean-François) ;
- VU** le décret du 26 août 2021 portant nomination de Mme Laure TROTIN sous-préfète, directrice de cabinet ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°25-2021-09-27-0002 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Laure TROTIN, sous-préfète, directrice de cabinet ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 25-2016-10-21-001 en date du 21 octobre 2016 portant réglementation des débits de boissons et établissements similaires dans le département du Doubs ;
- VU** la procédure contradictoire en date du 14 juin 2022 du Préfet du Doubs, invitant Monsieur Samir ZEGAI, gérant de l'établissement LA BESACE, à présenter ses arguments par écrit en réponse dans un délai de 15 jours ;
- VU** l'avertissement pour nuisances et troubles à l'ordre et à la santé publique en date du 21 septembre 2020 à l'encontre de l'établissement LA BESACE 18 rue Claude Pouillet à Besançon, puis l'ultime avertissement du 28 septembre 2021, pour les mêmes faits ;
- VU** la fermeture administrative de 30 jours, prononcée le 18 janvier 2022 au vu des nombreuses infractions recensées ;
- CONSIDÉRANT** les nouveaux troubles à l'ordre public, ouverture tardive en dehors des horaires réglementaires, ainsi que les nuisances sonores;
- CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L 3332-15 alinéas 1 et 2 et suivants, la fermeture peut être ordonnée par le représentant de l'État dans le département pour une durée n'excédant pas deux ou trois mois ;
- CONSIDÉRANT** les plaintes des riverains enregistrées par les services de la police nationale en date du 24 septembre 2021 pour nuisances sonores et troubles à l'ordre public ;

8 bis, rue Charles Nodier  
25035 BESANÇON Cedex  
Tél : 03 81 25 10 91  
mel : pref-polices-administratives@doubs.gouv.fr

**CONSIDÉRANT** que ces nouveaux faits caractérisent le non-respect de la police des débits de boissons ;

**CONSIDÉRANT** que dans le cadre de la procédure contradictoire, Monsieur Samir ZEGAI n'a pas donné suite à mon courrier du 14 juin 2022 ;

**VU** les justificatifs produits ;

**SUR** proposition de la directrice de cabinet du préfet du Doubs ;

**- A R R E T E -**

**Article 1er** : La **fermeture de l'établissement LA BESACE** 18 rue Claude Pouillet à Besançon (25000), est prononcée pour une durée de **60 jours, à compter de sa notification**.

L'affiche ci-annexée sera apposée sur la devanture de l'établissement durant toute la durée de la fermeture administrative.

**Article 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 3** : La directrice de cabinet du Préfet du Doubs, le directeur départemental de la sécurité publique du Doubs, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par les autorités et dont copie sera adressée à :

- Mme la Maire de Besançon,
- M. le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Besançon,
- M. le Président de l'UMIH du Doubs

Besançon, le

Le préfet du Doubs, par délégation,  
la directrice de cabinet

Laure TROTIN

SDIS 25

25-2022-07-01-00006

Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe de reconnaissance face aux risques radiologiques du service départemental d'incendie et de secours du Doubs pour l'année 2022.



**Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe de reconnaissance face aux risques radiologiques du service départemental d'incendie et de secours du Doubs pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;
- Vu** la loi 96.370 du 3 mai 1996, relative au développement du volontariat dans les Corps de sapeurs-pompiers ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-1712-07102 du 17 décembre 2007 portant création d'une équipe spécialisée dans la lutte face aux risques radiologiques dans le département du Doubs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2016-07-11-017 du 11 juillet 2016 portant approbation du SDACR du Doubs ;
- Vu** l'arrêté du 20 décembre 2002 fixant le guide national de référence relatif au risque radiologique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00009 du 1<sup>er</sup> avril 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe de reconnaissance face aux risques radiologiques des sapeurs-pompiers du département du Doubs pour l'année 2022.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont habilités à exercer au sein de l'équipe de reconnaissance face aux risques radiologiques des sapeurs-pompiers du département du Doubs au titre de l'année 2022, sans restriction, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM - PRENOM
RAD 4	Conseiller Technique Départemental	BOUCHOT Anaël
	Conseiller Technique	DELON Benoît
EXPERT	Conseiller Départemental Médecine Nucléaire	BOULADHOUR Hatem
RAD 3	Conseiller Technique Départemental Adjoint	SAUGET Yohann



NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM - PRENOM
<b>RAD 3</b>	<b>Chef « CMIR »</b>	BEVALOT Jules LECOMTE Hervé VIEILLEDENT Matthieu
<b>RAD 2</b>	<b>Conseiller en radioprotection</b>	COGNAT Jérémie
	<b>Chef d'équipe d'intervention</b>	AGUIE Alexandre AUTHIER-CAILLAUD Astrid BADINA Jérôme BAILLY David BECOULET Sébastien BEUGNOT Alexis BOSSONNET Julien CAFFAREL Xavier CLAVERIA Nicolas CLERC Laurent DETTE Jean-Philippe DINETTE Arnaud DUDO Olivier DUTOUR Sandrine FISCHESSER Guillaume FRANCHEQUIN Régis GHERARDI Philippe GIRARDET Tom GUIGNOT Yvon JACOUTOT Olivier LAISNE Jean-Marc MALACHOWSKI Frédéric MONNIN Frédéric MONTAGNON Aurélien PETER Arnaud PICHETTI Arnaud PICHON Romain PLUMEREL Guillaume PONCELIN Bertrand PRIEM Vincent RIVA Laurent RIVIERE Philippe ROLLIN Jérôme ROUSSIN Anthony SCHORI Nicolas TOURNIER Stéphane

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM - PRENOM
<b>RAD 1</b>	<b>Chef d'équipe reconnaissance</b>	BOLE Julien BOURGIN Sébastien BRIONNE Samuel CATANESE Florence CHOULET Frédéric DUBOIS Romain DUCHANNOY Benoît DUPONT Antoine GESSIER Pierre GIGON Arnaud GRILLET Bertrand GROSPERRIN Aline KATANCEVIC Nicolas LARRIERE Anthony LONCHAMPT Anthony MANZONI Jérémie MASSE Sébastien MILLE Gaëtan MOUGIN David POMMEY Oriane RENEAUX Lionel RINGENBACH Thomas RIVOIRE Clément ROY Jérôme VADAM Jean-Charles VALKER Marc VUILLET Emmanuelle

**Article 2** | Sont habilités à exercer la spécialité « RAD » uniquement dans le cadre des exercices et des formations, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM - PRENOM
<b>EXPERT</b>		GIAMPICCOLO François
<b>RAD 2</b>	<b>Chef d'équipe d'intervention</b>	BONNETON Sébastien GUILLET Daniel MARCHE Fabrice
<b>RAD 1</b>	<b>Equipier reconnaissance</b>	HODY Audrey

**Article 3** | L'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00009 du 1<sup>er</sup> avril 2022 susvisé est abrogé.

**Article 4**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, et par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
**Chef de corps,**  
Directeur départemental des services d'incendie  
et de secours

SDIS 25

25-2022-07-01-00001

Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention cynotechnique du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.



**Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention cynotechnique du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;
- Vu** la loi 96.370 du 3 mai 1996 relative aux Services d'incendie et de secours et au développement du volontariat dans les Corps de sapeurs-pompiers ;
- Vu** l'arrêté du 18 janvier 2000 fixant le Guide national de référence relatif à la cynotechnie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 3979 du 15 juillet 1998 portant création du peloton cynophile du départemental du Doubs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-07-12-06965 du 7 décembre 2007 portant approbation du SDACR du Doubs ;
- Vu** l'arrêté n° 2007-1712-07104 du 17 décembre 2007 portant création d'un peloton Cynophile départemental au sein du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-01-05-00003 du 05 janvier 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention cynotechnique des sapeurs-pompiers du département du Doubs pour l'année 2021 ;
- Vu** la circulaire NOR/INT/E/95/0048/C du 10 février 1995 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont habilités à exercer au sein de l'équipe d'intervention cynotechnique des sapeurs-pompiers du département du Doubs au titre de l'année 2022, sans restriction, les personnels et les chiens désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CHIEN	NOM – PRENOM
<b>CYN 3</b>	<b>Conseiller Technique Départemental</b>	Chien en formation	HUGUENARD Arnaud

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CHIEN	NOM – PRENOM
CYN 2	Chef d'unité cynotechnique	Berger allemand JUKE né le 20/10/14 n°250268500768018	GOY Franck
		Border collie PEP'S né le 15/11/2019 n°250269590054602	
		Berger belge JEKO né le 05/11/14 n° 250269500642126	JEANNINGROS Magali
CYN 1	Conducteur cynotechnique	Berger belge malinoise RÉVA, née le 10/01/2020 n°250268732705750	RICHARD Mickaël

**Article 2**

Seuls les sapeurs-pompiers inscrits sur la liste définie en article 1, peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

Sont habilités à exercer la spécialité « CYN » uniquement dans le cadre des exercices et des formations, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CHIEN	NOM – PRENOM
/	/	/	/

**Article 3** | L'arrêté préfectoral n° 25-2022-01-05-00003 du 05 janvier 2022 susvisé est abrogé.

**Article 4**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
Directeur départemental des services  
d'incendie et de secours,  
Commandant le 25e CDSP

SDIS 25

25-2022-07-01-00002

Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention de lutte contre les feux de forêts du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.





**Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention de lutte contre les feux de forêts du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- **Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;
- **Vu** la loi n° 96.370 du 03 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers ;
- **Vu** l'arrêté du 3 octobre 2002 fixant le guide national de référence relatif aux secours feux de forêt ;
- **Vu** l'arrêté du 18 avril 2008 fixant le guide national de référence relatif aux manœuvres feux de forêt ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-07-12-06965 du 7 décembre 2007 portant approbation du SDACR du Doubs ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00007 du 1<sup>er</sup> avril 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention de lutte contre les feux de forêts apte à la constitution des colonnes mobiles de secours des sapeurs-pompiers du département du Doubs pour l'année 2022.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont habilités à exercer au sein de l'équipe d'intervention de lutte contre les feux de forêts des sapeurs-pompiers du département du Doubs au titre de l'année 2022, sans restriction, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 4	Conseiller technique départemental	CMS	GUICHARD	Samuel
FDF 4	Conseiller technique départemental adjoint	CMS	VIEILLEDENT	Matthieu

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 4	Chef de colonne	CMS	ANGONIN	Arnault
		-	BEAUDOUX	Stéphane
		-	FOURNEROT	Christophe
		-	MEYER	Nicolas
		CMS	PICHON	Romain
FDF 3	Chef de groupe	CMS	DELAULE	Lionel
		CMS	DINETTE	Arnaud
		CMS	DORIER	Pierre
		-	FAIVRE	Raphaël
		CMS	FISCHESSER	Guillaume
		CMS	PETITCOLIN	Patrick
		-	REGAZONI	David
		CMS	REGNAUT	Fabien
		CMS	RIVOIRE	Clément
		CMS	ROUSSEY	Éric
		CMS	SAUGET	Yohann
FDF 2	Chef d'agrès	CMS	ABBUHL	Geoffrey
		CMS	AGUIE	Alexandre
		CMS	BALLET	David
		CMS	BECOULET	Sebastien
		CMS	BETTONI	Maxime
		CMS	BEY	Mickael
		CMS	BOLE	Julien
		CMS	BOUCLET	Gaëtan
		-	BOUJON	Jerome
		CMS	BOURGOIN	Alain
		CMS	BREUILLARD	Patrice
		CMS	BUTORAC	Boban
		CMS	COHADON	Sylvain
		CMS	CONGRETTEL	Frederic
		CMS	COULON	Philippe
		CMS	COURAGEOT	Damien
		-	CUSENIER	Christophe
		CMS	DAMNON	Cedric
		-	DE CAMPOS GOMES	David
		CMS	DELOULE	Fabrice
		CMS	DEMAIMAY	Rodolphe
		CMS	DESCHAMPS	Jean-Marc
		CMS	DORNIER	Damien
-	DUBI	Fabrice		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 2	Chef d'agrès	CMS	DUTRIEUX	Arnaud
		CMS	ESPINOSA	Sébastien
		-	ESPITALIER	Stéphane
		CMS	FAIVRE	Nicolas
		-	GAGLIARDI	Sébastien
		CMS	GAILLARD	Benjamin
		CMS	GARNIER	Hervé
		-	GAUDINET	Samuel
		CMS	GEHANT	Gilles
		CMS	GERMAIN	Sebastien
		-	GIGON	Stéphane
		-	GILLIOT	Guillaume
		-	GIRARD	Frederic
		CMS	GIRARD	Jacky
		CMS	GRANCHER	Romaric
		CMS	GRIMANI	Alain
		-	GRISON	Aurelien
		CMS	GRYNSYK	Gaëtan
		CMS	GUIGNIER	Herve
		CMS	GUIGNIER	Patrice
		CMS	GUIGNOT	Yvon
		CMS	GUILLET	Daniel
		-	GUZZON	David
		CMS	HORCKMANS	Alexandre
		-	HUGUENARD	Fabrice
		CMS	JEANNEROD	Christophe
		-	LAPORTE	Denis
		CMS	LECOMTE	Herve
		CMS	LEMOINE	Emmanuel
		-	LESTRAT	Jessy
		CMS	MAGNIN-FEYSOT	Olivier
		CMS	MAIGROT	Robin
CMS	MARION	Damien		
CMS	MARTIN	Fabrice		
-	MATERNE	Christophe		
CMS	MENDY	Philippe		
CMS	MILLE	Gaëtan		
-	MOREAU	Yann		
CMS	MOREY	Vincent		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 2	Chef d'agrès	-	MOUGEY	Olivier
		CMS	MOUGIN	Christophe
		CMS	MOUGIN	David
		-	MULLER	Nicolas
		CMS	NOIR	Damien
		CMS	NORMAND	Bertrand
		CMS	OCHS	Thierry
		CMS	PAGEAUX	Mickael
		CMS	PAGNOT	Olivier
		CMS	PAPE	Christophe
		-	PARRIAUX	Fabrice
		-	PERIARD	Anthony
		-	PICHETTI	Arnaud
		-	PIGUET	Serge
		CMS	PONCELIN	Bertrand
		CMS	PONCOT	Yohann
		CMS	POURNY	Sébastien
		CMS	POY	Ludovic
		-	PRINCET	Francois
		CMS	PROST	Julien
		CMS	RATTE	Johanny
		CMS	REGNIER	Cyril
		-	ROUSSET	Frederic
		CMS	SAUSER	Yannick
		CMS	SCHAER	Dominique
		CMS	SCHORI	Nicolas
		-	SECLET	Elvis
		CMS	SIMON	Eric
		CMS	SIMONIN	Lionel
		CMS	TERVEL	Maxime
		CMS	TOURMAN	Jean-Michel
CMS	TROY	Rodolphe		
CMS	UHLEN	Bruno		
CMS	VALKER	Marc		
CMS	VECLAIN	Bruno		
-	VUILLET	Johann		
-	WAHLER	David		
CMS	WURTZ	Jean-Cyril		
FDF 2	Equipier	CMS	SCHWEBLIN	Magali

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
<b>FDF 1</b>	<b>Equipier</b>	CMS	ANDRE	Paul-Etienne
		-	AUDEBERT	Grégory
		CMS	AVONDO	Samuel
		-	BADOIS	Aurélien
		-	BAILLY	David
		-	BANDERIER	Hubert
		-	BARCON	Jean-Claude
		CMS	BARDOT	Jordan
		-	BARRAULT	Hervé
		CMS	BART	Gaëtan
		CMS	BASSETTI	Mattéo
		CMS	BAUD	Cyril
		CMS	BAZIN	Florian
		CMS	BEL	Julien
		CMS	BELOT	Julien
		-	BENKHELFALLAH	Sid-Ahmed
		-	BERTRAND	Daniel
		-	BESANCON	Régis
		CMS	BILLOD	Julien
		CMS	BLANCHARD	Yves
		CMS	BODET	Matthieu
		-	BOILLOT	Florian
		CMS	BOLE	Nicolas
		CMS	BOSCHAT	Océane
		CMS	BOSSON	Stéphane
		CMS	BOUDINOT	Laurent
		-	BOUHELIER	Robin
		CMS	BOURDIN	Fanny
		-	BOURGIN	Sébastien
		CMS	BOUTON	Arnaud
		CMS	BOVET	Florent
		-	BRASLERET	Caroline
		CMS	BRENANS	Raphaël
		-	BRETAGNE	Cedric
CMS	BREUILLARD	Killian		
-	BREUILLOT	Kévin		
-	BRIDE	Mickaël		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 1	Équipier	-	BRIOIS	Madeline
		CMS	BRISEBARD	Emilien
		CMS	BRISEBARD	Corentin
		CMS	BRISEBARD	Jules Maël
		CMS	BROCCO	Guillaume
		-	BRONIQUE	Nicolas
		CMS	BRUOT	Killian
		CMS	BULLE	Mathieu
		CMS	CAFFAREL	Xavier
		CMS	CARBINI	Romain
		CMS	CARMINATI	Alexis
		-	CAVARELLI	Nicolas
		-	CAVATZ	Joann
		CMS	CECCARELLO	Christian
		-	CHAMPAGNE	Charley
		-	CHAPELLE	André
		CMS	CLEMENT	Elie
		CMS	CLERC	Jérémy
		-	CLERC	Laurent
		-	CLEVY	Victorien
		-	COGNAT	Jérémie
		CMS	COLLETTE	Olivier
		-	COMITI	Jean-Marc
		CMS	COMPTE	Alexandre
		-	CORDIER	Florian
		-	CORDIER	Romain
		-	CORNET	Marc
		-	CORNU	Laurent
		CMS	COSTE	Pierre
		CMS	COURVOISIER	Emmanuel
		CMS	CUNY	Sébastien
		-	CUSENIER	Jérôme
		CMS	DEBOST	Julie
		-	DECHAUD	David
CMS	DECHAUX	Jérémy		
CMS	DELOULE	Hugo		
CMS	DEMANGE	Michaël		
CMS	DEMOULIN	Gaspard		
CMS	DERAY	Emile		
CMS	DESENCLOS	David		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
<b>FD 1</b>	<b>Equipier</b>	CMS	DINQUER	Nicolas
		CMS	DOSIERES	Kévin
		-	DREZET	Sylvain
		CMS	DUDO	Olivier
		CMS	DUPONT	Antoine
		CMS	DUPUIS	Gaëtan
		CMS	DUSSOUILLEZ	Mickaël
		CMS	DUTRIEUX	François
		CMS	ETCHIALI	Mehdi
		CMS	ETEVENON	Karine
		CMS	FAUDOT	Nicolas
		CMS	FAVE	Rémy
		CMS	FLAMERY	Clément
		-	FORTIER	Fanny
		CMS	FRANCOIS	Charles
		CMS	GABET	Julien
		-	GAGELIN	Alexandre
		CMS	GAGELIN	Arthur
		-	GAHIDE	Eddy
		CMS	GAIFFE	Manon
		CMS	GALLOTTE	Alexandre
		CMS	GAMARD	Alain
		-	GAMARD	Vincent
		-	GARRIDO	Roberto
		-	GAUDUMET	Michaël
		-	GERVAIS	Philippe
		CMS	GIAMPICCOLO	François
		-	GIDEL	Christian
		-	GIGANTE	Valentin
		CMS	GINDRAT	Valère
		CMS	GIRARD	Thomas
		CMS	GIRARDET	Armand
		CMS	GIRARDET	Tom
		-	GIRARDIN	Jérémy
		CMS	GIROD	Enrique
		CMS	GOSSELIN	Patrick
		CMS	GOY	Franck
		-	GRANDCLERE	Jason
		-	GRANDJEAN	Aline
		CMS	GRANDJEAN	Thomas

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 1	Equipier	CMS	GRILLET	Bertrand
		-	GRISEY	Pascal
		CMS	GROS	Philippe
		-	GROSJEAN	Alexandre
		CMS	GROSJEAN	Mélanie
		-	GROSPERRIN	Alexandre
		CMS	GRUX	Loïck
		CMS	GUENAT	Romain
		-	GUIBELIN	John
		CMS	GUILLAME	Loïc
		CMS	GUILLAUME	Gwegan
		CMS	GUINNARD	Carole
		-	HARAT	Romain
		CMS	HERARD	Marc
		-	HINTZY	Thomas
		-	HODY	Audrey
		-	HUGUENARD	Arnaud
		-	JACOUTOT	Olivier
		-	JACQUIN	Stéphane
		-	JEUDY	Julien
		-	JEVTOVIC	Vincent
		-	JOLY	Benoit
		-	JOLY	Stéphane
		-	JOSET	Sébastien
		-	JOUILLEROT	Baptiste
		CMS	KEBAILI	Rayan
		CMS	LABATTUT	Steeven
		CMS	LACROIX	Colin
		CMS	LAITHIER	Julien
		-	LANDWERLIN	David
		-	LANZERAY	Alexandre
		CMS	LARTIGUE	Aurelien
		CMS	LATEUR	Mathieu
-	LAURENT	Adrien		
-	LEBER	Jonathan		
CMS	LEFEBVRE	Clara		
CMS	LEFORT	Geoffrey		
CMS	LEROUX	Damien		
-	LEROY	Nicolas		



NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 1	Equipier	-	LEROY	Steve
		-	LIGNIER	Paul
		-	LLABRES	Romain
		-	LOCATELLI	Alexandre
		CMS	LOICHOT	Pierrick
		CMS	LOMBARDOT	Philippe
		-	LOMBARDOT	Sébastien
		CMS	LONCHAMPT	Anthony
		CMS	LOSLIER	Cyril
		CMS	MAGNIN-FEYSOT	Honore
		-	MAILLOT	Michel
		CMS	MAIRE	Guillaume
		-	MARGUET	Corentin
		CMS	MARSOUDET	Benjamin
		CMS	MARTINS	Camille
		CMS	MATHIOT	Lucas
		CMS	MEROUGE	Tristan
		CMS	MEYER	Florian
		CMS	MIDEY	Alexandre
		CMS	MILLE	Arnaud
		CMS	MINETTI	Thierry
		-	MINOLETTI	Alexandre
		-	MINOLETTI	Benoit
		-	MIOTTE	Aloïs
		-	MIOTTE	Patrick
		CMS	MONNIN	Frédéric
		CMS	MONNOT	Romain
		CMS	MONTAGNON	Aurélien
		CMS	MONTEL	Jonathan
		CMS	MORAS	Raphaël
		CMS	MOREL	Benoit
		CMS	MOREL	Dylan
		CMS	MOSSARD	Vincent
-	MUCKE	Jean-Philippe		
CMS	MUSY	Arnaud		
CMS	NEITTHOFFER	Mathieu		
-	NEMER	Théo		
CMS	NICOLET	Cédric		
-	OLIVIER	Stéphane		
CMS	ORDINAIRE	Tony		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 1	Équipier	CMS	OUDOT	Nadège
		CMS	PAHIN	Mathieu
		CMS	PAHIN	Nicolas
		CMS	PAIGNAY	Florent
		-	PAILLOZ	Romain
		CMS	PARMENTIER	Nicolas
		CMS	PASCAL	Malory
		CMS	PATOZ	Fabrice
		-	PECHIN	Anthony
		CMS	PECORARO	Florian
		-	PELLATON	Laurent
		-	PELLIER	Olivier
		-	PERRIGUEY	Clément
		CMS	PERRIN	Clara
		-	PERROT	Sébastien
		CMS	PETIT	Cédric
		CMS	PICARD	Sylvain
		-	PIRALLA	Romain
		CMS	PLUMEREL	Guillaume
		CMS	PORET	Romuald
		-	POTIER	Cyril
		CMS	POULEN	Olivier
		CMS	POURCELOT	Michaël
		CMS	POURCELOT	Sébastien
		CMS	PRAOM	Margaux
		CMS	PROFAULT	Marine
		CMS	QUERRY	Frédéric
		CMS	RACLOT	Damien
		-	RAILLARD	Tristan
		CMS	RAMOS QUEROL	Guerau
		CMS	REGAZZONI	Hugues
		CMS	REQUET	David
		-	REUILLE	Allan
		-	REUILLE	Sébastien
-	RIOT	Elise		
-	RIVA	Laurent		
-	ROBIN	Christophe		
CMS	RODRIGUES ABRANTES	Antonio		
CMS	ROHN	Robin		
-	ROLAND	Jean-Louis		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	CMS	NOM	PRENOM
FDF 1	Équipier	-	ROSSETTO	Julien
		CMS	ROUARD	Fabien
		CMS	ROUSSEAU	Jérémy
		CMS	ROUSSIN	Anthony
		CMS	RUDE	Alexandre
		-	RZEMYSZKIEWICZ	Thomas
		CMS	SAUNIER	Matthias
		-	SCACCHETTI	Louis
		-	SENOT	Jean-Charles
		CMS	SMOUNYA	Marc
		CMS	STADLER	Franck
		CMS	THEVENOT	Thierry
		CMS	THILY	Alban
		CMS	TISSERAND	Allan
		CMS	TISSOT	Stéphane
		-	TOITOT	Didier
		-	TOURNIER	Hervé
		-	TREFF	Damien
		-	TRIPONNEY	Nicolas
		-	TSCHIRRET	Vincent
		CMS	TYRODE	Florian
		CMS	VACELET	Amaury
		-	VADAM	Jean-Charles
		CMS	VALLEE	Romain
		CMS	VALOT	Yan
		CMS	VARILLON	Julien
-	VAUDEVILLE	Sébastien		
-	VERISSIMO	Romain		
-	VIONNET	Jean		
-	VIVOT	Florian		

**Article 2**

Seuls les sapeurs-pompiers aptes à la constitution des colonnes mobiles de secours (CMS) inscrits sur la liste définie en article 1, sont susceptibles d'être engagés sur des interventions en colonnes mobiles de secours « feux de forêts ».

**Article 3**

L'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00007 du 1<sup>er</sup> avril 2022 susvisé est abrogé.

**Article 4**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, et par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
**Chef de corps,**  
Directeur départemental des services d'incendie  
et de secours

SDIS 25

25-2022-07-01-00008

Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu aquatique et subaquatique du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.



**Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu aquatique et subaquatique du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;
- Vu** la loi 96.370 du 03 mai 1996, relative au développement du volontariat dans les Corps de sapeurs-pompiers ;
- Vu** la note d'information DSC8/PPF/LB n° 93-897 du 03 juin 1993 ;
- Vu** l'arrêté du 23 novembre 1999 fixant le Guide national de référence relatif aux secours subaquatiques ;
- Vu** l'arrêté du 07 novembre 2002 fixant le Guide national de référence relatif au sauvetage aquatique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2016-07-11-017 du 11 juillet 2016 modifié portant approbation du SDACR du Doubs ;
- Vu** l'arrêté n° 2007-1712-07105 du 17 décembre 2007 portant création d'une équipe spécialisée en intervention en milieu aquatique et subaquatique au sein du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs ;
- Vu** la circulaire NOR INT/E/92/00007/C du 13 janvier 1992 relative à l'aptitude opérationnelle des plongeurs de la sécurité civile ;
- Vu** l'arrêté du 31 juillet 2014 fixant le Référentiel Emploi, Activités, Compétences relatif aux interventions secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-13-00001 du 13 avril 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu aquatique et subaquatique du service départemental d'incendie et de secours du Doubs pour l'année 2022 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** | Sont habilités à exercer au sein de l'équipe d'intervention en milieu aquatique et subaquatique des sapeurs-pompiers du département du Doubs au titre de l'année 2022, sans restriction, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	HABILITATION	SNL	NOM - PRENOM
SAL 3	Conseiller technique départemental	50 m	SNL 2	SCHAER Dominique
SAL 3	Conseiller technique	50 m	SNL 1	GAUDUMET Michael

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	HABILITATION	SNL	NOM - PRENOM
SAL 2	Chefs d'unité	50 m	SNL 1 SNL 1 SNL 1 SNL 1 SNL 1 SNL 1 SNL 1 SNL 1	BENKHELFALLAH Sid Ahmed DECKMIN Richard DROZ-VINCENT Nicolas DUDO Olivier GIROD Enriquer MONNIN Nicolas POTIER Cyril TREFF Damien
	Chefs d'unité	30 m	- SNL 1	CALLOIS Francis ROUSSEY Éric
SAL 1	Scaphandriers autonomes légers	50 m	SNL 1 - SNL 1 SNL 1 SNL 1 - SNL 1	BILLOD Julien BROCCO Guillaume ESPITALIER Stéphane MAILLOT Dominique TISSOT Stéphane TRIPONNEY Nicolas VAREY Frédéric
	Scaphandriers autonomes légers	30 m	- SNL 1 SNL 1 SNL 1 SNL 1 SNL 1 - - - -	BAUFLE Julien BRENIAUX Jean-Simon CASSARD Régis GROSPERRIN Alexandre GUENAT Romain GUILLEMIN Marc MESSELET Mathieu MOURAUX Caroline PORTERET Stéphane VACELET Amaury

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	IEV	NOM - PRENOM
SAV	Sauveteurs Aquatiques	IEV	BARTHELEMY Maxime
		-	BARTHOD-MALAT Antoine
		IEV	BAUFLE Julien
		IEV	BENKHELFALLAH Sid Ahmed
		-	BENOIT Stéphane
		IEV	BILLOD Julien
		IEV	BOURDIN Fanny
		IEV	BOVET Florent
		IEV	BRENANS Raphael
		IEV	BRENIAUX Jean-Simon
		IEV	BROCCO Guillaume
		-	BRUOT Killian
		IEV	BULLE Mathieu
		IEV	CALLOIS Francis
		-	CARBINI Romain
		-	CARTIER Yoann
		IEV	CASSARD Régis
		IEV	CHATELAIN Nicolas
		IEV	CORNU Laurent
		IEV	COURAGEOT Damien
		IEV	CUNY Sébastien
		IEV	DABSALMONT Sébastien
		IEV	DECKMIN Richard
		IEV	DELOULE Hugo
		-	DEVILLEZ Antoine
		IEV	DROSZEWSKI Yann
		IEV	DROZ-VINCENT Nicolas
		IEV	DUBAT Adrien
		IEV	DUBOIS-DUNILAC Nicolas
		IEV	DUDO Olivier
		IEV	DUPONT Antoine
		-	ESPITALIER Stéphane
		IEV	GABRIEL Vincent
		IEV	GAHIDE Eddy
		IEV	GAUDUMET Michael
		-	GILLET Julian
		-	GIRARD Thomas
		-	GIROD Enrique
		-	GOY Franck
		-	GRIVEAU Antoine
IEV	GROSPERRIN Alexandre		



NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	IEV	NOM - PRENOM
SAV	Sauveteurs Aquatiques	IEV	GROSPERRIN Aline
		IEV	GUENAT Romain
		IEV	GUICHARD Samuel
		IEV	GUIGNOT Yvon
		-	GUILLEMIN Marc
		-	HAUSWALD Marie
		IEV	HORCKMANS Alexandre
		-	JOUBAIRE Thomas
		IEV	KATANCEVIC Nicolas
		IEV	KISEL Charlotte
		IEV	LAITHIER Julien
		-	LEFEBVRE Clara
		IEV	LEGRAND Timea
		IEV	LOICHOT Pierrick
		IEV	LOSLIER Cyril
		-	MAILLOT Dominique
		-	MARSOUDET Benjamin
		IEV	MARTIN Ludovic
		IEV	MESSELET Mathieu
		IEV	MONNIER Cyril
		IEV	MONNIN Nicolas
		IEV	MOREL Dylan
		-	MOURAUX Caroline
		IEV	MOURAUX Karen
		IEV	NEITTHOFFER Mathieu
		-	PAILLOZ Romain
		IEV	PAPE Christophe
		IEV	PIGUET Serge
		-	PIRALLA Romain
		IEV	PLUMEREL Guillaume
		-	POMMEY Orianne
		IEV	PORTERET Stéphane
IEV	POTIER Cyril		
IEV	POURCELOT Edouard		
IEV	PROST Julien		
IEV	REGNIER Cyril		
IEV	REQUET David		
IEV	RIVA Mickael		
IEV	RODRIGUES Cédric		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	IEV	NOM - PRENOM
SAV	Sauveteurs Aquatiques	-	ROUSSEY Eric
		IEV	SAUGET Yohann
		IEV	SCHAER Dominique
		IEV	TISSOT Jérôme
		IEV	TISSOT Stéphane
		IEV	TONDA Jérôme
		IEV	TREFF Damien
		IEV	TRIPONNEY Nicolas
		-	UMBER Loïc
		IEV	VACELET Amaury
		IEV	VAREY Frédéric
		IEV	VERMOT-DESROCHES Charline
		-	VOEGLIN Marine
Expert	Brevet d'état d'éducateur sportif du 2ème degré	IEV	VIEILLE Mathieu

**Article 2**

Sont habilités à exercer la spécialité « SAL » uniquement dans le cadre des exercices et des formations, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	HABILITATION	NOM - PRENOM
SAL 2	Chefs d'unité	50 m	BERRARD Yvan BULLE Mathieu DROSZEWSKI Yann

Sont habilités à exercer la spécialité « SAV » uniquement dans le cadre des formations et des exercices les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	IEV	NOM - PRENOM
SAV	Sauveteurs aquatiques	Oui	COLLIARD Sébastien
		-	ELIA Romain
		Oui	JACQUIN Fabien
		Oui	LERMENE Quentin
		-	MARTIN Pauline
		-	NICOLAS Matthieu
		Oui	POY Ludovic
		Oui	PUGIN Jeremy
		Oui	QUERRY Frédéric
		-	RIMAUD Jean-Marie
Oui	VADAM Jean-Charles		

**Article 3**

Seuls les sapeurs-pompiers inscrits sur la liste définie en article 1, peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

**Article 4**

L'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-13-00001 du 13 avril 2022 susvisé est abrogé.

**Article 5**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, et par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
**Chef de corps,**  
Directeur départemental des services d'incendie  
et de secours

SDIS 25

25-2022-07-01-00007

Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu chimique et biologique du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

**Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu chimique et biologique du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;
- Vu** la loi 96.370 du 3 mai 1996, relative au développement du volontariat dans les Corps de sapeurs-pompiers ;
- Vu** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile
- Vu** le Guide national de référence relatif aux risques chimiques et biologiques fixé par arrêté du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire en date du 23 mars 2006.
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2016-07-11-017 du 11 juillet 2016 modifié portant approbation du SDACR du Doubs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-1712-07101 du 17 décembre 2007 portant création de la CMIC 25 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00013 du 1<sup>er</sup> avril 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu chimique et biologique des sapeurs-pompiers du département du Doubs, pour l'année 2022.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** | Sont habilités à exercer au sein de l'équipe d'intervention en milieu chimique et biologique des sapeurs-pompiers du département du Doubs au titre de l'année 2022, sans restriction, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	DETECTION ANALYSE	NOM – Prénom
<b>RCH 4</b>	<b>Conseiller Technique Départemental</b>	BIOLOGIQUE POLLUTION	REGAZONI David
	<b>Conseiller Technique Départemental Adjoint</b>	/ /	BRINGOUT Frédéric TOURASIN Lionel
<b>SSSM</b>	<b>Conseiller départemental risques biologiques</b>	/	MERAUX Isabelle

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	DETECTION ANALYSE	NOM – Prénom
RCH 3	Chef « CMIC »	/	ALBERT Patrice
		/	BALLIN Reynald
		BIOLOGIQUE	BEVALOT Jules
		/	BONNETON Sébastien
		/	BOUCHOT Anaël
		/	CHIAPPINELLI Christophe
		/	CLAUDET Charles
		/	FALLOT David
		/	FREIDIG Sébastien
		/	GILLIOT Guillaume
		/	GOMARD Julien
		/	GRISON Aurélien
		/	GUICHARD Samuel
		/	ONILLON Christophe
		/	PUEL Frédéric
		BIOLOGIQUE	SAUGET Yohann
/	TROUTTET Gilles		
/	VEILLEDENT Mathieu		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM – Prénom
RCH 2	Chef d'équipe d'intervention	AGUIE Alexandre
		ANGONIN Arnault
		AUTHIER-CAILLAUD Astrid
		BADINA Jérôme
		BAILLY David
		BECOULET Sébastien
		BERRARD Yvan
		BERTHELEMY Pascal
		BERTRAND Daniel
		BETTONI Maxime
		BOSSONNET Julien
		BOUCON Philippe
		BRIOTET Frédéric
		BRONIQUE Nicolas
		BULLE Mathieu
		CAFFAREL Xavier
		CLAVERIA Nicolas
		CLERC Laurent
COGNAT Jérémie		

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM – Prénom
<b>RCH 2</b>	<b>Chef d'équipe d'intervention</b>	COLLIN Xavier DELAULE Lionel DELOULE Fabrice DESCHAMPS Jean-Marc DETTE Jean-Philippe DINETTE Arnaud DORIER Pierre DUDO Olivier DUIVON Gaëlle ELOY Vincent ESPINOSA Sébastien ESPITALIER Stéphane FAIVRE Nicolas FISCHESSEUR Guillaume FRANCHEQUIN Régis GEHANT Gilles GHERARDI Philippe GIRARDIN Dominique GUIGNOT Yvon HOFFSCHURR Pascal JOSET Sébastien LAISNE Jean-Marc LECOMTE Hervé MAIGROT Robin MANZONI Jérémie MARGUET John MARION Damien MARS Nicolas MICHAUD Xavier MICHEL Philippe MILLE Gaëtan MONNIN Frédéric NOIR Damien PAPE Christophe PETER Arnaud PETIT Christian PICHETTI Arnaud PICHON Romain PLUMEREL Guillaume PONARD Guillaume PONCELIN Bertrand POURCELOT Jacques

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM – Prénom
RCH 2	Chef d'équipe d'intervention	PRIEM Vincent RASPILLER Olivier RENAUX Lionel RIVA Laurent ROLLIN Jérôme ROUSSIN Anthony ROY Jérôme SCHORI Nicolas SECLET Elvis SIMON Jean-Luc SONNET Christophe THIAVILLE Jean-Christophe VECLAIN Bruno ZILL Fabrice
RCH 1	Chef d'équipe reconnaissance	BLANCHARD Yves BOLE Julien BOUCLET Gaëtan BOURGIN Sébastien BRENANS Raphaël BRENIAUX Marion BRESCHBUHL Gregory CALLOIS Francis CARMINATI Alexis CHOULET Frédéric COMTE Florian CUNY Bertrand CUNY Sébastien DECHAUD David DEMANGE Michael DEPREZ Daniel DUBOIS Romain DUBOURG Kévin DUCHANOY Benoît DUTOUR Sandrine FAIVRE-RAMPANT Claude FAVEY Nicolas FLORIN Jean GARNIER Hervé GESSIER Pierre GIGON Arnaud GIRARDET Tom



NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM – Prénom
<b>RCH 1</b>	<b>Chef d'équipe reconnaissance</b>	GRANDGIRARD Julien GRILLET Bertrand GROSPERRIN Aline GRYNSYK Gaëtan JACOUTOT Olivier JEANNEROT Christophe JOUBAIRE Thomas JOUVE William KATANCEVIC Nicolas KERGOAT Erwan LAITHIER Julien LEMOINE Emmanuel LIEGEON Sandrine LONCHAMPT Anthony MAGNIN-FEYSOT Olivier MONNIN Nicolas MONOT Etienne MONTAGNON Aurélien MOUGIN David PASQUA Pierre PERRIN Julien POMMEY Oriane PORET Romuald POULEN Olivier POURCELOT Michaël POURCELOT Sébastien RINGENBACH Thomas RIVOIRE Clément ROUHIER Florian SCHWEBLIN Magali THIEBAUD Mickaël TOURNIER Stéphane VALKER Marc
<b>RCH 1</b>	<b>Équipier d'intervention</b>	LARRIERE Anthony MASSE Sébastien

**Article 2**

Sont habilités à exercer la spécialité « RCH » uniquement dans le cadre des exercices et des formations, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM – PRENOM
RCH 2	<b>Chef d'équipe d'intervention</b>	PEYRUSSE Christian
RCH 1	<b>Chefs d'équipe reconnaissance</b>	DUBI Fabrice

**Article 3**

Les sapeurs-pompiers, dont les noms suivent, sont désignés responsables techniques pour leurs groupements respectifs :

- Capitaine BOUCHOT Anaël – Groupement EST ;
- Lieutenant 1<sup>ère</sup> classe SAUGET Yohann – Groupement OUEST ;
- Commandant PUEL Frédéric – Groupement SUD.

**Article 4**

Seuls les sapeurs-pompiers inscrits sur la liste définie en article 1, peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

**Article 5**

L'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00013 du 1<sup>er</sup> avril 2022 susvisé est abrogé.

**Article 6**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, et par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
**Chef de corps,**  
Directeur départemental des services d'incendie  
et de secours

SDIS 25

25-2022-07-01-00004

Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.



**Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;
- Vu** la loi 96.370 du 03 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les Corps de sapeurs-pompiers ;
- Vu** l'arrêté du 18 août 1999 fixant le Guide national de référence relatif au Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 330 du 27 janvier 1998 portant création du Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux (GRIMP) du Doubs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2016-07-11-017 du 11 juillet 2016 modifié portant approbation du SDACR du Doubs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00009 du 1<sup>er</sup> avril 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en milieu périlleux des sapeurs-pompiers du département du Doubs, pour l'année 2022 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** | Sont habilités à exercer au sein de l'équipe d'intervention en milieu périlleux des sapeurs-pompiers du département du Doubs au titre de l'année 2022, sans restriction, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM – PRENOM
IMP 3	Conseiller technique Départemental	LARRIERE Didier
	Conseiller technique Départemental adjoint	JEANNIN Maël

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM - PRENOM
IMP 3	Chefs d'unité	BAILLY David BOVET Florent DAMNON Cédric GAILLARD Benjamin GRANCHER Romaric GRIMANI Alain GUILLET Daniel LIEVRE David MARTIN Ludovic MINETTI Thierry MINOLETTI Benoît PATTON Bruno PELLIER Olivier RODRIGUES Cédric TISSOT Jérôme TROY Rodolphe VIENNET Aurélien
IMP 2	Sauveteurs	BANDERIER Hubert BARTHELEMY Maxime BERNA Christophe BRENANS Raphaël BRIDE Mickaël CAVATZ Gaëtan CHAMPAGNE Charley COHADON Sylvain COLLIARD Sébastien DEFTRASNE Jérôme DEFTRASNE Nathalie DUBOURG Kevin DUSSOUILLEZ Mickaël ETCHIALI Mehdi FAIVRE Landry GERMAIN Sébastien GRANDMAISON Maxime GRANDMOUGIN Baudoin HORCKMANS Alexandre HUGUENARD Arnaud JEANNEROD Christophe LEROY Steve

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM - PRENOM
<b>IMP 2</b>	<b>Sauveteurs</b>	MEROUGE Tristan MOUREY Mathieu OCHS Thierry ORDINAIRE Tony PELLEGRINI Rodolphe PROFAULT Marine QUERRY Frédéric ROLAND Jean-Louis RUDE Alexandre THIEBAUD Mickaël UHLEN Bruno VADAM Jean-Charles VUILLET Johann

**Article 2**

Sont habilités à exercer la spécialité « GRIMP » uniquement dans le cadre des exercices et des formations, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	NOM - PRENOM
<b>IMP 3</b>	<b>Chef d'unité</b>	ROBIN Christophe
<b>IMP 2</b>	<b>Sauveteur</b>	BREUILLOT Kévin HODY Audrey

**Article 3**

Les sapeurs-pompiers, dont les noms suivent, sont désignés responsables techniques pour leurs groupements respectifs :

- Adjudant-chef ROBIN Christophe – Groupement EST ;
- Adjudant-chef TISSOT Jérôme – Groupement OUEST ;
- Adjudant-chef RODRIGUES Cédric – Groupement SUD.

**Article 4**

Seuls les sapeurs-pompiers inscrits sur la liste définie en article 1, peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

**Article 5** | L'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00009 du 1<sup>er</sup> avril 2022 susvisé est abrogé.

**Article 6** | Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, et par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
**Chef de corps,**  
Directeur départemental des services d'incendie  
et de secours

SDIS 25

25-2022-07-01-00009

Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en sauvetage déblaiement du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.



**Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en sauvetage déblaiement du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;
- Vu** la loi 96.370 du 03 mai 1996, relative au développement du volontariat dans les Corps de sapeurs-pompiers ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-1712-07103 du 17 décembre 2007 portant création de l'équipe de sauvetage déblaiement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2016-07-11-017 du 11 juillet 2016 modifié portant approbation du SDACR du Doubs ;
- Vu** l'arrêté du 08 avril 2003 fixant le guide national de référence relatif au sauvetage déblaiement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00015 du 1<sup>er</sup> avril 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle de l'équipe d'intervention en sauvetage déblaiement des sapeurs-pompiers du département du Doubs pour l'année 2022 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** | Sont habilités à exercer au sein de l'équipe d'intervention en sauvetage déblaiement des sapeurs-pompiers du département du Doubs, au titre de l'année 2022, sans restriction, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	RISQUE BATIMENTAIRE	NOM - PRENOM
SDE 3	Conseiller Technique Départemental	OUI	FAIVRE Raphaël
	Conseiller Technique Départemental Adjoint	OUI	GUY Daniel
	Chef de Section	OUI	ANGONIN Arnault PONARD Guillaume VASSEUR Olivier VIEILLEDENT Matthieu

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	RISQUE BATIMENTAIRE	NOM - PRENOM
SDE 2	Chef d'Unité	OUI	BAZIN Olivier BOURGADEL Christophe BOURGOIN Alain BREUILLARD Patrice BRIDE Mickaël COLLIARD Sébastien MOREY Vincent ROBIN Christophe THEVENOT Thierry
		NON	AVONDO Samuel BETTONI Maxime BEUGNOT Alexis COULON Philippe CUSENIER Christophe ESPITALIER Daniel ESPITALIER Stéphane FALLOT David GABET Julien GOMARD Julien GRANCHER Romaric HUGUENARD Fabrice JOUVE William LARRIERE Didier LESTRAT Jessy MAGNIN-FEYSOT Olivier MENDY Philippe PELLIER Olivier PUPECKI Patrick ROUSSEY Eric RUEZ Jean-Luc SAUSER Yannick SECLET Elvis THIEBAUD Mickaël TISSOT Jérôme UHLEN Bruno VECLAIN Bruno VUILLET Johann

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	RISQUE BATIMENTAIRE	NOM - PRENOM
SDE 1	Équipier	NON	BERTRAND Daniel BOUCLET Gaëtan BOUHELIER Robin BRETAGNE Cédric CARMINATI Alexis CASSARD Régis CHAMPAGNE Charley CHEGNION Olivier CHOULET Frédéric COLLETTE Olivier COMPTE Alexandre COSTE Pierre CUSENIER Jérôme DEFRASNE Jérôme DUSSOUILLEZ Mickaël FAVE Rémy GAGELIN Alexandre GINDRAT Valere GIRARD Thomas GIROD Louis GRABS Cédric GRANDJEAN Michel GRILLET Bertrand GUIGNIER Hervé GUILLET Daniel HINTZY Thomas HUGUENARD Arnaud HUOT Aurore LANDWERLIN David LARTIGUE Aurélien LIEVRE David MANZONI Jérémie MARTIN Ludovic MATERNE Christophe MAY Jean-Baptiste MINETTI Thierry MIOTTE Patrick MONNIN Frédéric MOUGIN David NORMAND Bertrand PETIT Cédric PICARD Sylvain

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	RISQUE BATIMENTAIRE	NOM - PRENOM
SDE 1	Equipier	NON	PONCOT Yann PROFAULT Marine RATTONI Alain REGAZZONI Hugues REGNAUT Fabien ROSSETTO Julien ROUARD Fabien ROUSSEAU Adrien RUHIER Raphaël SCUBLA Raphaël SIMONIN Lionel TERVEL Maxime TOURMAN Jean-Michel UMBER Loïc VADAM Jean-Charles VALKER Marc VARILLON Julien VUILLET Emmanuelle

**Article 2** | Sont habilités à exercer la spécialité « SD » uniquement dans le cadre des exercices et des formations, les personnels désignés ci-dessous :

NIVEAU DE FORMATION	NIVEAU D'EMPLOI	RISQUE BATIMENTAIRE	NOM - PRENOM
SDE 1	Equipier	NON	BEUCLER Brice BOUSSARD Gérard MAIGROT David SCHWEBLIN Magali SIMON Eric

**Article 3** | Seuls les sapeurs-pompiers inscrits sur la liste définie en article 1, peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

**Article 4** | L'arrêté préfectoral n°25-2022-04-01-00015 du 1<sup>er</sup> avril 2022 susvisé est abrogé.

**Article 5**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, et par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
**Chef de corps,**  
Directeur départemental des services d'incendie  
et de secours

SDIS 25

25-2022-07-01-00005

Arrêté fixant la liste d aptitude opérationnelle  
des infirmiers de sapeurs-pompiers protocolés  
du Service Santé et Secours Médical du service  
départemental d incendie et de secours du  
Doubs, pour  
l année 2022.



**Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle des infirmiers de sapeurs-pompiers protocolés du Service Santé et Secours Médical du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;  
**Vu** la loi 96.370 du 3 mai 1996, relative au développement du volontariat dans les Corps de sapeurs-pompiers.  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2016-07-11-017 du 11 juillet 2016 modifié portant approbation du SDACR du Doubs ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 692 du 21 janvier 2002, fixant le Règlement Opérationnel des Services d'incendie et de secours du Doubs ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00010 du 1<sup>er</sup> avril 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des infirmiers protocolés du Service Santé et Secours Médical du SDIS du Doubs pour l'année 2022 ;  
**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** | Sont habilités à exercer en qualité d'infirmiers de sapeurs-pompiers protocolés, au titre de l'année 2022, les personnels désignés ci-dessous :

NOM – PRENOM	SSO	SSO SAL	SAP doublage	SAP autonome	SAP NRBC	Inf. Coordinateur
AMIEZ Delphine	X		X			
AUDY Pauline	X		X			
BARBIER Julien	X			X	X	X
BAYLE Sabrina	X			X		
BERGER Damien	X	X		X	X	
BESANCON Garance	X			X		
BESANCON Kim	X			X	X	
BILLOD-MOREL Céline	X		X			
BINETRUY Brigitte						
BINETRUY Thibaud	X			X		

NOM – PRENOM	SSO	SSO SAL	SAP doublage	SAP autonome	SAP NRBC	Inf. Coordinateur
BONVARLET Shama	X		X			
BOUTTON Arnaud	X			X		
BRISEBARD Mathilde	X			X		
CASTANY Thomas	X			X		
CHABOD Adeline	X		X			
CLERC-VOUILLOT Fanny	X			X		
CLOUET Laure	X			X		
COMTE Cécile	X			X	X	
COMTE Estelle	X			X	X	
CUNY Bertrand	X	X		X	X	X
DESCHENES Kevin	X			X	X	X
DESHAYES Julien	X			X		
DHOTE Charline	X		X			
DUVIVIER-THIBAUT Eric	X			X		
EL AYOUNI Ayoub	X			X		
ELISABETH Sébastien	X	X		X		
FAIVRE Alexandra	X	X		X		
FERREUX Augustin	X			X		
GAIFFE Olivia	X	X		X	X	
GAUDINET Gabriel	X			X		X
GIRARDOT Maité	X		X			
GRANDJEAN Bertrand	X	X		X	X	X
GROSS Christophe	X			X	X	
GRUT Evelyne	X					
GUTHLEBEN Matthieu	X			X		
HERCHA Soued	X	X		X		
HUOT Aurore	X	X		X	X	X
JEANNEROD Françoise	X			X	X	
JOUILLE Mélanie	X			X		
JOURNOT Alain	X			X		X
KHELOUFI Louiza	X			X		
LACROIX Colin	X		X		X	
LANGUILLE Emmanuel	X			X		
MAGNIN Frédéric	X			X	X	
MARION Céline	X		X			
MARY Magdalena	X		X			
MEBIROUK Jamaya	X			X		



NOM – PRENOM	SSO	SSO SAL	SAP dou- blage	SAP autonome	SAP NRBC	Inf. Coordina- teur
MILLON Martine	X	X		X		X
MOLLE Marie	X		X		X	
MONTAGNON Jean Christophe	X			X		X
NAGY Cécile	X			X	X	
NICOD Fabienne	X	X		X		X
PARIS Mélanie	X			X		
PEREZ Morgane	X			X		
PETIT Yannick	X			X		
PIGUET Franck	X		X			
PINEAU Joséphine	X			X		
POULLEAU Léa	X		X			
REBILLOT Isabelle	X			X		
RETHORE Annie	X			X	X	
RICHARD Christophe	X			X	X	
RICHARD Solenne	X			X	X	
ROBERT Patrick	X			X		
RUFFION Laetitia	X	X		X	X	
RUINET Sylvie	X			X		
SCALABRINO Véronique	X	X		X		
SCHWEBLIN Marie-Françoise	X					
SUBILOTTE Laurence	X			X		
TEIXEIRA Johanna	X			X	X	
VIVOT Stéphanie	X	X		X	X	
VONIN Véronique	X	X		X	X	X
VOUILLON Alain		X	X			
WENGER Maxime	X			X		
ZAHND Henri	X		X			

**Article 2**

Les infirmiers inscrits sur cette liste peuvent être engagés sur intervention en doublage ou pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

**Article 3**

L'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00010 du 1<sup>er</sup> avril 2022 susvisé est abrogé.

**Article 4**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, et par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
**Chef de corps,**  
Directeur départemental des services d'incendie  
et de secours

SDIS 25

25-2022-07-01-00003

Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle  
du groupe d'intervention hélicoptéré du service  
départemental d'incendie et de secours du  
Doubs, pour l'année 2022.



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Service Départemental d'incendie et de secours du Doubs**

### **Arrêté N°**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle du groupe d'intervention hélicopté du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, pour l'année 2022.

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code général des collectivités territoriales (parties législative et réglementaire) ;
- Vu** la loi 96.370 du 03 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les Corps de sapeurs-pompiers ;
- Vu** la note d'information DSC8/PPF/LB n° 93-897 du 03 juin 1993 ;
- Vu** l'arrêté du 18 août 1999 fixant le Guide national de référence relatif au Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux ;
- Vu** l'arrêté du 23 novembre 1999 fixant le Guide national de référence relatif aux secours subaquatiques ;
- Vu** l'arrêté du 07 novembre 2002 fixant le Guide national de référence relatif au sauvetage aquatique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 330 du 27 janvier 1998 portant création du Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux (GRIMP) du Doubs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2016-07-11-017 du 11 juillet 2016 modifié portant approbation du SDACR du Doubs ;
- Vu** l'arrêté n° 2007-1712-07105 du 17 décembre 2007 portant création d'une équipe spécialisée en intervention en milieu aquatique et subaquatique au sein du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00008 du 1<sup>er</sup> avril 2022 fixant la liste d'aptitude opérationnelle du groupe d'intervention hélicopté des sapeurs-pompiers du département du Doubs, pour l'année 2022 ;
- Vu** la circulaire NOR INT/E/92/00007/C du 13 janvier 1992 relative à l'aptitude opérationnelle des plongeurs de la sécurité civile ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs ;

### **ARRÊTE**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont habilités à exercer au sein du groupe d'intervention hélicopté des sapeurs-pompiers du département du Doubs au titre de l'année 2022, sans restriction, les personnels désignés ci-dessous :

<b>EQUIPE SPECIALISEE</b>	<b>NIVEAU D'EMPLOI</b>	<b>Hélicoptère de nuit</b>	<b>NOM - PRENOM</b>
<b>GIH</b>	<b>Conseiller technique Départemental (IMP 3)</b>	Oui	LARRIERE Didier
	<b>Conseiller technique Départemental adjoint (IMP 3)</b>	Oui	JEANNIN Maël
	<b>Conseiller technique Départemental (SAL 3/SAV)</b>	Non	SCHAER Dominique
	<b>Chefs d'unité (IMP 3)</b>	Oui	GRANCHER Romaric GRIMANI Alain LIEVRE David MARTIN Ludovic MINOLETTI Benoît PATTON Bruno PELLIER Olivier TISSOT Jérôme TROY Rodolphe VIENNET Aurélien
	<b>Sauveteurs (IMP 2)</b>	Non	BRIDE Mickaël COLLIARD Sébastien DEFRASNE Jérôme DEFRASNE Nathalie HORCKMANS Alexandre HUGUENARD Arnaud RUDE Alexandre VUILLET Johann
	<b>Sauveteurs aquatiques (SAV)</b>	Oui	MARTIN Ludovic TISSOT Jérôme
		Non	DECKMIN Richard DROSZEWSKI Yann GAHIDE Eddy POTIER Cyril ROUSSEY Eric TREFF Damien
	<b>Médecin SSSM (IMP 1)</b>	Non	PEUGEOT-MORTIER Caroline PILLER Laure-Estelle

**Article 2**

Sont habilités à exercer au sein du groupe d'intervention hélicoptéré uniquement dans le cadre des exercices et des formations, les personnels désignés ci-dessous :

<b>EQUIPE SPECIALISEE</b>	<b>NIVEAU D'EMPLOI</b>	<b>Hélicopté de nuit</b>	<b>NOM - PRENOM</b>
<b>GIH</b>	/	/	/

**Article 3**

L'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-01-00008 du 1<sup>er</sup> avril 2022 susvisé est abrogé.

**Article 4**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le

Pour le préfet, et par délégation,

**Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX**  
**Chef de corps,**  
Directeur départemental des services d'incendie  
et de secours

Sous-Préfecture de Montbéliard

25-2022-07-04-00008

Agrément garde-pêche particulier de M. Léon  
BRIOIS pour le compte de l'AAAPPMA de  
Pont-de-Roide-Vermondans



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture de Montbéliard  
Bureau de la Nationalité, de la Réglementation et de la Sécurité**

**Arrêté N° 25-2022-**

Portant agrément aux missions de garde-particulier de M. Léon BRIOIS

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de procédure pénale, notamment ses articles 29 et 29-1 et R 15-33-24 à R 15-33-29-2 ;
- VU** le décret n° 2006-1100 du 30/08/2006 relatif aux gardes particuliers assermentés ;
- VU** l'arrêté du 30/08/2006 relatif à la formation des gardes particuliers et à la carte d'agrément ;
- VU** le code de l'environnement, notamment son article R 428-25 ;
- VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET en qualité de préfet du Doubs ;
- VU** l'arrêté n° 25-2022-04-04-00009 du 4 avril 2022 portant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER Sous-Préfet de Montbéliard ;
- VU** la commission délivrée par M. Jacques KIEFER, président de l'association agréée de pêche et la protection du milieu aquatique de PONT-DE-ROIDE-VERMONDANS à M. Léon BRIOIS par laquelle il lui confie la surveillance de ses droits de pêche ;
- VU** l'arrêté n° 63/2007 du Sous-Préfet de MONTBELIARD en date du 15 mai 2007 reconnaissant l'aptitude technique de M. Léon BRIOIS

Sur proposition du Sous-Préfet de l'arrondissement de Montbéliard

**ARRETE**

**Article 1er.** – M. Léon, Adrien, Joseph BRIOIS, né le 5 novembre 1948 à FOUQUIERES-LES-LENS (62), EST AGREE en qualité de GARDE-PECHE PARTICULIER pour constater tous délits et contraventions relatifs à la pêche en eau douce prévus au code de l'environnement qui portent préjudice aux droits de pêche de l'A.A.P.P.M.A. de PONT-DE-ROIDE-VERMONDANS représentée par son président, sur le territoire de la commune de PONT-DE-ROIDE-VERMONDANS, NOIREFONTAINE, VILLARS-SOUS-DAMPJOUX et BOURGUIGNON .

**Article 2** – La liste des propriétés ou des territoires concernés est précisée dans la commission annexée au présent arrêté.

**Article 3** – Le présent agrément est délivré pour une durée de CINQ ANS.

**Article 4** – Préalablement à son entrée en fonctions, M. Léon BRIOIS doit prêter serment devant le tribunal d'instance de MONTBELIARD.

43 avenue du Maréchal Joffre  
25204 MONTBÉLIARD cedex  
Tél : 03 70 07 61 00

1/2



**Article 5** – Dans l'exercice de ses fonctions, M. Léon BRIOIS doit être porteur en permanence du présent arrêté ou de sa carte d'agrément qui doivent être présentés à toute personne qui en fait la demande.

**Article 6** – Le présent agrément doit être retourné sans délai à la Sous-Préfecture de MONTBELIARD en cas de cessation de fonctions, que celle-ci résulte de l'initiative du garde particulier, de son employeur ou de la perte des droits du commettant.

**Article 7** – Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8** – Le Sous-Préfet de Montbéliard est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié à M. Léon BRIOIS, sous couvert du commettant et publié au recueil des actes administratifs.

**Montbéliard, le 4 juillet 2022**

Le Sous-Préfet,  
Pour le Sous-Préfet et par délégation,  
La Cheffe de bureau

*signé*

Sous-Préfecture de Montbéliard

25-2022-07-04-00006

Reconnaissance aptitude technique garde chasse  
particulier de M. Frédéric BOSSERT



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture de Montbéliard  
Bureau de la Nationalité, de la Réglementation et de la Sécurité**

**Arrêté N° 25-2022-**

Portant sur la reconnaissance d'aptitude technique de M. Frédéric BOSSERT  
en tant que garde-chasse particulier

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Arrêté reconnaissant les aptitudes techniques d'un garde particulier**

- VU** le code de procédure pénale, notamment les articles 29, 29-1 et R. 15-33-26 ;
- VU** le décret n° 2006-1100 du 30 août 2006 relatif aux gardes particuliers assermentés ;
- VU** l'arrêté du 30 août 2006 relatif à la formation des gardes particuliers et à la carte d'agrément ;
- VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET en qualité de préfet du Doubs ;
- VU** le décret du 30 juillet 2019 portant nomination de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet hors classe, en qualité de sous-préfet de Montbéliard ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-04-00009 du 4 avril 2022 portant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de Montbéliard ;
- VU** la demande présentée par M. Frédéric BOSSERT en vue d'obtenir la reconnaissance de son aptitude technique à exercer les fonctions de garde chasse particulier ;
- VU** les éléments de cette demande attestant que M. Frédéric BOSSERT a suivi la formation requise comportant le module 1 (notions juridiques de base, droits et devoirs du garde particulier) et le module 2 (police de la chasse)

SUR proposition de M. le Sous-Préfet de Montbéliard,

**A R R E T E**

**Article 1er.** – M. Frédéric, Charles, Ernest BOSSERT, né le 28 juillet 1959 à MONTBELIARD (25) est reconnu techniquement apte à exercer les fonctions de **garde chasse particulier**.

**Article 2** – Le présent arrêté devra être présenté pour toute demande d'agrément à ces fonctions.

**Article 3** – Dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Sous-Préfet de MONTBELIARD ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de BESANCON. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

43 avenue du Maréchal Joffre  
25204 MONTBÉLIARD cedex  
Tél : 03 70 07 61 00

1/2

**Article 4** – Le Sous-Préfet de Montbéliard est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié à M.Frédéric BOSSERT et publié au recueil des actes administratifs.

**Montbéliard, le 4 juillet 2022**

Le Sous-Préfet,  
Pour le Sous-Préfet et par délégation,  
La Cheffe de bureau

*signé*

Karima SALEM

Sous-Préfecture de Montbéliard

25-2022-07-04-00007

Reconnaissance aptitude technique  
garde-chasse particulier de M. Rayan VALY



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture de Montbéliard  
Bureau de la Nationalité, de la Réglementation et de la Sécurité**

**Arrêté N° 25-2022**

Portant sur la reconnaissance d'aptitude technique de M. Rayan VALY  
en tant que garde-chasse particulier

Le préfet du Doubs  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Arrêté reconnaissant les aptitudes techniques d'un garde particulier**

- VU** le code de procédure pénale, notamment les articles 29, 29-1 et R. 15-33-26 ;
  - VU** le décret n° 2006-1100 du 30 août 2006 relatif aux gardes particuliers assermentés ;
  - VU** l'arrêté du 30 août 2006 relatif à la formation des gardes particuliers et à la carte d'agrément ;
  - VU** le décret du 23 juin 2021 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET en qualité de préfet du Doubs ;
  - VU** le décret du 30 juillet 2019 portant nomination de M. Jacky HAUTIER, sous-préfet hors classe, en qualité de sous-préfet de Montbéliard ;
  - VU** l'arrêté préfectoral n° 25-2022-04-04-00009 du 4 avril 2022 portant délégation de signature à M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de Montbéliard ;
  - VU** la demande présentée par M. Rayan VALY en vue d'obtenir la reconnaissance de son aptitude technique à exercer les fonctions de garde chasse particulier ;
  - VU** les éléments de cette demande attestant que M. Rayan VALY a suivi la formation requise comportant le module 1 (notions juridiques de base, droits et devoirs du garde particulier) et le module 2 (police de la chasse)
- SUR proposition de M. le Sous-Préfet de Montbéliard,

**A R R E T E**

**Article 1er.** – M. Rayan, Bernard, Gérard VALY, né le 16 février 2003 à BESANCON (25), est reconnu techniquement apte à exercer les fonctions de **garde chasse particulier**.

**Article 2** – Le présent arrêté devra être présenté pour toute demande d'agrément à ces fonctions.

**Article 3** – Dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Sous-Préfet de MONTBELIARD ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de BESANCON. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique proroge de deux mois le délai pour exercer un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Le Sous-Préfet de Montbéliard est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié à M. Rayan VALY et publié au recueil des actes administratifs.

**Montbéliard, le 4 juillet 2022**

Le Sous-Préfet,  
Pour le Sous-Préfet et par délégation,  
La Cheffe de bureau

*signé*

Karima SALEM